

Rapport final

**Conférence internationale
de l'éducation
47e session**

**Genève
8-11 septembre 2004**

**UNESCO
Bureau international
d'éducation**

ED/MD/103

TABLE DES MATIÈRES

	Page
ORDRE DU JOUR	1
PARTIE I - DÉROULEMENT DE LA CONFÉRENCE.....	3
A. Cérémonie d'ouverture	3
B. Organisation des travaux - Méthodologie	4
C. Célébration de la Journée internationale de l'Alphabétisation	5
D. Cérémonie de clôture	6
E. Remise de la médaille Comenius	7
F. Réunions en marge de la Conférence.....	7
PARTIE II - DOCUMENTS ISSUS DE LA CONFERENCE.....	9
A. Rapport général de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE)	9
B. Message de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation de l'UNESCO et propositions de priorités pour l'action en vue d'améliorer la qualité de l'éducation de tous les jeunes.....	13
 ANNEXES	
I. Discours de fin de mandat de M. FABIAN Osuji, ministre de l'éducation du Nigéria	
II. Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général l'UNESCO	
III Discours d'ouverture de M. Charles BEER, conseiller d'État, chef de la délégation suisse à la CIE	
IV Discours de M. Arjun Singh, Ministre du développement des ressources humaines du Gouvernement indien, et Président de la 47e session de la CIE	
V Présentation des travaux de la Conférence par Mme Cecilia Braslavsky, directrice du BIE	
VI Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation 2004	
VII Message des jeunes aux ministres de l'éducation	
VIII Remerciements de Mme Cecilia Braslavsky, secrétaire générale	
IX Discours de clôture de M. Charles BEER, conseiller d'État, chef de la délégation suisse à la CIE	
X Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO	

- XI Discours de clôture de Son Altesse la Princesse Mozah Bint Nasser Al-Misnad, Première Dame du Qatar, envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur
- XII Discours de clôture de M. Arjun Singh, Ministre du développement des ressources humaines du Gouvernement indien, Président de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation
- XIII Discours de M. Pedro Nsinguí Barros, président du Conseil du BIE à l'occasion de la remise de la médaille Comenius 2004
- XIV Discours de Mme Françoise Rivière, sous-directrice générale au Cabinet du Directeur général, lors de la remise de la médaille Comenius
- XV Discours de Mme Petra Buzková, Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports de la République tchèque, lors de la remise de la médaille Comenius
- XVI Rapports des ateliers
- XVII Liste des intervenants dans les débats introductif et final
- XVIII Liste des intervenants dans les ateliers
- XIX Liste des documents distribués pendant la session
- XX Liste des participants
- XXI Secrétariat

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la Conférence
2. Élection du Président
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du Règlement intérieur révisé de la Conférence internationale de l'éducation
5. Élection des vice-présidents et du rapporteur de la Conférence
6. Organisation des travaux de la Conférence (ED/BIE/CONFINTED 47/2)
7. Examen du thème de la Conférence : "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités" (ED/BIE/CONFINTED 47/3 et ED/BIE/CONFINTED 47/4) (séances plénières, débats, ateliers)
8. Présentation des résultats des travaux de la Conférence par le Rapporteur général
9. Adoption des Conclusions et propositions d'action de la 47e session de la CIE (ED/BIE/CONFINTED 47/6)
10. Clôture de la Conférence

PARTIE I

DÉROULEMENT DE LA CONFÉRENCE

A. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

1. La 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE), convoquée par le Directeur général de l'UNESCO en application de la résolution 32 C/3 adoptée par la Conférence générale à sa 32^e session, s'est tenue au Centre international de conférences à Genève, du 8 au 11 septembre 2004, sur le thème "UNE ÉDUCATION DE QUALITE POUR TOUS LES JEUNES : défis, tendances et priorités".
2. Plus de 1.000 participants, dont une centaine de ministres et vice-ministres de l'éducation provenant de 137 États membres de l'UNESCO ont pris part aux débats, aux côtés de représentants de quatorze organisations intergouvernementales et de 21 organisations non gouvernementales et fondations ; une quinzaine de jeunes filles et jeunes gens originaires du Brésil, du Rwanda, de l'Ouganda et du Sénégal ont également été associés à la Conférence. La liste des participants figure à l'annexe XXI.
3. Les participants ont été accueillis à l'entrée de la salle par un groupe de jeunes Brésiliens présentant un spectacle de "capoeira". La cérémonie d'ouverture de la Conférence a été encadrée par deux magnifiques prestations musicales de S. E. M. Miguel Angel Estrella, pianiste de renommée mondiale et délégué permanent de l'Argentine auprès de l'UNESCO, qui a interprété deux œuvres, la première d'Isaac Albeniz et la seconde de Johannes Brahms.
4. Après la projection d'un bref document vidéo présentant des messages de jeunes provenant de toutes les régions du monde, sur le thème de la qualité de l'éducation, la session a été officiellement ouverte par S. E. M. Fabian Osuji, ministre de l'éducation et chef de la délégation du Nigéria, pays qui avait assumé la présidence de la 46^e session. L'allocution d'ouverture de M. Osuji est reproduite à l'annexe I.
5. Le Président a donné la parole à M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO. Le discours du Directeur général figure à l'annexe II.
6. Le Président a ensuite invité M. Charles Beer, conseiller d'État, président du Département de l'instruction publique de la République et canton de Genève et chef de la délégation suisse, à s'adresser à la Conférence. Le discours de M. Beer est reproduit à l'annexe III.
7. Le Président a alors donné la parole à M. Pedro Nsingu Barros, président du Conseil du Bureau international d'éducation, qui a présenté les recommandations du Conseil concernant la composition du Bureau de la Conférence. La Conférence a accepté ces recommandations.
8. Sur proposition du Groupe électoral IV (Asie-Pacifique), la Conférence a élu par acclamation S. E. M. Arjun Singh, ministre du développement des ressources humaines de l'Inde, à la présidence de la 47^e session de la CIE. Le discours inaugural de M. Singh fait l'objet de l'annexe IV.
9. Le Président a présenté l'ordre du jour provisoire (ED/BIE/CONFINTED 47/1), qui a été adopté et figure au début de ce rapport.
10. Le Président du Conseil du BIE a fait part des propositions du Conseil, approuvées par le Directeur général de l'UNESCO, de révision du Règlement intérieur de la CIE, afin de le mettre en

conformité avec les évolutions intervenues depuis 1970, date de sa dernière révision. La conférence a approuvé le Règlement intérieur révisé (ED/BIE/CONFINTED 47/Inf.2).

11. La Conférence a ensuite procédé à la constitution de son Bureau et élu par acclamation les dix vice-présidents suivants :

S. E. Mme Mady DELVAUX-STEHRÉS (Luxembourg)
S. E. M. Aristobulo ISTURIZ ALMEIDA (Venezuela)
S. E. Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOUA (Congo)
H. E. M. Lucka LORBER (Slovénie)
M. Rob Mc INTOSH (Nouvelle-Zélande)
H. E. M. Juris RADZEVICS (Lettonie)
S. E. M. Haja Nirina RAZAFINJATOVO (Madagascar)
H. E. docteur Ali SA'AD (République arabe syrienne)
S. E. docteur Reyes S. TAMEZ GUERRA (Mexique)
H. E. M. Andrew THOMSON (Canada)

M. Abdallah Bibtana (Jamahiriya arabe libyenne), proposé par le Groupe électoral V(b) (États arabes) a ensuite été élu par acclamation rapporteur de la Conférence.

12. La Conférence a également entériné la proposition du Conseil du BIE de confier la présidence du groupe de rédaction à M. Pedro Nsingu Barros, président du Conseil. La Conférence a accepté que ce groupe de rédaction soit constitué, d'une part, des membres du groupe de travail du Conseil chargé d'aider le BIE à préparer la CIE et, d'autre part, de six membres (un par Groupe électoral) élus par la Conférence. Le groupe de rédaction a ainsi réuni les représentants des États membres suivants : Groupe électoral I : Norvège et Portugal ; Groupe électoral II : Bosnie-Herzégovine et Slovaquie ; Groupe électoral III : Argentine et Mexique ; Groupe électoral IV : Japon et Myanmar ; Groupe électoral V(a) : Sénégal et Zimbabwe ; Groupe électoral V(b) : Jordanie et Liban. La Conférence a également adopté la proposition du Conseil d'ouvrir les travaux du groupe de rédaction à un maximum de deux observateurs par Groupe électoral.

13. À l'invitation du Président, Mme Cecilia Braslavsky, directrice du BIE a commenté le document ED/BIE/CONFINTED 47/2, intitulé "Projet d'organisation des travaux de la Conférence", qui a été adopté.

B. ORGANISATION DES TRAVAUX - MÉTHODOLOGIE

14. Compte tenu de l'expérience très positive de la 46e session et à la demande du Conseil exécutif et de la 32e session de la Conférence générale de l'UNESCO, la structure retenue pour la 47e session a visé à permettre un véritable dialogue entre les participants. Ainsi, les travaux se sont déroulés de la manière suivante :

- un débat introductif ;
- deux séries de deux ateliers parallèles dédoublés, suivis d'une plénière de synthèse ;
- un débat conclusif ;
- une séance de clôture.

15. Sur le plan méthodologique, les deux débats et les quatre ateliers dédoublés se sont déroulés sous forme de panels-discussions, comprenant des intervenants principaux représentant divers acteurs de l'éducation (ministres, hauts fonctionnaires, chercheurs, experts, représentants d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales) et les diverses régions du monde.

La liste des intervenants dans les deux débats figure à l'annexe XVII et celle des intervenants dans les ateliers à l'annexe XVIII. Les rapports des ateliers sont reproduits à l'annexe XVI.

16. Comme lors de la précédente, la 47e session de la CIE a été marquée par une utilisation importante de l'audiovisuel et des TIC : document vidéo d'introduction lors des sessions d'ouverture et de clôture ; documents vidéo de "bonnes pratiques" en introduction à chacun des ateliers ; résumés des travaux accessibles chaque jour sur Internet, etc.

17. Parmi les activités préparatoires qui ont contribué au succès de cette session, l'on peut citer : les 125 Messages des ministres reçus, publiés sous forme imprimée, exposés durant la CIE et disponibles sur le site Web ; les plus de 1.000 Messages de jeunes sur les thématiques de la Conférence, recueillis grâce au Réseau des Écoles associées de l'UNESCO et qui ont fait l'objet d'une exposition ; les rapports nationaux sur le développement de l'éducation, envoyés par 124 États membres. Par ailleurs, les travaux préparatoires et les documents de travail ont été enrichis lors de deux consultations, la première en mars lors de la réunion du groupe consultatif inter-agences sur la prévention du VIH/sida et la seconde, en juin 2004 dans le cadre du groupe consultatif interagences sur la réforme de l'enseignement secondaire et les questions de la jeunesse. Un numéro spécial de *PERSPECTIVES*, revue trimestrielle d'éducation comparée de l'UNESCO a été consacré au thème "Dialogue politique et éducation" et distribué en anglais, français et espagnol ; un numéro spécial d'*INNOVATION* et une affiche ont également été édités en avril 2004 afin de faire mieux connaître la CIE.

18. L'organisation de la Conférence a été rendue possible grâce à de nombreux partenariats, sous forme de contributions intellectuelles et/ou financières fournies par les gouvernements, les ministères de l'éducation, les commissions nationales pour l'UNESCO, les centres de recherche et de formation de plusieurs pays : Argentine, Émirats Arabes Unis, Espagne, Finlande, Japon, Koweït, Mexique, Norvège, République tchèque, Suisse, Organisation des États ibéro-américains, UNICEF, Internationale de l'éducation.

19. L'organisation et le bon déroulement de la Conférence, spécialement des sessions plénières, des ateliers et des réunions en marge, ont aussi été rendus possibles grâce à l'engagement actif et au soutien des différentes unités de l'UNESCO (Secteur de l'éducation, Instituts, services centraux, bureaux régionaux et autres services du Secrétariat) qui ont collaboré très étroitement pour cette 47e session de la CIE. La liste des membres du Secrétariat figure en annexe XXI.

C. CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

20. La session d'ouverture de la Conférence, le 8 septembre, a permis à l'UNESCO de célébrer officiellement la Journée internationale de l'alphabétisation. La cérémonie, présidée par M. Koïchiro Matsuura, directeur général et introduite par Mme Aïcha Bah-Diallo, sous-directrice pour l'éducation p.i., a été l'occasion pour les participants à la CIE de prendre à nouveau conscience de l'importance de l'alphabétisation et de ses progrès dans le monde, au travers de documents vidéo, ainsi que de témoignages de formateurs et d'apprenants. Une exposition sur le thème de "Alphabétisation : source liberté" a également été organisée durant toute la CIE. Le discours prononcé par M. Matsuura lors de cette cérémonie est joint en annexe VI.

21. La célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation a aussi permis au Directeur général de remettre solennellement les Prix d'alphabétisation 2004. Le *Prix Association internationale pour la lecture*, créé en 1979 et doté de 15.000 dollars, est attribué à l'organisation non gouvernementale mauricienne *L'Edikasyon pu travayer*. Les deux *Prix d'alphabétisation Roi Séjong*, créés en 1989 et dotés de 15.000 dollars chacun, grâce au Gouvernement de la République

de Corée, récompensent *Alfabetização Solidária* (AlfaSol, Brésil) et le *Groupe responsable de l'alphabétisation dans la province du Qinghai* (Chine).

D. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

22. Avant la projection du document vidéo qui avait introduit la 47^e session de la CIE, les participants ont assisté à une production de danse "hip-hop" présentée par deux jeunes membres du *Flip Flap Rock Club*, champions de France de la spécialité.

23. S. E. Mme Rosalie Kama-Niamayoua, ministre de l'éducation du Congo et vice-présidente de la 47^e session de la CIE a alors ouvert officiellement la séance de clôture des travaux en donnant la parole aux jeunes Africaines et Brésiliens présents tout au long de la CIE, qui ont adressé un message à la conférence et dont le texte figure à l'annexe VII.

24. La Présidente a ensuite donné la parole à M. Abdallah Bibtana (Jamahiriya arabe libyenne) pour la présentation de son rapport oral, qui figure dans la partie II A de ce rapport. La Conférence a adopté le rapport général par acclamation.

25. La Présidente a ensuite demandé à M. Pedro Nsingu Barros, Président du Conseil du BIE et Président du Groupe de rédaction, de présenter le projet de *"Message de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation de l'UNESCO et Propositions de priorités pour l'action en vue d'améliorer la qualité de l'éducation de tous les jeunes"*. Le Président du Conseil a fait part à la Conférence de la suggestion du Bureau de la 47^e session de la CIE, réuni conjointement avec le Bureau du Conseil du BIE, d'introduire quelques amendements mineurs au projet de texte distribué. La Conférence a accepté ces amendements et le document final de la 47^e session de la CIE (ED/BIE/CONFINTED 47/6) a été adopté par acclamation. Il figure dans la partie II B de ce rapport. A la demande du Groupe des États arabes, le Président du Conseil du BIE a donné lecture d'une "Information" relative à l'interprétation d'un des paragraphes du document adopté¹. La Présidente a ensuite donné la parole au chef de la délégation d'Israël².

26. Après une brève suspension des travaux pour permettre d'accueillir Son Altesse la Princesse Mozah Bint Nasser Al-Misnad, Première Dame de Qatar, envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur, S. E. M. Arjun Singh, Président de la 47^e session de la CIE a ouvert officiellement la cérémonie de clôture de la Conférence.

27. Mme Cecilia Braslavsky, directrice du BIE s'est alors adressée à la Conférence pour exprimer ses remerciements à toutes celles et ceux qui ont contribué à la réussite de cette session. Le texte de son allocution est joint à l'annexe VIII.

28. Le Président a donné la parole à M. Charles Beer, conseiller d'État, président du Département de l'instruction publique de la République et canton de Genève et chef de la délégation suisse. L'allocution de M. Beer fait l'objet de l'annexe IX.

¹ Le Groupe arabe a demandé d'informer la Conférence internationale de l'éducation qu'il interprète le terme "violence" figurant au paragraphe 2, alinéa 3 du Message comme incluant toute(s) forme(s) d'occupation et de terrorisme. Le Groupe arabe invite également la Conférence et les participants à se référer à la teneur du paragraphe 6 des "Conclusions et propositions d'action issues de la 46^e session de la CIE".

² Tout en ne souhaitant pas remettre en cause l'adoption du document, le représentant d'Israël a exprimé son étonnement face à la remise en question, après l'adoption d'un texte, d'un consensus difficilement élaboré au sein du Groupe de rédaction et il a fermement désapprouvé une politisation qu'il juge malvenue de ce genre de conférence.

29. Le Président a invité M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, à prononcer son discours de clôture. Le texte figure en annexe X.

30. Son Altesse la Princesse Mozah Bint Nasser Al-Misnad s'est ensuite adressée à la Conférence. Le texte de son allocution est joint à l'annexe XI.

31. Le Président a prononcé une brève allocution, avant une dernière prestation de "hip-hop" et l'annonce de la clôture officielle de la 47^e session de la CIE. Le discours de M. Singh figure à l'annexe XII.

E. REMISE DE LA MÉDAILLE COMENIUS

32. Le vendredi 10 septembre en soirée, la médaille Comenius a été remise par S. E. Mme Petra Buzková, ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports de la République tchèque et Mme Françoise Rivière, sous-directrice générale au cabinet du Directeur général, à sept éducateurs et deux projets sélectionnés par le jury présidé par M. Pedro Nsinguí Barros, président du Conseil du BIE, dont le Directeur général de l'UNESCO avait entériné les choix. Les discours prononcés par M. Nsinguí Barros, Mme Rivière et S. E. Mme Buzková sont reproduits aux annexes XIII, XIV et XV. La médaille Comenius est destinée à récompenser des réalisations remarquables dans les domaines de la recherche et de l'innovation pédagogiques, ainsi que l'engagement particulièrement méritant d'éducateurs qui ont contribué de façon significative au développement et au renouveau de l'éducation. Les lauréats 2004 sont :

Mme Mary Hatwood FUTRELL (États-Unis d'Amérique)

M. Jean Elie LARRIEUX (Haïti)

Mme Meilė LUKŠIENĖ (Lituanie)

M. Munther Wasef MASRI (Jordanie)

Mme Munawar S. MIRZA (Pakistan)

M. Amédée Joseph Alexis ODUNLAMI (Bénin)

M. Ernesto SCHIEFELBEIN (Chili)

La "CELLULE TUTORAT" de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique)

Le Southern and Eastern African Consortium for Monitoring Educational Quality (SACMEQ)

F. RÉUNIONS EN MARGE DE LA CONFÉRENCE

33. En dehors des travaux de la Conférence elle-même, les réunions ci-après ont été organisées :

(a) dimanche 5, lundi 6 et mardi 7 septembre : Séminaire international de recherche sur "L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale : bilans et perspectives", organisé au Château de Bogis-Bossey par le BIE, l'Université de Genève (FPSE) et le Service de la recherche en éducation (SRED) du canton de Genève ;

(b) mardi 7 septembre : Séminaire international de haut niveau sur l'éducation préventive du VIH/sida (Centre de conférences de Varembe) ;

(c) mardi soir 7 septembre : Soirée culturelle au Centre de conférences de Varembe, en compagnie des jeunes d'Afrique, du Brésil et de Genève, de leurs accompagnants et enseignants et des participants au séminaire de Bogis-Bossey ;

(d) mercredi 8 septembre : Consultation des Ministres du Groupe des États arabes V(b) ;

- (e) jeudi 9 septembre : Réunion du BIE avec les Ministres des États arabes du Golfe (ABEGS) ;
- (f) jeudi 9 septembre : Consultation des Ministres de la CONFEMEN ;
- (g) vendredi 10 septembre : Consultation ministérielle sur l'expansion des bonnes pratiques dans l'éducation des filles ;
- (h) vendredi 10 septembre : Réunion du Groupe de travail pour le dialogue euro-arabe ;
- (i) samedi 11 septembre : Session d'information sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014) ;
- (j) enfin, conformément à la pratique, le Conseil du BIE a tenu les deux parties de sa 52e session immédiatement avant l'ouverture et dès la fin des travaux de la Conférence.

34. La Conférence a également permis au Directeur général de l'UNESCO, à la Sous-Directrice générale au cabinet du Directeur général, à la Sous-Directrice générale pour l'éducation p.i., ainsi qu'à la Directrice du BIE, d'avoir de nombreux entretiens bilatéraux et des discussions informelles, soit avec des ministres, des délégués ou des représentants d'organisations intergouvernementales et d'ONG.

35. Par ailleurs, les participants à la CIE ont pu visiter plusieurs expositions mises sur pied durant toute la Conférence. Parmi celles-ci, une sélection, réalisée par le Projet des Ecoles associées de l'UNESCO des "MESSAGES DE JEUNES" en relation avec les thèmes de la CIE. "IMAGINE", exposition de photos réalisées par des enfants et des jeunes dans le cadre d'un projet de la Coopération allemande au développement (GTZ) et mise gracieusement à la disposition du BIE par cette organisation, a connu un grand succès. Il en va de même pour l'exposition mise à disposition par le Musée Comenius de Prague et consacrée au grand pédagogue tchèque. Les Messages des Ministres ont été exposés. Enfin, de très nombreuses publications ont été exposées et distribuées par l'UNESCO, le BIE, les autres Instituts et plusieurs de leurs partenaires. Une liste des principaux documents en relation directe avec la CIE est présentée à l'annexe XIX.

PARTIE II

DOCUMENTS ISSUS DE LA CONFERENCE

A. RAPPORT GÉNÉRAL DE LA 47^e SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION (CIE), PRÉSENTÉ PAR M. ABDALLAH BUBTANA (JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE)

47^e session de la Conférence internationale de l'éducation

Rapport oral

Monsieur le Président de la Conférence,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Monsieur le Président du Conseil du BIE,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport oral de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation, dont le texte sera inclus dans le rapport final qui vous sera adressé ultérieurement.

Mes prédécesseurs avaient coutume de commencer par une évocation des difficultés, des angoisses et du stress qu'ils avaient éprouvés en établissant les rapports oraux des conférences précédentes. Dans mon cas, tout a été rendu plus facile par l'honneur que vous m'avez fait de me nommer Rapporteur général de cette 47^e session de la CIE. J'ai donc trouvé cette tâche difficile mais gratifiante.

La difficulté n'est pas d'ordre physique ; elle tient plutôt à l'effort moral et intellectuel nécessaire pour établir un résumé honnête et clair de vues, de discussions et de débats, aussi riches et divers.

Le thème retenu pour cette éminente conférence mondiale de l'éducation, à savoir "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités", n'est pas seulement opportun, il est également très judicieux et pertinent, prenant en considération les transformations sociales, économiques, politiques et culturelles qui se déroulent sur la scène mondiale. Cela étant, mes 23 années d'expérience à l'UNESCO m'obligent à dire qu'il s'agit là d'un thème à la fois ancien et nouveau. Le Directeur général de l'UNESCO l'a confirmé dans son allocution d'ouverture. Depuis près de 50 ans, dans les pays en développement en particulier, les préoccupations avaient trait essentiellement au problème de la quantité, qui n'est toujours pas réglé. Mais le problème de la qualité n'était pas totalement absent, encore qu'il n'ait jamais été abordé de manière globale et logique.

La présente Conférence a fait apparaître un consensus quasi total sur la nécessité d'engager maintenant un processus de transition pendant lequel, tout en continuant de s'occuper de l'accès à l'éducation et du passage de l'éducation de base à l'enseignement secondaire, on doit accorder une certaine priorité à la qualité de l'éducation pour pouvoir relever un certain nombre de défis internes et externes. Je reviendrais sur certains de ces défis dans la suite du présent rapport.

La présente Conférence a clairement montré que l'accès d'un nombre croissant de jeunes à une éducation qui aille au-delà du cycle primaire et de l'éducation de base est important non seulement pour la croissance économique, l'élimination de la pauvreté, l'instauration de l'égalité et la réduction de l'exclusion sociale mais également et de plus en plus pour la lutte contre l'extrémisme et la violence qui sont les principales causes de l'instabilité et des tensions sociales.

Au cours des débats et discussions, il m'a semblé que le thème de la qualité de l'éducation a été traité au regard d'un certain nombre de tensions qui sont apparues et qui appellent une solution. Faute de temps, on ne peut en mentionner que quelques-unes. Il a ainsi été question de la tension entre les priorités locales et les priorités globales. Une autre tension oppose l'éducation en tant que capital humain à l'éducation en tant que droit humain. Il y a encore l'offre scolaire face aux besoins de la société. Et il a été question aussi de la tension entre la recherche de l'éducation de qualité et les restrictions financières. Il faut parvenir à concilier tous ces pôles de tension, entre autres.

Je viens de parler de tensions mais j'aurais tout aussi bien pu parler de priorités concurrentes auxquelles il faut faire droit. Il faut trouver un équilibre logique entre elles si nous voulons réussir dans notre quête de la qualité de l'éducation pour tous les jeunes.

Je crois que j'en ai assez dit au registre des observations liminaires.

Pour faire en sorte que la suite du présent rapport soit à la fois précise et facile à suivre, j'ai décidé de la diviser en trois parties qui seront consacrées à mettre en lumière les composantes des débats sur les défis, les tendances et les priorités. Je ferai de mon mieux pour résumer les débats des séances plénières, puisqu'on vous a déjà présenté les rapports des ateliers.

Les défis de l'éducation pour tous les jeunes dans la perspective d'une mondialisation à visage humain

Plusieurs intervenants ont affirmé que la mondialisation s'apparente à une lame de fond que l'on ne peut ni ignorer ni combattre. Les tendances induites par ce phénomène produisant des effets sur tous les secteurs sociaux, l'éducation en particulier. De nouvelles réalités mondiales sont apparues qui nous imposent d'adapter nos systèmes sociaux, culturels, économiques et politiques pour faire face à tous ces défis nouveaux.

Au cours des débats, on a pu entendre que la mondialisation est loin d'avoir un visage humain, dans la mesure où des inégalités et des écarts subsistent sur bien des aspects - santé, savoir, TIC, finances, etc.

La mondialisation a suscité l'émergence à l'échelle mondiale d'une économie du savoir où les connaissances deviennent le moteur de la croissance économique. Cette évolution pose un problème aux systèmes éducatifs et a des répercussions directes sur la qualité de l'éducation que nous devons offrir à notre jeunesse. Le système éducatif ne saurait conférer plus d'avantages concurrentiels à la jeunesse ou à la nation tout entière sans créer les capacités et développer les connaissances nécessaires pour améliorer la productivité humaine.

La mondialisation peut certes multiplier les possibilités d'emploi offertes aux jeunes, aider à éliminer la pauvreté et réduire l'exclusion mais elle peut aussi faire le contraire si la qualité de l'éducation et de la formation n'atteint pas certaines normes mondiales.

La mondialisation a des répercussions sensibles et perceptibles sur les contextes culturels dans lesquels s'inscrivent l'éducation et l'école. On peut ainsi voir qu'une tension est en train d'opposer tradition et modernité. L'éducation a un rôle très important à jouer dans la recherche des moyens de concilier ces deux pôles. Cet aspect du problème demeure important pour les autorités et autres décideurs dans le domaine de l'éducation et il faudra peut-être lui consacrer des réunions et conférences spéciales.

La mondialisation a été dans une large mesure au centre de la plupart des débats de la Conférence mais d'autres problèmes ont été également soulevés par un certain nombre d'intervenants. On a évoqué par exemple les guerres et les conflits armés, le gonflement de la dette

extérieure, la réduction éventuelle du rôle de l'État, les épidémies et les maladies telles que le VIH/sida, l'analphabétisme, la pénurie d'enseignants compétents et qualifiés et l'absence de visions claires des besoins éducatifs des jeunes. Toutes ces questions renvoient à celles du contenu de l'éducation et des compétences que les jeunes doivent acquérir et toutes constituent des obstacles directs à la réalisation du développement durable.

Un intervenant a évoqué les déclarations, plans d'action, buts et objectifs précédents qui ne sont toujours pas réalisés. Il nous a exhortés à adopter éventuellement des approches nouvelles et novatrices pour atteindre les objectifs convenus s'agissant d'offrir une éducation de qualité à tous les jeunes.

Certes, nous savons tous que les difficultés ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous les pays ou régions du monde, et cette diversité a été mise en évidence dans plusieurs interventions selon lesquelles ces difficultés, une fois cernées, doivent être traitées au plan national, en fonction de leur intensité et de leur impact, cette action devant toutefois être soutenue par des campagnes et stratégies mondiales.

Il en va d'autant plus ainsi si l'on se rappelle les engagements que la communauté internationale a pris lors du Forum de Dakar sur l'éducation pour tous. On se rappellera également les engagements inscrits dans la Déclaration du Millénaire, en particulier les objectifs retenus en ce qui concerne l'éducation, l'élimination de la pauvreté, l'égalité et la santé. Nul n'ignore que la plupart de ces objectifs demeurent hors de portée à l'horizon 2015.

Certains intervenants ont fait valoir qu'il ne faut pas imputer au seul système éducatif la responsabilité des multiples défis que pose l'objectif d'une éducation de qualité pour tous les jeunes, car c'est aussi la responsabilité de tous les sous-secteurs et institutions qui est engagée. Selon un de ces intervenants, on ne saurait attendre de l'éducation qu'elle soit la solution à tous les problèmes. Il nous faut donc, comme l'a déclaré M. Matsuura, le Directeur général de l'UNESCO, dans son allocution à la séance d'ouverture, procéder de manière exhaustive, interdisciplinaire, intersectorielle et globale lorsqu'on traite de problèmes touchant la qualité de l'éducation.

Un défi important qui n'a pas été abordé a trait à l'impact éventuel, négatif ou positif, de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui fait actuellement l'objet de négociations dans le cadre de l'OMC. L'impact possible des fournisseurs de services transfrontières sur les systèmes nationaux doit être analysé. Peut-être qu'une conférence spéciale pourrait être consacrée à cette question.

Je sais que cet exposé des défis n'est ni complet ni exhaustif mais les contraintes de temps m'obligent à passer à la partie suivante pour tenter de résumer les tendances les plus importantes mises en lumière au cours des débats. Je vais essayer d'être très précis et concis.

Les tendances dans le domaine de l'éducation et la qualité de l'éducation pour les jeunes

Plusieurs tendances intéressantes ont été mises en lumière par les délégués.

Un certain nombre de pays ont fait état d'un développement important de l'accès des filles à l'éducation. Dans ces pays, la scolarisation des filles a dépassé celle des garçons. Il convient, bien entendu, de se féliciter de cette évolution mais un délégué a estimé que la quantité seule ne suffit pas, la qualité étant tout aussi importante.

Un événement important est survenu au cours de la Conférence, à savoir que les ministres et délégués de 14 pays africains se sont réunis pour réaffirmer leur volonté résolue d'œuvrer à l'égalité

entre les sexes. Ils ont souligné combien il importe de replacer l'éducation des filles dans le contexte plus général du développement, avec un solide partenariat associant l'ensemble de la société et les organismes de développement.

Malgré tout cela, nombreux sont les pays dont la préoccupation reste de parvenir à un accès plus large à l'éducation de base et où les efforts d'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire ont été soit lents soit jugés peu prioritaires.

Il est désormais admis, par les opinions comme dans les pratiques nationales, qu'une éducation de qualité pour tous les jeunes est importante non seulement pour le développement économique mais également pour les droits de l'homme et pour la cohésion, la stabilité, le changement et la transformation de l'ensemble de la société.

Il ressort clairement de diverses interventions que l'investissement dans les TIC pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci est en augmentation. Une évolution intéressante a trait à l'importance accordée par la plupart des pays à la formation et à la préparation d'enseignants qualifiés destinés à devenir les principaux agents de l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la réforme de manière générale. Cette évolution va de pair avec une action plus résolue de réforme des programmes, des contenus et des méthodes de l'enseignement, et ce en dépit des restrictions financières.

Il a été fait mention d'un certain nombre d'expériences réussies en matière d'approche multiculturelle, multiethnique et multilingue de l'éducation.

Plusieurs évolutions intéressantes ont été décelées par différents intervenants, qui vont de la reconnaissance de l'importance d'une éducation de qualité pour le développement durable et l'acquisition d'avantages concurrentiels dans des économies mondialisées jusqu'à la définition des compétences et aux moyens de faire face aux conséquences préjudiciables de la mondialisation. Tous ces aspects ont été pris en compte dans les politiques nationales de l'éducation de bon nombre de pays.

Une autre évolution capitale mentionnée par un certain nombre de délégués de pays en développement tient à la situation financière extrêmement difficile dans laquelle sont entreprises les réformes du système éducatif. Ce phénomène perdure à cause de la dette extérieure et du tarissement de l'aide bilatérale et multilatérale.

Comme vous pouvez le constater, toutes les tendances ne sont pas positives et certaines des tendances négatives qui subsistent exigent peut-être un partenariat international.

Priorités

Monsieur le Président, la partie suivante du rapport me permettra de vous présenter des propositions d'action et des priorités, mais je voudrais d'ores et déjà mettre en exergue un certain nombre de priorités que j'estime éminemment importantes et vitales pour nous aider dans notre quête d'une éducation de grande qualité pour tous les jeunes.

En premier lieu, il me semble important d'élaborer une perspective et une définition claires des besoins éducatifs présents et futurs de tous les jeunes. Aucune politique ni stratégie efficace ne saurait être formulée sans cela.

En deuxième lieu, nous devons également disposer d'une définition précise de ce qu'est une éducation de qualité, pour quel public et dans quel contexte. Quelles connaissances et compétences sont importantes dans le contexte de la mondialisation ?

En troisième lieu, nous devons rassembler les données empiriques et scientifiques nécessaires pour déterminer si les structures traditionnelles seront ouvertes à la réforme de l'éducation ou s'il faut aussi changer ces structures.

En quatrième lieu, nous devons repenser la façon dont nous concevions traditionnellement l'amélioration et la réforme de nos systèmes éducatifs. Pourquoi certaines, voire bon nombre, de ces méthodes traditionnelles ont-elles échoué ?

En cinquième lieu, lorsque nous adoptons des plans d'action mondiaux destinés à aider à la réforme des politiques au niveau des pays, nous devons accorder de l'importance aux notions de souplesse et de capacité d'adaptation aux divers contextes socioculturels.

En sixième et dernier lieu, il semble évident qu'aucun ministère, institution ou organisation ne pourra réaliser seul l'objectif d'une éducation de qualité pour tous, d'où la nécessité de s'employer prioritairement à instaurer de solides partenariats nationaux, régionaux et mondiaux par l'intermédiaire desquels des engagements peuvent être pris et respectés.

J'espère m'être montré à la hauteur de vos attentes et je vous félicite pour le grand succès de cette conférence. Je vous remercie de votre attention.

Abdallah Bibtana

B. MESSAGE DE LA 47^e SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION DE L'UNESCO ET PROPOSITIONS DE PRIORITÉS POUR L'ACTION EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE TOUS LES JEUNES

Réunis à Genève du 8 au 11 septembre 2004 pour la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation de l'UNESCO, Nous, Ministres, chefs de délégation et délégués provenant de 137 États membres avons pris part à des débats riches, francs et ouverts sur le thème : *"Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités"*, aux côtés de représentants de 14 organisations intergouvernementales et de 21 ONG et fondations. Les jeunes présents tout au long de la Conférence nous ont également fait part de leur volonté de pouvoir bénéficier d'une éducation qui réponde à leurs attentes et exprimé tous les espoirs qu'ils placent dans notre action. Ce thème nous a permis de faire part de nos préoccupations, de partager nos difficultés, de chercher ensemble des perspectives de solutions, d'affirmer nos espoirs et de renforcer le dialogue international sur les politiques éducatives. Nos travaux se sont inscrits au cœur même de la problématique de l'Éducation pour tous (EPT) et des engagements pris pour l'amélioration de la qualité de l'éducation de tous les jeunes, par la communauté internationale à Jomtien et à Dakar, ainsi que, pour l'essentiel, dans la Déclaration du Millénaire, dans la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et celle de l'alphabétisation. Il apparaît en effet de plus en plus évident que l'éducation de base ne peut se limiter, quelles que soient les régions du monde, à l'enseignement primaire.

MESSAGE

1. Promouvoir une éducation et une formation de qualité pour **tous les jeunes de 12 à 18/20 ans** constitue un pari pour un avenir meilleur et un antidote à l'exclusion sociale aux niveaux local, national et global. À la fois droit fondamental et bien public, cette éducation doit répondre aux besoins de tous les jeunes, afin d'assurer leur épanouissement personnel, leur insertion dans le monde du travail, ainsi que leur capacité à participer à une vie active et citoyenne responsable.

2. Cette Conférence nous a permis, en particulier, de nous mettre d'accord au niveau international sur plusieurs éléments fondamentaux de la construction et du renforcement de nos politiques éducatives. Parmi ceux-ci apparaissent la nécessité de :

- reconnaître que, même si tous les pays, au Nord comme au Sud, sont confrontés à des difficultés, la situation de l'éducation des jeunes est particulièrement dramatique dans de nombreux pays en développement, dont les systèmes éducatifs apparaissent insuffisamment adaptés à la fois aux besoins des jeunes et à ceux des sociétés ;
- aider les jeunes à affronter un monde de plus en plus difficile, marqué en particulier par les défis d'humaniser la mondialisation, par le rôle important de l'information et de la connaissance comme facteurs de production et de développement, par l'augmentation des mouvements de population, par la fragilisation et la marginalisation de nombreux groupes sociaux, ainsi que par l'aggravation des inégalités et de la pauvreté, à l'intérieur des pays et dans le monde ;
- poursuivre, de manière plus pratique et efficace, les actions visant à améliorer l'accès et le maintien des jeunes filles dans l'éducation, l'égalité entre les sexes et l'équité ;
- assurer à tous les jeunes des compétences pour l'autonomie personnelle et la citoyenneté, pour l'insertion dans le monde du travail et pour la vie sociale, dans une perspective de respect de leur identité et d'ouverture au monde et à la diversité sociale et culturelle ;
- renforcer, par une éducation à la citoyenneté active et responsable, la volonté de vivre ensemble et de construire la paix, dans un monde marqué par des conflits inter- et intra-étatiques et l'émergence de toute forme de violences et de guerres ;
- réaffirmer le rôle irremplaçable des enseignants et des formateurs, dont le professionnalisme doit être renforcé, tant dans l'élévation de leur statut que dans leur formation initiale et continue, afin qu'ils soient en mesure de faire face aux nouvelles exigences que les jeunes et les sociétés formulent à leur égard.

3. Nos systèmes éducatifs, souvent hérités du passé, ne permettent plus, dans de nombreux pays, de répondre à tous les défis auxquels ils sont confrontés. De nouvelles voies, plus larges et plus diversifiées doivent être trouvées et il apparaît clairement que l'amélioration de la qualité de l'éducation des jeunes ne peut pas être l'affaire des seuls pouvoirs publics, des enseignants et des systèmes éducatifs formels. L'éducation est l'affaire de tous.

4. A la fin de cette Conférence, nous réaffirmons l'importance capitale de l'éducation dans nos politiques nationales de développement. Nous lançons par conséquent un appel à la mobilisation de tous les partenaires, afin d'être à même de répondre aux immenses défis de l'éducation des jeunes pour une mondialisation à visage humain et un développement durable de nos sociétés et de la planète tout entière. Seules de nouvelles alliances et des partenariats efficaces permettront de trouver des réponses diversifiées et adaptées aux besoins actuels et futurs des jeunes et d'améliorer

la qualité de leur éducation. Ces alliances doivent se construire et se renforcer à l'intérieur même des États, entre les gouvernements, la société civile, le secteur de l'économie, les médias et les jeunes eux-mêmes. Elles doivent également se concrétiser et se renforcer aux niveaux régional et international, entre tous les partenaires au développement afin que les engagements pris par la communauté internationale pour le soutien à l'amélioration de la qualité de l'éducation puissent être tenus.

5. Nous exprimons également l'espoir que les Conclusions et Propositions de priorités pour l'action que nous avons adoptées à l'unanimité le 11 septembre 2004 puissent réellement devenir une source d'inspiration pour nos politiques éducatives et servir à une amélioration solide et durable de la qualité de l'éducation de tous les jeunes dans le monde entier, pour la paix, la justice et le développement durable.

DÉFIS

6. **Des chiffres impressionnants** : Actuellement, la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans. Le monde compte la plus importante génération jeune qu'il n'ait jamais connue. Plus d'un milliard d'êtres humains ont entre 12 et 20 ans. En 2020, 87 % des jeunes dans le monde vivront dans les pays en développement, où aujourd'hui ils sont déjà en majorité. De leur côté, les pays développés seront confrontés au défi démographique d'une population de plus en plus vieillissante.

7. **Accès et occasions plus larges, mais toujours de grands défis** : Le nombre de jeunes en fin de scolarité primaire augmente constamment. Le nombre d'inscriptions dans le secondaire, au niveau mondial, s'est multiplié par 10 durant ces 50 dernières années. Alors que les effectifs à l'école secondaire au niveau global ont augmenté de 56 à 77,5 % pendant la dernière décennie, cette moyenne cache la réalité des millions de jeunes, particulièrement dans le Sud, qui terminant l'école primaire, sont toujours privés de la possibilité de gagner leur vie ou de poursuivre leur éducation. De plus, un grand nombre d'entre eux n'ont même pas atteint la fin de l'éducation primaire. Les filles en souffrent particulièrement.

8. **Améliorer la qualité de l'éducation pour le XXI^e siècle** : Trop de jeunes n'ont pas la possibilité d'acquérir les connaissances, les attitudes et les valeurs nécessaires pour vivre au XXI^e siècle. Il existe une demande croissante pour que l'éducation soit plus pertinente pour le monde moderne et pour que les personnes continuent à apprendre tout au long de leur vie. De ce fait, les questions de la qualité de l'éducation pour ce groupe d'âge se placent maintenant au cœur des priorités nationales et internationales.

9. **Égalité des sexes** : Dans la plupart des régions du monde, il existe des inégalités hommes/femmes inacceptables dans l'accès et le maintien dans l'éducation, les occasions d'apprentissage et leurs résultats. Cette situation reflète la faible capacité de bon nombre de systèmes d'éducation à être suffisamment sensibles à la question du genre.

10. **Compétences pour la vie** : Actuellement, les systèmes d'éducation, y compris l'enseignement technique et la formation professionnelle, n'offrent pas aux jeunes l'occasion d'acquérir et de renforcer les compétences complexes nécessaires pour la vie. Un grand nombre de ces compétences sont essentielles pour surmonter les problèmes modernes tels que le VIH/sida et d'autres pandémies, la sortie de la formation et l'intégration dans le monde du travail, ainsi que l'indifférence sociale et politique. Le manque de formation technique et professionnelle, y compris l'esprit d'entreprendre et l'envie de créer, entravent la possibilité de trouver un emploi.

11. **Inclusion sociale** : Dans un monde qui se rétrécit de plus en plus du fait de la globalisation et des technologies de l'information et de la communication, l'exclusion augmente. Des facteurs tels que la pauvreté, le genre, les aptitudes, l'origine, la langue, la culture et divers types de discriminations peuvent constituer un obstacle à un apprentissage efficace.

12. **Conditions facilitant la vie des enseignants** : Dans plusieurs parties du monde, la formation, les ressources, le soutien, des matériels et des conditions de travail adéquats font défaut aux enseignants et aux formateurs. De ce fait, ils ne peuvent pas être efficaces dans la conduite de l'apprentissage des jeunes.

13. **Anticiper le futur** : Les changements rapides et imprévisibles dans le monde d'aujourd'hui ont rendu l'offre actuelle d'éducation insuffisamment appropriée.

14. **Allocation des ressources** : Dans plusieurs régions du monde, les besoins éducatifs des jeunes ne constituent pas toujours une priorité, pour des raisons économiques et sociales. Ainsi, il n'y a pas suffisamment de ressources allouées à ce groupe d'âge important, ni par les pays ni par l'ensemble de la communauté des partenaires au développement.

15. **Alliances et partenariat** : La mobilisation d'alliances effectives pour une éducation de qualité pour tous les jeunes n'est pas suffisante parmi les étudiants, les enseignants, les parents, les communautés, la société civile, les médias, les entreprises, la communauté dans son ensemble et les autres acteurs impliqués. En particulier, dans de multiples situations, les jeunes n'ont pas suffisamment d'occasions d'être des partenaires actifs pour le développement et l'évolution de leur éducation.

16. **Paix, développement durable et justice sociale** : Les jeunes doivent avoir accès à une éducation et à une formation de qualité de façon à élargir leur capacité d'être des acteurs du développement durable et de la construction d'un monde de paix et de justice. L'éducation doit refléter la nature des cultures et des langues, la valeur de l'individu confronté à un contexte plus large, ainsi que l'importance de vivre de manière à promouvoir l'égalité et d'encourager un futur non violent et durable.

PRIORITÉS D'ACTION

17. **Développer une stratégie globale**. Pour atteindre le développement, la paix et la justice au niveau mondial, il est essentiel de mettre en œuvre une stratégie globale qui assure que les besoins d'apprentissage de tous les jeunes sont satisfaits grâce à un accès équitable à des programmes d'apprentissage favorisant l'acquisition de compétences pour la vie et une formation adéquate prenant en compte tous les aspects de la qualité de l'éducation.

18. **Augmenter l'accès et l'équité pour tous les jeunes**. De nouvelles manières de concevoir l'éducation, impliquant des méthodes organisationnelles et pédagogiques créatives et l'emploi des TIC, doivent être mises en place pour accroître l'accès et le maintien des jeunes dans l'éducation. Il est important de reconnaître la corrélation entre l'apprentissage formel et non formel. Les gouvernements sont encouragés à mettre en place des systèmes de validation des apprentissages non formels.

19. **Améliorer la façon d'innover et de créer**. Les gouvernements, les enseignants et les formateurs, ainsi que tous les autres acteurs impliqués, devraient promouvoir des objectifs nationaux renouvelés, orientés vers la pertinence de l'éducation au XXI^e siècle. Il s'agit de promouvoir le renforcement, l'évaluation, l'innovation, la diversification et la réforme des modes

actuels de transmission de l'éducation et leur pertinence dans chaque contexte, en particulier ceux de la pauvreté et les pays sortant de conflits.

20. **Agir résolument pour compenser l'inégalité des sexes.** Dans plusieurs situations, il sera nécessaire d'entreprendre des actions concertées et positives destinées à compenser les inégalités historiques et contemporaines. Une grande quantité de recherches, de connaissances et de bonnes pratiques existent, et celles-ci doivent être prises prioritairement en compte pour généraliser l'égalité des sexes aux niveaux national, régional et mondial.

21. **Mettre en place des stratégies donnant la priorité aux compétences pour la vie.** Pour apprendre à résoudre des problèmes et à agir, les compétences doivent être mieux définies, en particulier pour prévenir le VIH/sida, pour accroître la capacité de trouver un emploi et pour une citoyenneté active. Les pratiques qui ont fait leur preuve incluent la résolution des conflits, la construction de la paix et développer l'envie de lire et d'écrire des textes qui ont du sens.

22. **Se concentrer sur les justifications les plus courantes de l'exclusion.** Il est essentiel d'agir pour identifier les raisons qui excluent les jeunes de l'apprentissage.

23. **Reconnaître l'importance des enseignants et des formateurs.** Il est nécessaire de mettre en place des occasions accrues de formation continue des enseignants. De plus, des conditions de travail, des perspectives de carrière et des salaires qui rendent la fonction d'enseignant attractive, devraient être assurées pour renforcer le statut social des enseignants. Une bonne gestion est nécessaire pour soutenir les enseignants.

24. **Utiliser les connaissances disponibles et promouvoir la recherche.** Dans le développement des politiques éducatives, les prévisions issues de la recherche et les tendances alternatives pour le futur devraient être prises en considération afin de pouvoir faire des choix intelligents.

25. **Améliorer l'utilisation des ressources.** Les gouvernements et la société civile sont encouragés à trouver des mécanismes nouveaux et créatifs pour financer une éducation de qualité pour tous les jeunes (en explorant par exemple les possibilités de conversion du remboursement de la dette en investissements pour l'éducation). Ceci devrait aller de pair avec une capacité augmentée pour l'innovation et la transformation.

26. **Promouvoir les alliances et les partenariats à tous les niveaux.** Des mesures d'incitation et une législation appropriée pourraient aider au fonctionnement efficace de partenariats plus efficaces. Les gouvernements sont encouragés à poursuivre l'engagement des acteurs impliqués tels que les étudiants, les enseignants, les parents, les ONG, les médias, les partenaires sociaux - y compris les syndicats d'enseignants - et les autres décideurs. Une approche transsectorielle est souhaitable. Le rôle de l'UNESCO en tant qu'agence chef de file pour accroître la qualité de l'éducation pour tous les jeunes est essentiel.

27. **Éduquer pour le développement durable, la paix et la justice sociale.** Des efforts significatifs doivent être déployés pour mettre en œuvre des stratégies efficaces, des politiques et des pratiques en vue d'assurer une éducation de qualité pour tous les jeunes. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation devraient fournir des occasions uniques pour renforcer les efforts dans ce domaine.

RÔLE DE L'UNESCO ET DE SES INSTITUTS

28. Ce document, issu des travaux de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation, sera pris en compte pour enrichir la réflexion et renforcer, à court, moyen et long termes, les programmes d'action de l'UNESCO, de son Bureau international d'éducation et de ses autres instituts spécialisés, en vue de contribuer à améliorer la qualité de l'éducation de tous les jeunes.

ANNEXE I**Discours de fin de mandat de M. Fabian Osuji, ministre de l'éducation du Nigéria**

Mesdames et Messieurs les ministres de l'éducation,
Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil du BIE,
Monsieur le Président du Conseil exécutif de l'UNESCO,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Madame la Directrice du BIE,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales et non gouvernementales,
Chers délégués,
Mesdames, Messieurs,

En acceptant il y a trois ans la nomination du Nigéria à la présidence de sa 46e session de la Conférence internationale de l'éducation, la communauté internationale a fait à mon prédécesseur, M. Abraham Babalola Borishade un extraordinaire honneur qui a rejailli sur mon pays et sur les États membres du Groupe Afrique qui avaient eu l'amabilité et la générosité de présenter la candidature du Nigéria à la présidence.

À l'heure où nous entamons les travaux de la 47e session, et où je m'apprête à laisser la responsabilité de la présidence à celui que nous venons de choisir, permettez-moi d'exprimer une fois encore notre profonde gratitude pour l'honneur que vous avez fait au Nigéria, honneur que nous avons accepté avec fierté et dont nous avons assumé les devoirs avec humilité, comptant sur le soutien de vous tous, soutien que les États membres, aussi bien que le Secrétariat sous la direction de Mme Cecilia Braslavsky nous ont apporté sans réserve. Si nous avons été en mesure de nous acquitter avec un certain succès de nos fonctions, c'est donc dans une mesure non négligeable grâce aux efforts conjugués que nous avons déployés pour tenter d'atteindre ensemble l'objectif fixé par la Conférence.

Ces trois dernières années, le Secrétariat et les États membres ont entrepris de concrétiser les nombreux plans, projets, pensées et idées issus des riches, créatives et multiples délibérations qui ont eu lieu sur le principal thème que la Conférence générale de l'UNESCO nous avait recommandé d'examiner à sa 30e session, à savoir "L'éducation pour tous pour apprendre à vivre ensemble". L'actualité de cette question a été largement soulignée lors des débats menés à l'occasion de cette session et les résultats de nos travaux nous ont non seulement servi de source d'inspiration pour le présent, mais encore pour préparer nos activités futures dans le domaine de l'éducation.

Réflexions sur la 46e session

Tout récemment, nos programmes ont, conformément aux décisions prises à la dernière session de la Conférence en 2001, été axés sur le thème principal "Apprendre à vivre ensemble". Pour mettre en œuvre les programmes proposés, des stratégies basées sur des activités visant à contribuer au renforcement des capacités des États membres, et en particulier à l'élaboration de programmes d'enseignement intéressants et adaptés et au renouvellement des contenus de l'éducation en général ont été mises au point. Une large plate-forme d'information relative à ces programmes, aux manuels et aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage, est en train d'être mise en place. La formation des enseignants et la qualité de leur statut ont elles aussi été étudiées de près afin que des mesures constructives soient prises. Des efforts sont en outre faits pour analyser des méthodes d'élaboration des programmes scolaires et des pratiques novatrices. Une attention

particulière a par conséquent été accordée au développement de compétences pratiques permettant d'améliorer la qualité de la vie et d'édifier une société du savoir.

Je suis intimement persuadé que les rapports nationaux que nous attendons tous avec intérêt pour les étudier, rendront bien et abondamment compte des mesures nationales prises par chaque pays pour donner suite aux conclusions de la 46e session. Pour le Nigéria, la présentation des rapports nationaux lors des sessions a beaucoup d'importance. Partager l'expérience acquise devrait être considéré comme l'une des principales finalités de cette réunion périodique : une occasion de faire connaître son point de vue, d'échanger des opinions et de partager des données d'expérience. Rien ne peut remplacer cette réunion à l'échelle mondiale pour examiner les questions relatives à l'éducation qui nous concernent en tant que nations individuelles et, globalement, en qualité de citoyens du monde.

En jetant un regard en arrière, nous devrions nous demander dans quelle mesure nous sommes parvenus à mettre en œuvre les décisions prises lors de notre dernière session et agir en conséquence.

La 47e session

Madame la Directrice du BIE,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames, Messieurs,

Si le thème de notre dernière session portait sur des questions concernant aussi bien le présent que l'avenir de l'éducation et de la société, celui de la 47e session a trait au facteur le plus important pour notre avenir dans tous les sens du mot : notre jeunesse. Il s'agit d'"Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités".

Inutile de pontifier sur l'importance des mesures constructives et novatrices prises en faveur de la jeunesse. En effet, elles constituent la seule garantie possible d'un avenir plein d'espoir et de promesses. Le thème de la présente session s'inscrit donc de façon très éloquente dans le prolongement de ce dont nous nous sommes occupés il y a trois ans. Nous nous accordons à penser que l'un des objectifs essentiels de l'éducation est aujourd'hui de former des citoyens qui soient des personnes pleinement accomplies et capables de travailler de manière créative et productive, en harmonie avec la société et avec les autres citoyens du monde entier : en d'autres termes, capables de vivre ensemble. C'est pourquoi le Nigéria, et je suis certain qu'il en va de même pour la plupart des États membres, considère l'éducation des jeunes comme un investissement primordial. D'où l'intérêt que nous portons au contenu de cette éducation, aux principes directeurs applicables à la planification de l'éducation et par-dessus tout, à la pertinence de cette éducation pour l'avenir des jeunes et donc, pour l'avenir de nos sociétés.

Nous espérons que la question d'une "éducation de qualité pour tous les jeunes" sera vigoureusement débattue à la présente session et nous engageons à apporter notre contribution aux délibérations à tous les niveaux.

ANNEXE II

Discours de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

À l'ouverture de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE)

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres de l'éducation,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous souhaiter à tous la bienvenue à cette 47e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE). Permettez-moi immédiatement de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre excellent travail et l'allocution d'ouverture stimulante que vous venez de prononcer. Permettez-moi aussi de remercier nos hôtes pour l'hospitalité dont nous leur sommes toujours reconnaissants et que nous ne tenons jamais pour acquise. L'appui des autorités fédérales suisses et des autorités de la République et du Canton de Genève est très apprécié par l'UNESCO, non seulement pour la CIE mais aussi, bien sûr, pour le Bureau international d'éducation (BIE), dont le siège est ici à Genève. C'est chaque fois un plaisir de revenir ici.

Je voudrais aussi joindre ma voix à celle du Président de la Conférence pour remercier M. Miguel Angel Estrella pour son extraordinaire interprétation. M. Estrella, vous le savez, n'est pas seulement un Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO mais aussi l'Ambassadeur d'Argentine auprès de l'UNESCO.

La CIE a ceci de particulier qu'elle rassemble, comme aucun autre forum international, les ministres de l'éducation du monde. Merci à vous tous d'être venus participer à ce qui promet d'être une réunion tout à fait stimulante. Je le dis non seulement parce que le thème est particulièrement intéressant mais aussi parce que sont rassemblés ici nombre des décideurs les plus éminents au monde en matière d'éducation. Même si cet événement contient tous les pièges d'une grande manifestation publique, la Conférence est aussi l'occasion d'échanger des expériences et des idées dans une atmosphère détendue et ouverte, en compagnie de vos pairs.

En outre, une partie de l'intérêt de la Conférence résulte de la présence des autres - du monde de l'enseignement universitaire et de la recherche, des circuits de la coopération internationale, y compris des organismes des Nations Unies, et de la société civile. Vous êtes tous les bienvenus.

La coutume est de remercier tous ceux qui ont contribué aux préparatifs de la CIE en fournissant le soutien indispensable. Permettez-moi donc de remercier les Gouvernements de l'Argentine, de la Finlande, du Japon, du Koweït, du Mexique, de la Norvège, de l'Espagne et des Émirats Arabes Unis, et aussi l'UNICEF, l'Organisation des États ibéro-américains et l'Internationale de l'éducation. De nombreux autres partenaires ont contribué directement à l'organisation des différentes activités, ce qui permet de faire de la CIE un événement aussi exceptionnel. Malheureusement, mon temps de parole n'est pas illimité et il ne m'est donc pas possible de vous remercier tous individuellement. Enfin, je voudrais à travers vous exprimer mes sincères remerciements à tous ceux qui ne sont pas présents aujourd'hui dans cette salle mais dont le dur travail nous a permis d'être ici réunis.

Enfin, permettez-moi de remercier le Conseil du BIE et ses membres, et en particulier son Président, M. Pedro Nsinguí Barros, pour tous les efforts qu'ils ont déployés afin d'assurer le succès de cette manifestation.

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Le thème de cette Conférence a été retenu lors de la 32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO il y a près de deux ans. Celui-ci, "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités", a été un bon choix compte tenu de sa pertinence et de son importance pour tous les pays. D'une manière ou d'une autre, c'est un thème qui revient sans cesse dans vos activités quotidiennes.

La question de l'éducation de qualité fait également partie des débats et des activités de l'UNESCO depuis de nombreuses années, mais elle a sans conteste acquis un relief nouveau ces derniers temps. Lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal) en avril 2000, l'UNESCO a été un ardent défenseur de l'engagement des pays en faveur d'une éducation de base *de qualité* pour tous. Depuis lors, de multiples consultations ont été organisées pour définir les questions qui sont fondamentales dans le débat sur l'éducation de qualité aujourd'hui et au centre de la démarche de l'UNESCO.

Je me suis employé à porter ce débat au sein de l'Organisation dans son ensemble, et d'en saisir les organes directeurs. C'est pourquoi cette question a été le sujet d'un débat thématique lors d'une session du Conseil exécutif et lors d'une table ronde ministérielle organisée pendant la 32^e session de la Conférence générale. De l'avis de tous, la table ronde a été un succès à plusieurs niveaux. Les questions liées à l'éducation de qualité ont également été abordées lors des réunions régionales des ministres et des commissions nationales.

Après cette Conférence internationale de l'éducation, le sujet sera à nouveau examiné lors de la prochaine réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT), qui se tiendra au Brésil en novembre, et le Rapport mondial 2005 de suivi de l'EPT fera également de l'éducation de qualité son thème spécifique. L'éducation de qualité est sans aucun doute une priorité pour l'UNESCO.

Cette réalité est confirmée par la place de premier plan qu'occupe l'éducation de qualité dans l'examen stratégique de l'EPT qui vient d'être mené à la demande du Conseil exécutif. L'un des résultats clés de cet examen stratégique est la réaffirmation claire du caractère central de la priorité de l'EPT dans les activités de l'UNESCO. Dans ce cadre, la promotion de l'éducation de base de qualité pour tous est nettement réaffirmée comme une priorité permanente de l'UNESCO, précisément parce que c'est le fondement sur lequel reposent toute éducation, toute formation et tout apprentissage ultérieurs.

L'examen stratégique nous a aidés à clarifier nos tâches essentielles dans les mois et les années à venir pour ce qui concerne l'éducation de base de qualité. Premièrement, l'UNESCO définira sa démarche générale en matière d'éducation de qualité de manière globale, la "qualité" étant vue dans sa dimension la plus large, dans l'esprit de Dakar et du Rapport Delors, et comme une dimension dans tous les systèmes, institutions et processus éducatifs. Le défi à relever sera de rendre opérationnelle cette démarche globale, d'en montrer les effets pratiques et les bénéfices réels.

Deuxièmement, l'UNESCO offrira un cadre permettant d'harmoniser les contributions des autres partenaires en vue d'atteindre l'objectif de l'éducation de base de qualité pour tous. Nous savons bien que nous ne pouvons pas tout faire mais une des fonctions que l'UNESCO est de plus

en plus appelée à assumer est celle de proposer un cadre que d'autres acteurs jugeront utile à des fins d'orientation et d'intégration. Faire en sorte que les choses soient logiques et se complètent - sur les plans conceptuel, stratégique et opérationnel - est une tâche ambitieuse mais l'UNESCO doit mieux jouer ce rôle de facilitateur.

Troisièmement, l'UNESCO apportera des contributions concrètes et de fond. L'examen stratégique a confirmé que l'UNESCO envisageait plusieurs aspects clés de la "qualité" lorsqu'il s'agit de cibler l'action : renouvellement des programmes, développement des contenus et des matériels éducatifs, transmission des valeurs universelles, suivi des résultats de l'apprentissage et promotion de l'éducation en vue du développement durable et de l'accès équitable à une éducation de base de qualité. Tels sont les domaines dans lesquels nous nous efforcerons de travailler encore plus étroitement avec les États membres.

En effet, sur la base de l'examen stratégique, la question de la "qualité" sera une dimension clé de l'action de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation pour les années à venir. Il y a bien sûr une grande continuité de nos activités dans ce domaine, mais nous sommes également très conscients que "le débat sur l'éducation de qualité" n'est pas statique, il s'agit au contraire d'un domaine dynamique et changeant. En vérité, un des résultats importants de l'examen stratégique est la reconnaissance claire que l'UNESCO doit s'efforcer davantage de jouer un rôle moteur et créateur dans le dialogue et le débat sur les politiques - et la "qualité" sera un thème majeur dans ce contexte.

Dans le cadre de l'examen stratégique, j'ai défini trois domaines essentiels où l'UNESCO lancera des initiatives vigoureuses qui auront un effet réel au niveau des pays. Ces accents et créneaux de programme concernent l'alphabétisation (dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation), le VIH/sida, en particulier l'Initiative mondiale déjà annoncée pour étendre l'éducation à la prévention du VIH/sida et la formation des maîtres en Afrique subsaharienne. Dans chacun de ces domaines, la question de la qualité sera centrale.

Par exemple, en ce qui concerne l'initiative de formation des maîtres, la relation étroite entre les enseignants et l'éducation de qualité est évidente pour nous tous. La disponibilité d'enseignants qualifiés en nombre suffisant est essentielle pour élever et maintenir la qualité et pour donner aux jeunes une éducation solide. Nous nous attacherons aux problèmes particulièrement graves de la pénurie d'enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne mais, à un niveau plus général, toutes nos activités concernant les enseignants sur tous les continents sont liées à l'amélioration de la qualité. Je n'oublie pas, bien sûr, que le rôle des enseignants dans l'éducation de qualité est le sujet d'un des ateliers de cette Conférence.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

J'ai brièvement décrit comment, en termes concrets, l'UNESCO traite la question de l'éducation de qualité dans le contexte de l'EPT. Permettez-moi maintenant de revenir sur le thème de cette Conférence - Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités - dans un contexte plus large afin de vous donner quelques orientations pour les trois prochains jours de discussion et d'échange.

Pour l'UNESCO, la qualité est un aspect à la fois de l'ensemble et des différentes parties. Cela veut dire qu'il faut prendre en compte le contexte général dans lequel le débat sur la qualité s'est instauré. Ce débat ne peut et ne doit pas être isolé du monde réel et de ses problèmes tels que l'inégalité entre les sexes et l'exclusion sociale. Ce qui touche à la qualité fait, par définition, partie du débat sur la qualité. Je pense que l'ordre du jour de cette Conférence reflète très bien cette idée.

Je ne veux pas énumérer ici tous les arguments que vous allez développer ces prochains jours. Permettez-moi seulement d'appeler votre attention sur un certain nombre d'aspects du débat qui revêtent à mon sens une importance et un intérêt particuliers, compte tenu de notre centrage sur les jeunes.

Par exemple, j'ai l'impression qu'un glissement subtil de paradigme est en cours. L'accent mis sur la qualité est de plus en plus centré sur *l'apprentissage*, de façon à ce que les individus et les groupes soient constamment en mesure de s'adapter et de s'ajuster aux changements au cours de leur vie, et c'est un des critères d'une bonne éducation. Il y a un glissement de l'enseignement vers l'apprentissage, même si l'enseignant reste l'un des piliers de l'éducation de qualité. Dans le cadre de cette évolution, l'accent sur l'apprenant comme situé au centre du processus éducatif suppose que nous nous intéressions de près au caractère particulier des jeunes en tant qu'apprenants.

Ce caractère, bien sûr, n'est en aucun cas uniforme, mais les jeunes, peut-être plus que n'importe quel autre groupe d'âge, sont une catégorie sociale sur laquelle se plaquent des perceptions tout à fait variées. Je parle ici non seulement de l'idée que les jeunes ont d'eux-mêmes mais aussi de la façon dont ils sont perçus par les adultes et par les institutions de l'ordre établi. La question de la qualité est traitée différemment si les jeunes sont considérés comme des menaces pour la société et la culture ou s'ils sont vus comme l'avenir de l'humanité. L'éducation et la formation doivent-elles être imposées aux jeunes comme moyen de réduire et de neutraliser leurs tendances dangereuses, ou bien l'éducation et la formation doivent-elles être centrées sur les besoins des jeunes tels qu'ils les perçoivent et conçues par les jeunes eux-mêmes ?

Autre exemple, grandir à l'époque de la mondialisation change les attentes des jeunes. D'une manière impensable pour les générations précédentes, les jeunes d'aujourd'hui sont "connectés" à des circuits mondiaux de communication et d'échange. Mais certains sont plus "connectés" que d'autres, ce qui appelle l'attention sur les déséquilibres et les inégalités affectant les chances des jeunes dans la vie. Interviennent ici les questions d'inclusion et d'exclusion, ainsi que les valeurs et les styles de vie, et les problèmes d'autonomisation et d'appartenance. Dans une certaine mesure, l'examen de ces questions fait partie des "aptitudes utiles dans la vie courante", sujet qui est de plus en plus considéré comme assez complexe. La vie elle-même devient de plus en plus complexe et, par conséquent, les qualifications requises pour gérer sa vie de façon heureuse et autonome sont difficiles à prévoir et à définir.

La mondialisation intervient aussi à un autre niveau, vu que les jeunes connaissent aujourd'hui une mobilité internationale physique et virtuelle sans précédent, et tout indique que ce phénomène va s'amplifier à l'avenir. Dans un monde où les économies nationales et les sociétés d'internautes sont étroitement dépendantes au plan mondial, franchir les frontières est devenu un acte courant pour les jeunes, mais sont-ils préparés à relever les défis de la vie dans ce nouveau contexte ? Dans notre monde "connecté", qui se charge de fournir une éducation de qualité aux jeunes, en particulier lorsque grandissent les aspirations à la mobilité internationale ?

Quelle que soit la réponse à toutes ces questions, l'UNESCO s'intéresse en priorité aux dénominateurs communs dans les processus éducatifs de façon à ce que les jeunes, où qu'ils soient, apprennent à faire face au changement, à participer, à vivre ensemble, à s'adapter aux nouvelles conditions et à s'investir dans la création d'un monde meilleur. Parallèlement, nous étudions comment l'éducation pourraient leur donner le sens de l'identité au sein de la diversité culturelle, religieuse et esthétique.

Telles sont quelques-unes des questions que le débat sur l'éducation de qualité doit aborder aujourd'hui. Il ne s'agit donc pas seulement d'éléments matériels à apporter (bâtiments, ressources, budgets, etc.) ou de résultats exprimés de manière étroite sous forme d'examens ou de diplômes.

C'est un débat sur la pertinence de l'éducation face aux conditions du changement permanent et sur la nécessité d'une éducation qui permette aux jeunes d'affronter l'incertitude, la mobilité physique et virtuelle, le développement durable et la myriade de cultures, valeurs et styles de vie existants.

Les efforts de l'UNESCO viseront à aider les États membres à renforcer leurs capacités à définir des politiques éducatives en vue d'une éducation de qualité pour tous - enfants, jeunes et adultes, filles et femmes - une éducation de qualité qui encourage l'apprentissage tout au long de la vie. De plus, l'UNESCO reconnaît la nécessité de lancer des initiatives mondiales car les problèmes sont mondiaux de par leur caractère ou leur origine. La recherche d'une mondialisation à visage humain est à l'origine du lancement d'activités et de stratégies appropriées aux niveaux local, national et mondial. Ces activités visent les questions de renouvellement des programmes, de démarches nouvelles en matière de formation des maîtres, de méthodologies souples d'apprentissage et de mise au point de politiques éducatives nationales qui permettent la mobilité et les échanges.

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

La qualité ne concerne pas seulement les connaissances théoriques et les résultats, même si ceux-ci sont importants. Il est clair que le monde moderne attend bien davantage de l'éducation - il compte sur des systèmes éducatifs susceptibles de jeter les fondements d'un monde meilleur, qui serait basé sur les valeurs universelles de paix et d'égalité.

La 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation présentera, j'en suis sûr, toute une gamme d'expériences acquises concernant les meilleures politiques et pratiques à cet effet. La Conférence est l'occasion d'échanger des idées et des expériences et d'aboutir, si possible, à un consensus sur les moyens les plus utiles et les plus valables pour progresser.

Il ne me reste plus qu'à souhaiter que cette CIE vous offre à tous de nouvelles sources d'inspiration et de réflexion afin que, à votre retour, vous soyez chargés d'une énergie renouvelée pour relever les défis qui se présenteront à vous.

Je vous remercie.

ANNEXE III

Discours d'ouverture de M. Charles BEER, conseiller d'État, chef de la délégation suisse à la CIE

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Madame la Directrice du BIE,
Mesdames et Messieurs les représentants du monde du corps enseignant, des parents,
du monde scientifique et de toute la société civile,
Chers amis et invités de la Conférence,

Au nom de la Confédération suisse ainsi que du Canton de Genève, je tiens à vous souhaiter la bienvenue à Genève. C'est pour moi un plaisir, ainsi qu'un grand honneur, de pouvoir vous accueillir ici et je vous remercie très sincèrement d'avoir fait le voyage, parfois de très loin, jusqu'à Genève, pour venir débattre de l'éducation et de son avenir.

Siège du Bureau international d'éducation, lieu privilégié où Jean Piaget a choisi de conduire ses travaux les plus importants, Genève se trouve ainsi honorée et prête à assumer une nouvelle fois sa vocation de terre d'accueil et d'ouverture pour toutes celles et ceux qui travaillent à l'amélioration des conditions de vie des habitants de notre planète.

Nous aurons l'occasion, durant les quatre jours de la Conférence, de faire plus ample connaissance, que ce soit dans les différents ateliers de discussion, ou de manière plus informelle lors des manifestations organisées en marge de la CIE. A ce propos, permettez-moi d'ores et déjà de vous inviter toutes et tous à la réception offerte par la délégation suisse, ce soir, à l'Hôtel Noga Hilton.

Je pense en effet que les contacts personnels sont d'une importance primordiale pour la bonne réussite de cette Conférence. Je tiens à cet égard à féliciter le Secrétariat du BIE qui a su organiser les travaux de manière à permettre et faciliter de tels contacts. Il serait, me semble-t-il, bien difficile d'entamer un dialogue international, un échange d'expériences sur les politiques de l'éducation, sans nous connaître, ne serait-ce qu'un petit peu.

Cette 47^e session de la CIE est consacrée à l'éducation des jeunes, c'est-à-dire à l'éducation postobligatoire, qu'elle se déroule dans des établissements ou en entreprises. En garantir la qualité et l'accès pour tous est un enjeu de taille. A cet égard, je voudrais vous faire part des trois principaux objectifs que je souhaite attribuer à cette Conférence :

1. Tout d'abord, je n'oublie pas que cette 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation s'inscrit dans la réalisation du vaste objectif de l'UNESCO de réaliser l'Éducation pour tous d'ici à 2015. Éducation pour tous : pour les filles et les garçons sans distinction de culture, de langue ou de religion.

Je pense que nous devons rester humbles face à l'ampleur de cet objectif. La CIE ne peut prétendre résoudre à elle seule un programme d'une telle envergure ; elle constitue l'une des pierres d'un vaste édifice en voie de construction à l'échelle mondiale. Partant de ce constat, nous devons

être extrêmement exigeants par rapport à nos travaux, en tirer le meilleur parti, conscients que nous sommes que la pierre que nous apportons à cet édifice doit être très soigneusement taillée.

2. Ensuite, je considère qu'un des rôles majeurs de la CIE est de promouvoir le dialogue politique, d'être en tant que telle un "espace de dialogue". Or, il ne s'agit pas là d'une simple formule de style. Il s'agit d'un objectif prioritaire du programme du BIE : favoriser, faciliter, promouvoir et encadrer la comparaison des systèmes éducatifs et des solutions adoptées, confronter les idées novatrices et les projets d'avant-garde, rechercher la convergence des besoins exprimés, reconnaître et respecter la différence des approches choisies. Ce dialogue ne doit pas être à sens unique - du Nord vers le Sud pour dire les choses sans détour. L'Europe est devenue, au cours des dernières décennies du XXe siècle, une véritable terre d'immigration, et cela ira encore en s'accroissant durant les prochaines années. Ce Continent accueille de plus en plus de jeunes de culture et de formation différentes. Le dialogue politique doit donc aussi se dérouler dans l'autre sens - du Sud vers le Nord. Il en va de l'intérêt de tous.

3. Enfin, lorsque nous parlons d'une éducation de qualité pour tous les jeunes, n'oublions pas le contexte social et familial. Même la meilleure école ne pourra jamais tout faire à elle toute seule. Elle doit pouvoir compter sur les parents - leur rôle éducatif est trop souvent sous-estimé ou négligé. Elle doit aussi pouvoir compter sur les institutions publiques chargées des politiques sociales et familiales. L'éducation est un enjeu commun pour tous les acteurs sociaux et politiques du pays. N'isolons pas l'école surchargée de tâches qu'elle ne peut maîtriser seule.

Voilà donc mes trois objectifs. Je ne doute pas que nous les atteignons ensemble.

J'aimerais rendre ici hommage à la Directrice et aux collaborateurs du BIE pour tout le travail de préparation effectué en amont de la Conférence, ainsi que pour la qualité des documents qui nous sont remis. Ceux-ci nous fournissent en effet de précieux éléments de réflexion en vue de nos débats. Nous sommes ainsi invités à confronter nos idées et mis en face de nos responsabilités.

Nous ne pouvons donc que remercier le Bureau international d'éducation, qui a su organiser nos travaux de façon à permettre les échanges et les moments de convivialité destinés à renforcer nos liens de responsables de l'éducation à travers le monde.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite de très fructueux échanges.

ANNEXE IV

**Discours de M. Arjun Singh,
Ministre du développement des ressources humaines du Gouvernement indien,
prononcé lors de la séance d'ouverture de la 47^e session
de la Conférence internationale de l'éducation**

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Madame la Directrice du BIE,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames, Messieurs,

C'est vraiment un grand privilège pour le Groupe Asie-Pacifique, pour mon pays, l'Inde, et pour moi personnellement, que de se voir offrir la possibilité de présider la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation de l'UNESCO et nous sommes reconnaissants de l'honneur qui nous est fait.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage au Président sortant de la 46^e session, S. E. M. Abraham B. Borishade, ministre de l'éducation du Nigéria, pour l'ardeur et le dévouement avec lesquels il a conduit la dernière session de la CIE au succès. Monsieur le Président, je vous prie de bien vouloir accepter nos remerciements pour la manière exemplaire dont le travail de la session a été exécuté. Je suis persuadé qu'avec votre coopération et votre soutien, nos délibérations et les résultats qui en découleront seront à la hauteur des grandes espérances de cette Conférence.

Revenu à la tête des affaires au Ministère du développement des ressources humaines dans mon pays d'origine après plus de dix ans, et vivement intéressé par l'évolution dans le domaine de l'éducation et du développement des ressources humaines, je ne peux, en dépit de certains progrès importants réalisés dans plusieurs pays m'empêcher de ressentir une certaine déception. Une grande partie du monde continue de souffrir des fléaux de l'analphabétisme et de la pauvreté et doit poursuivre la lutte pour donner aux populations les moyens de mener une vie de qualité, dans le respect de la dignité humaine. Les problèmes auxquels nous avons eu à faire face ces dix dernières années se sont peut-être quelque peu atténués, mais il n'en reste pas moins beaucoup de travail à terminer dans le domaine de l'éducation, qui est la clé d'une croissance et d'un développement globaux ainsi peut-être que de la coexistence pacifique de toute l'humanité.

Il est vraiment très pertinent et opportun d'avoir choisi de consacrer la présente session de la CIE à "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités", car cette question revêt une importance capitale pour les pays du monde entier. La CIE est une instance idéale pour passer en revue les mesures prises depuis la Table ronde ministérielle sur l'éducation de qualité organisée lors de la dernière session de la Conférence générale de l'UNESCO et pour voir dans quelle mesure les États membres sont effectivement parvenus à concrétiser, sous forme de programmes et de projets, les recommandations faites dans le communiqué publié à cette occasion.

Chers collègues, la Conférence va, à juste titre, débattre des besoins du groupe d'âge qui, partout, pose les problèmes les plus épineux, celui des enfants et des jeunes d'aujourd'hui qui deviendront les citoyens de demain dans leurs pays respectifs, car ce sont bien les rêves et les craintes de la jeunesse d'aujourd'hui qui façonneront le monde de demain. Il est absolument indispensable de veiller à mettre en place des systèmes et mécanismes permettant aux jeunes femmes et hommes d'acquérir des connaissances et une ouverture d'esprit, d'être intéressés par

l'innovation en même temps qu'avisés et imprégnés des qualités intellectuelles et de cœur susceptibles de donner naissance à l'adulte idéal de demain.

Dans la course à l'acquisition des connaissances et des compétences qui se livre dans l'univers en réseau, interconnecté et mondialisé où nous vivons aujourd'hui, où les TIC et l'Internet libèrent un énorme potentiel qui doit, et peut, être utilisé dans l'intérêt commun et où les médias et dispositifs de communication constituent de puissants moyens d'exercer une influence, il est bon de se rappeler les sages paroles du Père de notre nation, le Mahatma Gandhi. Nous exhortant à être ouverts à toutes les influences mais à conserver nos racines culturelles et notre patrimoine, il disait "... Je veux que les cultures de tous les pays puissent souffler aussi librement que possible à travers ma maison. Mais je refuse de me laisser emporter par aucune".

Chaque État membre s'y emploie sans aucun doute à sa manière afin de trouver le meilleur moyen de parvenir à inculquer à ses enfants l'ensemble de compétences, de connaissances pertinentes, d'attitudes et de savoirs indispensables à la vie dont ils auront besoin. Nous aussi nous efforçons de trouver une solution holistique et de mettre simultanément en place des dispositifs institutionnels permettant aux contextes, processus et systèmes éducatifs de rester pertinents et à notre jeunesse d'affronter les défis de l'avenir.

S'il est de notre devoir de veiller à ce que nos enfants s'imprègnent de ce que le système officiel, la société dans son ensemble et les médias ont à offrir de mieux en matière de connaissances, il nous faut aussi faire en sorte de les protéger d'idéologies de nature à semer la division et d'influences néfastes. Dans le monde d'aujourd'hui, sous la menace du terrorisme, face à l'apparition inquiétante de nouvelles formes d'ignorance, de préjugé, de tension et de discrimination, l'appel retentissant des Pères fondateurs de l'UNESCO selon lequel "... c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix" semble prendre de plus en plus de relief et même devenir de jour en jour plus pertinent.

Les organisateurs méritent une fois encore nos compliments pour leur choix très minutieux des sujets des ateliers, qui portent sur les aspects vraiment importants liés à l'éducation de qualité. Chacun d'entre eux, à savoir l'égalité des sexes, l'inclusion sociale, l'acquisition de compétences pour la vie et le rôle clé des enseignants, mérite notre attention et des actions concertées afin que nous réussissions à prodiguer une éducation de bonne qualité à tous les secteurs de la société de manière réellement intégratrice et de façon à aider les apprenants à acquérir les connaissances, les valeurs et les moyens qui leur permettront de s'accomplir.

Chers délégués, nous sommes réunis ici aujourd'hui pour élaborer des plans tendant à la mise en commun de nos ressources intellectuelles et au partage de nos expériences et de nos meilleures pratiques, afin de faire progresser nos sociétés vers la réalisation de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous, d'une éducation qui permettra à chacun d'entre nous de relever plus résolument les défis de ce siècle. Je suis persuadé qu'en unissant nos efforts nous parviendrons à atteindre les objectifs fixés pour la présente session. Enfin, je souhaite que les délibérations de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation soient fructueuses.

ANNEXE V

Présentation des travaux de la Conférence par Mme Cecilia Braslavsky, directrice du BIE

Notes concernant l'organisation de la 47e Conférence internationale de l'éducation
Cecilia Braslavsky, directrice du Bureau international d'éducation,
secrétaire générale de la 47e session de la CIE

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Monsieur le Président du Conseil du Bureau international d'éducation,

Au nom de tous les collègues du Secrétariat, je souhaite m'associer aux messages de bienvenue et aux remerciements adressés par le Directeur général à l'occasion de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation, dont le thème est "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités". J'ai l'honneur de vous expliquer brièvement l'organisation de cette manifestation tout à fait originale.

Les travaux commencent avec le débat introductif sur la "Réponse aux besoins éducatifs des jeunes pour une mondialisation à visage humain". Cette première séance plénière sera présidée par le Ministre de l'éducation de l'Inde et deux orateurs principaux sont invités, Mme Ruth Kagia, de la Banque mondiale, et M. Francisco Ramírez, professeur à l'Université de Stanford, originaire des Philippines. Ensuite, six ministres de l'éducation, un par région géographique, ont été invités par le Directeur général à intervenir, alors que commençaient à nous parvenir les premières inscriptions à cette 47e session de la CIE. Leurs interventions seront le prélude à un échange d'expériences, auquel nous vous invitons à participer de manière active. À la fin de ce débat, le Directeur de l'UNESCO présidera les célébrations de la Journée internationale de l'alphabétisation.

L'après-midi auront lieu les deux premiers ateliers - un sur l'éducation de qualité et l'égalité entre les sexes et l'autre sur l'éducation de qualité et l'insertion sociale. Chaque atelier se subdivise en deux groupes de discussion simultanés. C'est-à-dire que cet après-midi et demain après-midi également, nous aurons quatre séances en parallèle, deux sur chaque thème spécifique. La division des ateliers augmente les possibilités d'intervention de la part de chaque délégué, ce qui devrait contribuer à la fluidité des travaux.

Demain matin aura lieu la première séance plénière de synthèse, qui a pour objectif de présenter les travaux de la journée précédente.

À 15 heures commenceront les deux derniers ateliers - un sur la qualité de l'éducation et les compétences pour la vie courante et l'autre sur la qualité de l'éducation et le rôle clé des enseignants. Ces deux ateliers sont organisés selon la même formule que les deux précédents. Le 10 au matin aura lieu la séance plénière de synthèse des ateliers 3 et 4.

Une réunion spéciale sur la "promotion des partenariats pour le droit à une éducation de qualité pour tous les jeunes" est prévue vendredi après-midi. Vendredi soir aura également lieu la cérémonie de remise de la médaille Comenius.

Samedi matin, le Rapporteur général présentera en séance plénière finale le rapport contenant les résultats de la 47e session de la Conférence internationale de l'éducation. Le texte, préparé tout au long de ces journées par le Groupe de rédaction, sera soumis à l'approbation de la plénière.

Comme vous le savez, et peut-être mieux que le Secrétariat, la Conférence internationale de l'éducation, c'est vous. La qualité des travaux qui se dérouleront dans les quatre prochains jours dépend de la participation active, encouragée par un dialogue politique franc et productif, au débat sur les politiques éducatives et sur l'état de l'éducation dans le monde. Nous vous invitons à utiliser vos interventions pour faire connaître votre vaste expérience, mais également les difficultés rencontrées par chacun de vous dans vos activités quotidiennes. Chaque délégation peut intervenir sept fois. Les listes d'inscription seront ouvertes aux portes de chaque séance. Ainsi, nous espérons que vous pourrez relever les similitudes et les originalités de chaque contexte et que vous pourrez envisager des solutions nouvelles pour atteindre l'objectif commun d'une éducation de qualité pour tous les jeunes.

Le Secrétariat est à votre totale disposition pour vous aider à ce que les travaux se déroulent de la meilleure façon possible. N'hésitez pas à prendre contact avec nous dès que vous le jugerez utile.

Je vous souhaite un très bon travail.

Je vous remercie de votre présence.

ANNEXE VI

Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

À l'occasion de la Journée internationale
de l'alphabétisation 2004

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres de l'éducation,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,
Mesdames et Messieurs les lauréats,
Mesdames, Messieurs,

Il y a près de 40 ans que la Journée internationale de l'alphabétisation est célébrée le 8 septembre. Depuis l'année dernière, et le lancement à New York de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation en présence du Président de la Mongolie, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, et de la Première Dame des États-Unis d'Amérique, Laura Bush, la Journée internationale de l'alphabétisation revêt une importance supplémentaire puisque nous nous efforçons de galvaniser l'ardeur collective et de mobiliser les meilleures volontés afin de bannir l'analphabétisme de notre monde.

La tâche sera, bien entendu, loin d'être facile, ne serait-ce que par son ampleur. Malgré les nombreux efforts déployés dans le monde entier, on estime actuellement à 860 millions le nombre d'adultes analphabètes auquel s'ajoutent plus de 100 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne vont pas à l'école.

Ce ne sera pas facile non plus, parce qu'il s'agit d'une tâche de nature évolutive. Dans notre monde complexe et très changeant, il ne suffit pas de se contenter de savoir lire et écrire et compter. L'alphabétisation est de nos jours plus exigeante et englobe davantage de compétences et d'aptitudes qu'auparavant. Pensez ne serait-ce qu'aux ordinateurs et aux technologies de l'information et de la communication, qui redéfinissent la façon dont nous communiquons, travaillons et vivons.

Ce ne sera pas facile, car nous ne pouvons pas nier ce que de nombreux employeurs savent de longue date, à savoir que des enfants, des jeunes et des adultes quittent les établissements d'enseignement et abandonnent les programmes éducatifs sans maîtriser les savoirs fondamentaux et, par conséquent, sans que leur alphabétisation soit véritablement pour eux chose acquise.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je me félicite de célébrer la Journée internationale de l'alphabétisation à l'occasion de la présente réunion des ministres de l'éducation. Après tout, lorsque des enfants et des jeunes quittent les écoles qui relèvent en dernier ressort de notre autorité et ne maîtrisent pas bien les savoirs fondamentaux, nous sommes en droit de nous interroger sur ce qu'il se passe dans ces écoles. Et lorsque des jeunes acquièrent des qualifications, cherchent à entrer sur le marché du travail et s'avèrent incapables de s'acquitter de simples tâches de lecture, d'écriture ou de calcul, aussi bien leurs parents que leurs employeurs, sans parler d'eux-mêmes, ont le droit de se poser la question suivante : qu'est-il advenu du droit à une éducation décente, à une éducation de base de qualité ?

Et lorsque l'éducation n'apporte pas ce qu'elle a promis à ceux qui la reçoivent, imaginez ce que cela signifie pour ceux qui n'ont pas accès à l'école ou qui la quittent. Quel chemin ont-ils à

parcourir pour avoir une véritable chance de participer pleinement à la société et de contribuer à améliorer leur vie, d'aider leur famille et leur communauté ?

Lorsque l'absence d'accès à l'éducation ou la médiocrité de sa qualité sont exacerbés par l'injustice, quelle chance les personnes défavorisées ont-elles de surmonter les obstacles qu'elles rencontrent tout au long de leur éducation ? Cette année, la Journée internationale de l'alphabétisation a pour thème "Alphabétisation et genre" afin de souligner les besoins particuliers de ceux, surtout les femmes et les jeunes filles, auxquels sont refusées des possibilités éducatives vitales. Songez qu'aujourd'hui, plus de 500 millions de femmes sont analphabètes. Pensez au gaspillage que cela représente. Pensez à la différence que cela ferait pour les femmes elles-mêmes, leurs enfants et leur famille, si elles pouvaient profiter des bienfaits de l'alphabétisation.

Mesdames et Messieurs,

L'alphabétisation est par bien des côtés le cousin pauvre de la famille de l'Éducation pour tous (EPT). Je pense essentiellement aux programmes d'éducation des adultes et d'éducation non formelle qui ne suffisent pas à répondre aux besoins de tous ceux qui n'ont pas les compétences fondamentales indispensables en matière de lecture, d'écriture et de calcul. Mais je pense aussi à l'alphabétisation dans le cadre de l'enseignement primaire et à l'importance primordiale d'une acquisition et d'une utilisation efficaces de ces compétences fondamentales. Il faut tarir le flot de nouveaux jeunes analphabètes qui se déverse dans le vaste réservoir des adultes analphabètes. Pour cela, il faut veiller à ce que tous les enfants aillent vraiment à l'école partout et, qu'une fois là, ils y reçoivent une éducation de suffisamment bonne qualité qui leur donne les moyens d'affronter le monde avec confiance et les dote des ressources et compétences personnelles essentielles dont ils ont besoin.

Mesdames et Messieurs,

Je vais vous donner aujourd'hui des raisons d'espérer, car les lauréats témoignent, comme individus et comme représentants des institutions et pays auxquels ils appartiennent, que nous pouvons modifier le cours des choses, que nous sommes capables d'exercer une influence sur nos sociétés et sur nos systèmes éducatifs. Grâce à eux, nous célébrons les efforts de millions de moniteurs d'alphabétisation, de volontaires, de vulgarisateurs, de travailleurs communautaires et d'enseignants qui apportent la preuve que l'analphabétisme n'est pas une fatalité. La pauvreté était réputée inextirpable. Je refuse de l'admettre et refuse également d'admettre que l'analphabétisme puisse être inextirpable. Nous pouvons et devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour résoudre cette question.

Pour sa part, l'UNESCO ne se contente pas de poursuivre ses activités techniques en matière d'alphabétisation, elle met aussi en place une nouvelle initiative qui sera axée sur les pays où les taux d'analphabétisme sont les plus élevés et ceux qui comptent 10 millions d'analphabètes ou davantage. Une consultation initiale sera organisée sous peu à Paris avec les délégations permanentes des pays classés dans l'une ou l'autre de ces catégories, ou dans les deux. Dans le cadre de la Décennie mondiale des Nations Unies pour l'alphabétisation et eu égard en particulier à l'objectif fixé à Dakar en matière d'alphabétisation, l'UNESCO a l'intention de lancer en 2005 une initiative d'alphabétisation en faveur des exclus (LIFE) qui mettra particulièrement l'accent sur les femmes. Les témoignages selon lesquels les femmes jouent le rôle de catalyseur de l'alphabétisation sont pléthores, notamment parce qu'elles contribuent au développement et à l'épanouissement de leurs enfants depuis leur plus tendre enfance.

Le projet LIFE est conçu comme un projet-cadre dans lequel s'inscriront tout un éventail de contributions et qui complètera par ailleurs d'autres initiatives en cours comme l'Initiative de mise

en œuvre accélérée, sous l'égide de la Banque mondiale, l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, dirigée par l'UNICEF et les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous demanderons à tous nos partenaires de nous aider à accomplir cette mission, car elle exigera davantage de ressources et de détermination. Plusieurs pays, parmi lesquels les États-Unis d'Amérique et la Chine, manifestent déjà leur intérêt. Je suis d'ailleurs très heureux de vous informer que les États-Unis d'Amérique aimeraient aider l'UNESCO en matière d'alphabétisation en insistant particulièrement sur les femmes et leurs jeunes enfants. Cette contribution aidera à rendre l'initiative à la fois opérationnelle et concrète. Permettez-moi de saisir cette occasion pour inviter d'autres pays à nous apporter leur soutien pour mener à bien cette importante entreprise.

De surcroît, l'UNESCO s'efforce, en jouant son rôle de coordonnateur international de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, de mobiliser d'autres efforts et de multiplier les partenariats. Il s'agit réellement d'une opération de partenariat, mais il faut vraiment qu'un certain nombre de partenaires s'intéressent davantage au défi que représente l'alphabétisation et reconnaissent à quel point il est lié au reste du programme de l'EPT et aux efforts déployés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous sommes particulièrement désireux de resserrer les liens entre la Décennie pour l'alphabétisation, l'EPT et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, qui va bientôt débiter et dont il sera de nouveau question au cours de la Conférence.

Ces corrélations montrent que "développement", démocratie et alphabétisation sont intimement liés. Et j'aimerais ajouter la "paix" à cette équation, car nous ne saurions espérer l'édification d'un monde sûr, juste et stable, si des millions de personnes se voient refuser la possibilité d'y participer et d'y contribuer. L'alphabétisation est un outil essentiel pour s'attaquer à ce défi.

Il est bel et bien possible de débarrasser le monde de l'analphabétisme. Les ressources pour ce faire sont suffisantes, mais nous devons avoir la conviction et la volonté nécessaires pour débloquent ces ressources et les utiliser à cette fin.

Mesdames, Messieurs,

La Journée internationale de l'alphabétisation est avant tout une journée de célébration. Nous célébrons aujourd'hui la réussite de ceux qui, surmontant tous les obstacles, ont appris à l'âge adulte à lire, à écrire et à exploiter les bénéfices de l'alphabétisation pour acquérir davantage de connaissances et de compétences afin de progresser dans la vie. Avant tout, chacun d'entre eux découvre et fait éclore en lui-même sa propre dignité. Je salue ces femmes et ces hommes courageux et leur souhaite davantage de courage encore pour continuer de suivre la voie de l'apprentissage tout au long de la vie.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE VII**Message des jeunes aux ministres de l'éducation**

Réaffirmant que l'éducation est un droit pour tous et pas le privilège de quelques-uns,

Sachant que l'éducation est un processus très important pour l'humanisation de l'individu,

Considérant que l'éducation doit toujours être liée à la réalité sociale, qu'elle est par conséquent affectée par les problèmes que connaît celle-ci et qu'elle a aussi en grande partie la capacité de les résoudre,

Sachant que l'éducation de qualité est essentiellement fonction de l'accès, de la rétention et des acquis scolaires,

Nous, jeunes de différents pays, réunis à la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation, tenue à Genève du 8 au 11 septembre 2004, demandons aux ministres de l'éducation du monde entier de faire en sorte que l'éducation de qualité pour tous devienne une priorité politique en adoptant les résolutions suivantes :

1. Donner aux jeunes pauvres les moyens d'accéder à l'éducation, de poursuivre leurs études et d'avoir de bons résultats scolaires, parce qu'on ne parvient à une éducation de qualité qu'en incluant tous les enfants et jeunes gens, notamment en éliminant les disparités entre les sexes ;
2. Faire en sorte que soit recruté un nombre suffisant d'enseignants dans le système éducatif, en veillant à ce que ces enseignants soient bien formés et bien rémunérés ;
3. Réviser les contenus des programmes d'enseignement, de façon à ce qu'ils soient :
 - (a) plus utiles dans la vie des jeunes,
 - (b) plus proches de leur réalité culturelle et sociale,
 - (c) actualisés par rapport aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,
 - (d) une source d'encouragement pour devenir des citoyens actifs ;
4. Mettre en place des pratiques pédagogiques qui permettent une interaction plus étroite entre l'élève et le professeur afin qu'il y ait un suivi constant de l'apprentissage pour pouvoir déceler rapidement les problèmes et aider les élèves en difficulté ;
5. Éviter les classes surchargées de façon à faire en sorte que le professeur puisse offrir une éducation de qualité et que les élèves puissent apprendre dans de bonnes conditions ;
6. Centrer le processus d'apprentissage sur l'élève et non plus sur l'enseignement et rendre le processus d'enseignement plus dynamique ;
7. Sensibiliser la société à l'importance de l'éducation pour tous et promouvoir des exemples d'individus qui ont vaincu l'exclusion sociale par l'éducation ;
8. Lancer des initiatives pour valoriser l'enseignant et la profession d'enseignant dans la société ;

9. Promouvoir les échanges de données d'expérience entre divers pays de façon à permettre de diffuser de bonnes politiques et des expériences réussies en matière d'éducation de qualité ;
10. Accroître le soutien que les pays développés apportent aux pays en développement pour que ces derniers puissent avoir une éducation de qualité ;
11. Développer l'éducation préventive et mobiliser plus de fonds afin de combattre la pandémie du VIH/sida chez les jeunes ;
12. Accorder la priorité aux dépenses d'éducation sur les dépenses militaires dans l'affectation des fonds publics ;
13. Renforcer et améliorer l'enseignement des langues étrangères de façon à permettre à tous les jeunes du monde de mieux communiquer entre eux et d'échanger des idées pour édifier un monde de paix ;
14. Mettre en place des mécanismes pour associer les jeunes aux processus de formulation des politiques, les assurant ainsi d'être entendus par les institutions qui travaillent dans le domaine de l'éducation.

Mesdames et Messieurs les ministres, nous espérons vivement que tout ce qui précède sera pris en compte et mis en pratique, de sorte que la prochaine Conférence internationale de l'éducation ait davantage encore à célébrer.

ANNEXE VIII

Remerciements de Mme Cecilia Braslavsky, secrétaire générale

Votre Altesse,
Monsieur le Président de la 47^e session de la CIE,
Mesdames et Messieurs les Vice-Présidents,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs les représentants d'organisations internationales,
Mesdames et Messieurs les représentants d'organisations non gouvernementales,
Mesdames, Messieurs,

En tant que Secrétaire générale de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation, j'ai l'honneur de vous adresser ces quelques mots de remerciements.

Je remercie tout d'abord la Conférence générale de l'UNESCO qui, à sa 31^e session en octobre 2001, a confié au Bureau international d'éducation la mission d'organiser la présente Conférence sur le thème "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités".

Je remercie également le Conseil exécutif de l'UNESCO qui, à sa session d'avril 2003, a jeté les bases sur lesquelles il a été possible d'envisager l'organisation de la plus traditionnelle des conférences internationales dans le domaine de l'éducation.

Tous mes remerciements vont aux États membres de l'UNESCO non seulement pour la confiance dont ils nous ont honorés mais aussi pour leur active coopération à l'organisation de cette manifestation. Je souhaiterais remercier tout particulièrement les pays membres du Conseil du Bureau international d'éducation et les membres du groupe de travail chargé d'aider la Direction à organiser cette Conférence, en particulier l'Angola représenté par M. Pedro Nsinguí Barros qui préside depuis janvier dernier le Conseil de notre institut. Je remercie également M. Aziz Hasbi, du Maroc, qui l'a précédé dans ses fonctions pendant l'exercice 2002-2003, quand ont commencé les travaux préparatoires.

Mes remerciements les plus sincères vont à Mme Aïcha Bah Diallo, sous-directrice de l'UNESCO pour l'éducation, et à tous les collègues des différentes divisions de ce secteur pour le concours qu'ils nous ont apporté. Leurs contributions, ainsi que celles des autres instituts de l'UNESCO pour l'éducation, ont été capitales pour l'élaboration des documents de travail et l'organisation des débats. J'exprime toute ma reconnaissance au cabinet du Directeur général, et en particulier à Mme Françoise Rivière, sous-directrice générale, pour leur présence constante à nos côtés. J'exprime toute ma gratitude aux bureaux de l'UNESCO sur le terrain qui, chacun à sa manière, ont tout fait pour être présents aujourd'hui. Un grand merci également à nos services généraux qui ont assuré les infrastructures nécessaires à la bonne marche de nos travaux, mais aussi aux interprètes, toujours indispensables dans ce genre de manifestation, et à la presse qui nous a aidés à diffuser le contenu de nos débats.

Je remercie les ministres de l'éducation ici présents d'avoir su promouvoir un dialogue franc et fructueux pendant ces quatre jours. Comme je l'ai dit lors de la cérémonie d'ouverture, la Conférence internationale de l'éducation est la vôtre.

Merci à tous les États membres représentés ici par leurs délégations, et en particulier aux pays membres du groupe de rédaction. Les conclusions de cette Conférence, adoptées à l'unanimité, reflètent la qualité du difficile travail qu'ils ont accompli ces derniers jours.

Mes plus sincères remerciements vont aux autorités helvétiques et à la République et Canton de Genève qui nous ont généreusement accueillis dans cette ville internationale et nous ont aidés sans relâche à trouver des solutions novatrices lorsque parfois, nous craignons sincèrement que cette conférence ne puisse avoir lieu.

Je tiens à saluer également les ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO qui, par leur présence, ont donné un rayonnement particulier à cette manifestation ; je veux parler de S. A. Sheikha Mozah Bint Nasser Al-Misnad, princesse du Qatar, et de S. E. l'Ambassadeur d'Argentine auprès de l'UNESCO, M. Miguel Angel Estrella.

Enfin et surtout, je remercie les collègues du Bureau international d'éducation qui, la même année, ont dû relever des défis aussi divers que l'organisation de la 47^e session de la CIE, le processus de réforme interne et le lancement d'un nouveau programme de recherche et d'action sur le rôle de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne, avec l'appui inestimable du Gouvernement espagnol. Sans l'ambition mais aussi la compréhension et l'appui quotidien de notre Directeur général, M. Koïchiro Matsuura, rien de tout cela n'aurait été possible.

A la fin de cette cérémonie, le Conseil du BIE se réunira pour évaluer l'organisation de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation. Nous assumons d'ores et déjà la responsabilité d'éventuelles insuffisances mais nous comptons sur votre compréhension. Je suis en tout cas convaincue que le mérite de tous les résultats positifs de cette session de la CIE vous revient entièrement.

Merci encore de votre présence parmi nous.

ANNEXE IX

Discours de clôture de M. Charles BEER, conseiller d'État, chef de la délégation suisse à la CIE

Monsieur le Président,
Votre Altesse,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Madame la Directrice du BIE,
Mesdames et Messieurs les représentants du monde du corps enseignant,
des parents, du monde scientifique et de toute la société civile,
Chers amis,

Voilà..., j'ai envie de dire : toutes les bonnes choses ont une fin. Et il en va ainsi de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation qui s'achève aujourd'hui. Nous avons passé presque une semaine ensemble et je crois pouvoir exprimer le sentiment général en disant que nous avons vécu des moments à la fois riches, constructifs et stimulants.

La confrontation des idées, des expériences et des différents points de vue ne s'est pas limitée à une suite de monologues sans réponses. Elle a suscité, au contraire, un véritable débat et un dialogue constructif. Je m'en réjouis beaucoup.

Ce succès, nous le devons d'abord à l'UNESCO et à son Directeur général, M. Matsuura, mais aussi et surtout au Bureau international d'éducation, à sa Directrice, Mme Cecilia Braslavsky, à M. Pierre Luisoni et à toute leur équipe. Je tiens personnellement à les féliciter vivement et à les remercier très sincèrement pour le magnifique travail accompli. La mise sur pied et la gestion d'une telle conférence ne s'improvise effectivement pas.

Au moment de conclure cette 47^e session, permettez-moi de faire le lien entre nos travaux de cette semaine et ceux de la précédente session. Lors de la 46^e session de la CIE qui s'est terminée le 8 septembre 2001 - trois jours avant les tragiques événements du 11 septembre - nous nous étions réunis pour débattre du thème *"Apprendre à vivre ensemble"*. Trois ans plus tard, nous constatons combien ce sujet reste d'actualité et combien il est une des composantes majeure de l'*Éducation pour tous*.

Cette 47^e session a ainsi poursuivi les travaux entrepris en 2001 en se penchant notamment sur la question déterminante de l'inclusion sociale, enjeu clé pour l'école proprement dite mais aussi pour nos sociétés désormais multiculturelles. A cet égard, si l'inclusion favorise la paix civile et si elle passe par l'éducation, je voudrais relever les propositions faites par plusieurs États concernant le lien quasi organique qui existe entre les politiques de l'éducation et le service de la dette qui grève lourdement le budget de nombreux pays.

En effet, inclure sans éduquer n'est pas possible, et vouloir éduquer sans les moyens suffisants se révèle vain la plupart du temps. Par conséquent, comment canaliser les ressources financières attribuées au service de la dette vers le développement des systèmes éducatifs ? Faut-il envisager la création d'un Fonds à cet effet sous l'égide de l'UNESCO ? Je pense que ces propositions méritent d'être examinées avec la plus grande attention.

Alors, au moment où nous nous apprêtons à lancer la *"Décennie mondiale de l'éducation pour le développement durable"*, un tel programme serait incomplet si l'on négligeait cet enjeu de l'inclusion sociale comme facteur d'harmonie et de cohésion, si l'on limitait l'éducation pour le développement durable au seul respect de l'environnement naturel, en omettant la dimension humaine et en oubliant la société !

Pour terminer et avant de nous séparer, je voudrais vous dire que la Suisse et Genève ont été honorées et heureuses de vous accueillir l'espace d'une trop courte semaine. Nos vœux de bon voyage, de courage renouvelé et de succès dans vos futures entreprises vous accompagnent et nous nous réjouissons de vous retrouver lors de la prochaine CIE, ici, à Genève.

ANNEXE X

**Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)
lors de la cérémonie de clôture de la 47^e session
de la Conférence internationale de l'éducation**

Votre Altesse,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres de l'éducation,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à Son Altesse la Princesse Mozah Bint Nasser Al-Misnad à la cérémonie de clôture de notre Conférence. Sa présence ici est pour nous un grand honneur. Son Altesse est envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur et, à ce titre, elle s'acquitte merveilleusement de ses fonctions d'ambassadrice au service de l'éducation des enfants et des jeunes dans le monde entier. Je suis donc ravi que vous ayez pu, Madame, trouver une place dans votre emploi du temps très chargé pour être avec nous aujourd'hui. À la tête de la Fondation du Qatar, vous êtes de ceux qui font le plus pour l'éducation non seulement dans votre pays mais aussi à l'étranger. Nous attendons tous avec intérêt votre intervention.

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous remercier tous pour votre participation active et constructive à la Conférence. Ainsi qu'il ressort du rapport oral du Rapporteur et du document final que nous a présenté le Président du Conseil du BIE, cette 47^e session du CIE a su aborder avec succès certains des problèmes éducatifs les plus importants et les plus urgents de notre temps.

Comme je l'ai dit dans mes remarques introductives, la Conférence en cours s'inscrit dans un processus continu de promotion de l'éducation de qualité. Ce processus ne vise pas à trouver une solution définitive mais à aboutir à quelque chose de plus réalisable. Ce que j'espère, c'est que deux grands bienfaits en ressortiront : d'abord, un consensus international renforcé sur l'importance d'aborder sérieusement, sans tarder - et, dans la mesure du possible, conjointement - les questions d'éducation de qualité ; deuxièmement, un approfondissement du débat, de façon que nos politiques, programmes et initiatives en matière d'éducation soient à la hauteur des défis qui se présentent à nous.

Il a beaucoup été question de ces défis, qui se posent au sein des systèmes éducatifs et des établissements scolaires ainsi que dans le contexte plus large de nos efforts éducatifs. Pour l'essentiel, nos débats se sont déroulés dans le cadre du thème retenu : "humaniser la mondialisation". J'ai été frappé par une phrase du docteur Peter Piot, dans son intervention devant le séminaire préparatoire sur le VIH/sida et l'éducation de qualité la veille de notre Conférence. À propos de la propagation de l'épidémie, il nous a dit que "le sida était entré dans sa phase de mondialisation". Malheureusement, le nombre de jeunes victimes de cette épidémie mondiale va en augmentant, ce qui n'est pas sans peser lourdement sur l'éducation. En particulier, cela signifie que l'éducation préventive contre le VIH/sida doit faire partie de nos efforts d'éducation de qualité.

Cet exemple montre bien que, quel que soit par ailleurs le sens de la mondialisation, elle veut dire que nos existences sont inévitablement liées entre elles, de même que nos problèmes. Ce qui n'est pas sans compliquer tout ce que nous faisons, et le défi de l'éducation de qualité ne fait pas exception à cet égard. Nombre d'entre vous avez relevé que, si chacun veut que la qualité de l'éducation s'améliore, ces mots évoquent souvent des choses différentes dans nos esprits. Je crois cependant que, nonobstant la multiplicité des sens, il apparaît de plus en plus clairement que la "qualité" ne peut être seulement une affaire d'apport et de produits comme on le pense trop souvent. Le débat nous amène plutôt à reconnaître qu'il y a un lien vital entre la qualité de l'éducation et sa pertinence.

Une éducation qui est perçue et vécue par les jeunes comme sans rapport avec leurs besoins et intérêts ne peut être une éducation de qualité, et certainement pas à une époque où s'offrent de plus en plus de modalités nouvelles d'apprentissage, souvent plus attrayantes et plus satisfaisantes. Une éducation qui détourne les jeunes des enjeux et plaisirs de l'apprentissage ou qui les place dans un environnement d'exclusion, de rejet, de violence et de discrimination, ne peut être une éducation de qualité. Non plus qu'une éducation qui laisse les jeunes perplexes, désorientés et irrésolus dans leurs attitudes et croyances.

Dans un monde où tout va vite, les jeunes doivent apprendre à s'adapter au changement, à faire face à l'incertitude et à créer de la cohérence à partir de la diversité. Il ne s'agit pas de se barricader dans des certitudes absolues ni d'avoir une conception étriquée de la vie. Au contraire, la tâche majeure de l'éducation de qualité d'aujourd'hui est, selon moi, d'aider les jeunes à acquérir les attitudes et compétences propres à ce que l'on pourrait appeler "l'esprit démocratique". Pareil esprit fait place à des valeurs stables et durables telles que la tolérance, la solidarité, la compréhension mutuelle et le respect des droits de l'homme. Mais en même temps cet esprit doit être souple et adaptable, capable non seulement d'étudier et de comprendre des points de vue différents mais aussi de construire et de reconstruire une philosophie cohérente.

Pareille tournure d'esprit ne s'obtient pas avec des conceptions pédagogiques traditionnelles axées sur le contenu et sur des méthodes rigides. Il faut donc accorder de l'attention à la formation donnée aux maîtres non seulement dans leur discipline de spécialisation et en matière de pédagogie mais aussi pour qu'ils sachent susciter un "esprit démocratique" chez les élèves. De leur côté, les jeunes doivent appliquer cet esprit dans la classe et à l'intérieur de l'école de façon pratique, ce qui n'est pas sans implication sur la façon dont les écoles sont gérées avec les jeunes et pour eux.

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

Je note avec grand plaisir que vos débats en séance plénière et dans les ateliers ont été féconds. De l'avis général, il ressort clairement que l'éducation de base ne recouvre pas seulement l'enseignement primaire mais aussi une partie de l'enseignement secondaire ainsi que tout un ensemble d'initiatives d'éducation non formelle. De surcroît, on s'attache de plus en plus à reconnaître que le débat sur l'éducation de qualité doit englober tous les types et niveaux d'éducation, à partir de ce fondement qu'est l'éducation de base de qualité pour tous. Beaucoup d'esprits s'accordent aussi à penser que ce qui est considéré comme "éducation de qualité" ne saurait être séparé des problèmes fondamentaux que connaît le monde, notamment s'agissant de la paix, du développement durable et du respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine en tout lieu.

En dehors des séances formelles, j'espère aussi que la Conférence vous a donné l'occasion de rencontrer vos homologues d'autres pays pour discuter des questions qui vous intéressent et préoccupent les uns et les autres. La CIE offre aux ministres et vice-ministres une occasion

précieuse d'avoir des discussions de groupe et des entretiens bilatéraux. C'est ce que j'ai fait personnellement, et j'en ai tiré grand profit.

Je dois vous informer que je réfléchis au meilleur moyen de coordonner les grandes manifestations à l'occasion desquelles l'UNESCO réunit les ministres de l'éducation du monde, à savoir la Conférence générale, les tables rondes ministérielles et la CIE. Mes réflexions ne seront bien évidemment pas sans répercussion sur la périodicité de la CIE ainsi que sur le choix du thème. Vous voudrez bien noter à ce propos que le thème d'ensemble que j'ai choisi pour la prochaine session de la Conférence générale de l'UNESCO à l'automne 2005 est l'Éducation pour tous ; ce sera l'occasion d'examiner où nous en serons alors du programme d'EPT, notamment en matière d'éducation de qualité.

Mesdames et Messieurs,

J'en viens aux remerciements. Je saisis cette occasion pour remercier les organisations qui ont travaillé avec l'UNESCO, et en particulier avec le BIE, pour assurer le fonctionnement des ateliers ; leur soutien et leur collaboration ont été très précieux. Je remercie l'UNICEF pour l'atelier sur "L'éducation de qualité et l'égalité entre les sexes", l'Organisation des États ibéro-américains pour l'atelier sur "L'éducation de qualité et l'exclusion sociale", le Ministère norvégien de l'éducation et de la recherche pour l'atelier sur "L'éducation de qualité et les compétences pour la vie", et l'Internationale de l'éducation pour l'atelier sur "L'éducation de qualité et le rôle clé des enseignants". Les thèmes de ces ateliers témoignent d'une préoccupation de pertinence, du souci de montrer comment la question de la qualité recoupe d'autres thèmes et problèmes.

Je remercierai aussi le Président sortant, le Ministre nigérian de l'éducation, pour ses précieux efforts, ainsi que le nouveau Président de la Conférence, le Ministre indien du développement des ressources humaines, qui a non seulement accepté avec bonne grâce de présider cette session mais a fait une intervention fort intéressante et utile lors de la séance d'ouverture.

Je suis une fois de plus sincèrement reconnaissant aux autorités fédérales suisses et aux autorités de la République et du Canton de Genève pour leur soutien et pour le chaleureux accueil qu'elles ont réservé à la Conférence et à ses participants.

Je tiens à remercier le Conseil du BIE et ses membres des efforts assidus qu'ils ont déployés pour préparer et organiser cette Conférence. Je remercie en particulier le Président du Conseil du BIE, M. Pedro Nsingui Barros, pour tout le travail accompli, notamment à la tête du Comité de rédaction.

Permettez-moi aussi de remercier les Vice-Présidents de la Conférence et le Rapporteur pour leurs efforts attentifs et précieux. Ma reconnaissance va de surcroît aux interprètes, qui se sont remarquablement acquittés de leur tâche ces derniers jours ; nous apprécions tous leurs compétences, leur sens professionnel et leur patience.

C'est avec une joie particulière que je remercie l'UNESCO elle-même en la personne de son Secrétariat - depuis le Siège et les bureaux hors Siège jusqu'au Bureau de liaison de Genève. Une reconnaissance spéciale est évidemment due au personnel du BIE et à sa Directrice, Mme Cecilia Braslavsky. Nous vous savons tous gré des efforts considérables que vous avez effectués sans relâche pendant les nombreux mois de préparation. La tâche était lourde, et vous avez toute notre gratitude.

Votre Altesse,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

Il me reste à vous remercier tous d'être venus pour cette 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation et à formuler l'espoir que vous l'avez trouvée utile, stimulante et agréable.

Je vous souhaite à tous un bon retour chez vous.

Je vous remercie.

ANNEXE XI

**Discours de clôture de Son Altesse
la Princesse Mozah Bint Nasser Al-Misnad,
Première Dame du Qatar, envoyée spéciale de l'UNESCO
pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur**

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de me trouver à Genève ce matin pour la séance de clôture de la *Conférence internationale de l'éducation*. Les discussions de ces derniers jours ont porté sur des problèmes très délicats qui se posent à la communauté internationale.

Aujourd'hui, nous espérons beaucoup que l'éducation saura préparer les citoyens du monde à un avenir de paix et de coopération, en même temps que préparer les citoyens de nos pays aux transformations culturelles qu'entraîne la mondialisation. À mesure que nous nous rapprochons les uns des autres, c'est l'éducation qui nous aide à engager le dialogue, à établir des relations et, en fin de compte, à coopérer pour trouver des solutions aux problèmes que le monde connaît aujourd'hui.

Il ressort clairement des débats que nous avons eus ici à Genève que l'éducation de qualité est l'affaire de tous les secteurs de la société et pas seulement du secteur éducatif, et qu'il ne saurait y avoir d'écoles de qualité que dans une culture de qualité. Cette culture de qualité doit être profondément enracinée dans les valeurs, croyances et comportements de nos citoyens. Il est vain de vouloir adopter des systèmes éducatifs si l'on ne comprend pas la culture de qualité qui les produit.

Mesdames et Messieurs,

Dans le monde arabe, nous nous sommes aperçus que nos capacités étaient bien supérieures à nos résultats actuels. Nous avons un potentiel considérable mais nous sommes en retard dans le domaine de l'éducation. Malheureusement, cela amène certains à chercher une solution rapide, en introduisant dans les classes plus d'ordinateurs et de techniques de pointe. Or ce n'est pas la technique en soi qui est la clé : l'élément véritablement essentiel, c'est d'avoir appris à l'utiliser comme il convient et en comprendre la valeur. Il devient de plus en plus évident qu'en soi, l'information n'est pas la connaissance, pour paraphraser Albert Einstein.

Il importe aussi de souligner ici que l'on ne peut véritablement parler de qualité à proprement dit sans relever que, dans bien des pays, le taux d'alphabétisation reste de l'ordre de 50 %. Étant donné que le fossé qui sépare les pays riches des pays en développement va en s'élargissant, il faut aborder la question de l'analphabétisme dans le monde avant de se lancer dans une activité productive.

Il faut souligner que la culture de qualité doit être comprise et recherchée sur le plan universel. Les buts d'une culture de qualité doivent être internationaux. Comme l'a dit Robert Frost : "Être éduqué, c'est savoir écouter pratiquement n'importe quoi sans s'impatienter ni perdre sa confiance en soi". C'est seulement lorsque l'on a appris à tolérer et à respecter les différences que l'on peut approfondir les ressemblances. Il faut aussi que les gens aient confiance en eux, en leurs croyances et en leurs capacités, pour pouvoir se montrer coopératifs et ouverts.

Le respect d'autrui trouve sa source dans le respect de soi. C'est la condition pour élargir les frontières de son esprit au-delà des frontières de son pays.

Nous sommes aujourd'hui le 11 septembre, et quelque part dans notre mémoire collective nous sommes hantés par les événements tragiques d'il y a trois ans. Les attentats du 11 septembre sont le résultat de l'intolérance et de l'ignorance et montrent douloureusement que chaque pays doit d'urgence éduquer ses ressortissants. La communauté mondiale est faite de gens de toutes cultures, de toutes couleurs et de toutes croyances, mais nous avons beaucoup en commun. Par l'éducation, nous devons apprendre à nos ressortissants qu'il est possible, voire essentiel, de nous rencontrer pour essayer de nous comprendre sans pour autant sacrifier nos valeurs ni notre identité.

En tant que chefs de file et éducateurs, l'un des principaux défis que nous devons relever aujourd'hui est de faire en sorte que l'éducation ne soit pas interrompue par l'instabilité ni la guerre. Dans le monde arabe, nous savons bien l'impact destructeur que les conflits peuvent avoir sur une structure sociale et sur des services, notamment le système éducatif. Le Rapport 2003 sur le développement humain dans le monde arabe relève que les trois quarts des Palestiniens vivent désormais dans la pauvreté, celle-ci étant définie par un revenu de moins de deux dollars par jour. Du fait des ravages dont l'Iraq souffre depuis 30 ans, plus de trois millions d'Iraqiens ont émigré, pour la plupart des gens très qualifiés. L'UNESCO a connu des revers similaires. Il y a un peu plus d'un an, nous avons créé le Fonds international pour l'enseignement supérieur iraquien. Nous espérons beaucoup apporter une contribution positive ; malheureusement, le fait est que, en raison de l'instabilité qui règne dans le pays, nous avons très peu progressé. Bien que nous en ayons la volonté, nous n'avons qu'en même pas pu susciter de changement réel en apportant un système d'éducation de qualité à l'Iraq.

Mesdames et Messieurs,

La communauté internationale doit se montrer plus responsable et prendre des mesures rapides et fermes pour faire face aux conséquences sur l'éducation de tragédies qui alimentent le cycle de la violence. Nous avons déjà vu les effets des ramifications de l'intolérance, et nombre d'entre nous nous sentons démunis devant pareils actes de barbarie. Pour ne pas être démunis, nous devons réagir en nous prononçant résolument pour une culture internationale de qualité qui assure une éducation de qualité. Nous ne pouvons nous permettre d'échouer dans cette mission car les enjeux sont tout simplement trop élevés. Nous ne devons pas laisser l'ignorance et l'intolérance l'emporter. L'heure des discours et des définitions est révolue ; il faut passer à l'action.

Il nous faut approuver et mettre en œuvre une résolution visant à protéger les efforts éducatifs de la guerre et des catastrophes naturelles. Nous devons aussi nous engager réellement à combler le fossé du savoir qui sépare les pays riches des pays en développement, et nous attacher à lutter contre l'analphabétisme. De surcroît, nous devons mettre en place un réseau international viable de familles, d'éducateurs et de responsables d'entreprises pour réaliser les programmes nécessaires à l'institution d'une culture de qualité permettant à la jeunesse du monde d'obtenir les compétences fonctionnelles qui, au XXI^e siècle, sont indispensables.

Mesdames et Messieurs,

Lorsque l'on parle d'éducation de qualité, il s'agit en fait de la façon dont, en tant que communauté internationale, nous pouvons donner à nos citoyens une vie de qualité. Ce dont il s'agit, c'est d'édifier un monde meilleur.

Nous devons prendre le temps de poursuivre ce dialogue, mais il ne faut pas remettre à plus tard le temps d'agir.

Je vous remercie.

ANNEXE XII

**Discours de clôture de M. Arjun Singh,
Ministre du développement des ressources humaines du Gouvernement indien,
Président de la 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation**

Excellence,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Monsieur le Ministre de l'éducation de la Suisse,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un plaisir de présider à l'heureuse conclusion de cette 47^e session de la Conférence internationale de l'éducation de l'UNESCO. Je suis très reconnaissant de l'honneur qui a été fait au Groupe Asie-Pacifique, à mon pays, l'Inde, et à moi-même en me donnant l'occasion de présider ces débats constructifs, animés d'un souci commun et fraternel pour les jeunes du monde. Les vues exprimées ont reflété la riche diversité de cultures, et les débats se sont déroulés de manière ouverte et constructive. Cela n'a pas empêché l'expression d'une quasi-unanimité parmi les participants, aussi bien dans les débats en plénière que dans les ateliers.

L'expérience qui a consisté à dédoubler les séances afin de faciliter la participation et de multiplier les occasions d'intervention a très bien fonctionné. Le BIE et l'UNESCO méritent nos félicitations pour le choix des documents de travail, des débats et des principaux intervenants, ainsi que pour les thèmes extrêmement pertinents des ateliers.

L'éducation de qualité pour tous les jeunes restera un rêve éloigné tant qu'elle ne sera pas accessible à tous les groupes sociaux. Les ateliers sur l'éducation de qualité et l'égalité entre les sexes ont fait des recommandations tout à fait judicieuses et pratiques. Il ne devrait y avoir aucun doute dans l'esprit de quiconque sur le fait que la lutte contre la pauvreté et pour le développement durable finira par être gagnée sur le terrain de l'éducation et de l'autonomisation des femmes. Souhaitons que cette 47^e session de la Conférence donne à tous les pays la détermination d'atteindre les objectifs de la parité entre les sexes bien avant les délais fixés à Dakar et d'œuvrer dans ce sens.

Je n'insisterai pas davantage sur le rôle crucial des enseignants dans le processus de l'éducation de qualité. C'est un motif de satisfaction de voir que les ateliers, qui ont délibéré sur leur rôle clé, n'ont pas simplement traité de pédagogie, mais aussi des questions liées au statut des enseignants, à leurs conditions de travail, leur moral et leurs obligations redditionnelles. Il est instructif d'apprendre qu'au Japon, les salaires des enseignants sont fixés à une classe légèrement supérieure à ceux de leurs homologues dans d'autres services et professions, et j'espère que beaucoup d'autres pays voudront suivre cet exemple extrêmement noble. Parallèlement, l'obligation redditionnelle des enseignants est une question majeure qui devrait avant tout résulter de la réglementation interne par leurs propres organes professionnels chargés d'adopter et d'appliquer un code de déontologie professionnelle.

L'atelier sur *L'éducation de qualité et l'insertion sociale* a souligné la nécessité de créer les conditions permettant à chaque intéressé(e) de se sentir intégré(e) et mis aussi l'accent sur la participation plus large du public, du privé et des ONG. Les objectifs de l'EPT ne pourront être atteints sans faire appel aux méthodes d'éducation formelles, informelles et non formelles.

L'atelier sur *L'éducation de qualité et les compétences utiles dans la vie courante* a rappelé la nécessité d'enseigner les compétences requises par le monde du travail et la société. De nouveaux

enseignements orientés sur le marché et l'emploi devraient être introduits à mesure que disparaissent les qualifications et les cours d'un autre âge. L'éducation et la formation professionnelles basées sur les valeurs ont été jugées nécessaires afin d'orienter de manière réaliste les élèves qui, si on n'y prend pas garde, continueront à rechercher et acquérir des diplômes d'enseignement supérieur sans possibilité d'emplois correspondants.

La Conférence a judicieusement fourni de nombreuses occasions de contacts et de liens entre les pays, par groupes ou de façon bilatérale. Nous comptons sur d'autres occasions de ce type, car elles sont extrêmement enrichissantes et très utiles pour affronter les questions critiques ailleurs que sur nos lieux de travail.

Les interventions des ministres et des chefs de délégation au cours de la Conférence sont allées au-delà des déclarations de principe, elles nous ont fait prendre conscience de la situation actuelle des pays et nous ont donné un aperçu de ce qui se fait de meilleur dans le domaine de l'éducation. Les séances plénières ont certainement été une expérience instructive pour nous tous. De nombreux participants, en particulier mes collègues des pays en développement, ont parlé de la pénurie de ressources et de la nécessité d'un flux plus intense d'aide de la part des pays développés et des organismes de financement. Davantage d'initiatives à cet égard serait essentiel pour atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

À l'heure où s'achève cette 47e session de la Conférence, nous devons pleinement reconnaître les mérites de l'UNESCO et du BIE et de leur personnel pour la conduite impeccable de cette manifestation. Je voudrais ajouter un remerciement particulier à tous les vice-présidents qui ont considérablement allégé ma tâche.

Mesdames et Messieurs les ministres et les délégués, au moment où nous nous séparons dans le souvenir d'événements qui se sont déroulés à l'autre bout du monde et qui n'ont pas épargné nos enfants, nous devons rester unis, affronter les causes profondes de ces événements et, comme l'a si éloquemment dit W. H. Auden il y a quelque 65 ans, je cite :

Bien qu'"envahi par le même refus et le même désespoir, qu'il me soit permis d'allumer aussi une lueur d'espoir".

Fin de citation.

Sur ces mots, je vous remercie, toutes et tous.

ANNEXE XIII

**Discours de M. Pedro Nsinguí Barros, président du Conseil du BIE
à l'occasion de la remise de la médaille Comenius 2004**

Monsieur le Président,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués, représentants et observateurs,
Chers lauréats,
Mesdames, Messieurs, chers amis,

J'ai eu le privilège, en tant que Président du Conseil du BIE, de diriger les travaux du Jury de la médaille Comenius 2004. Ce fut une tâche à la fois passionnante et très difficile car, cette année, 87 candidats étaient en lice et le jury a été confronté à des choix parfois douloureux, compte tenu de la qualité des dossiers présentés. Je voudrais ici remercier chaleureusement mes collègues du jury de leur excellent travail.

Avant de vous présenter, dans quelques instants, chacun des neuf lauréats 2004, je leur adresse d'ores et déjà nos félicitations et leur exprime notre admiration pour la qualité de leur engagement au service de l'éducation.

Nous sommes rassemblés ce soir autour du souvenir de Jan Amos Komenský (Comenius), un homme certes du passé puisqu'il est né il y a plus de 400 ans mais aussi un homme du présent et de l'avenir car il fut à la fois un brillant éducateur à son époque et un visionnaire qui peut et doit encore orienter notre réflexion et notre action en ce début du XXI^e siècle.

Comenius peut être considéré comme l'inspirateur de nombreuses réformes scolaires modernes. La lecture de son avertissement aux lecteurs de sa Grande Didactique énonce son projet utopique d'une éducation pour tous, vue comme *"un art universel qui permet d'enseigner tout à tous avec un résultat infaillible ; d'enseigner vite, sans lassitude ni ennui chez les élèves et chez les maîtres, mais au contraire dans le plus vif plaisir ; de donner un enseignement solide, surtout pas superficiel ou formel, en amenant les élèves à la vraie science, à des mœurs aimables et à la piété de cœur"*.

Projet utopique certes (nous sommes au XVI^e siècle !) mais Comenius y présente déjà des visions étonnamment anticipatrices et modernes sur l'éducation. Celle-ci, en effet, ne doit pas être envisagée simplement comme une formation de l'enfant à l'école ou dans la famille mais comme un processus qui intéresse la vie entière de l'homme et ses multiples adaptations sociales.

Nous aurions évidemment souhaité que Comenius puisse être présent à cette 47^e session de la CIE car il aurait sans doute fait des interventions très pertinentes dans nos débats et nos ateliers.

- Sur l'égalité des sexes en éducation, par exemple, il aurait prôné une complète identité de l'instruction donnée aux garçons et aux filles, en vertu de son principe "pansophique" que "tout doit être enseigné à tous". Dans sa Grande Didactique, il écrit ainsi :

"Il n'est possible d'avancer aucune bonne raison pour priver le sexe faible de l'étude des sciences, qu'il s'agisse de l'enseignement donné en latin ou de l'enseignement donné en langue vulgaire. En vérité, les femmes sont douées d'une intelligence agile qui les rend aptes à comprendre les sciences comme nous, souvent même mieux que nous. Pour elles comme pour nous est ouverte la voie des plus hautes destinées. Souvent elles sont appelées à gouverner des États [...], à exercer la médecine ou d'autres arts utiles au genre humain

[...]. Pourquoi voudrions-nous les admettre seulement jusqu'à l'a, b, c, puis les éloigner de l'étude des livres ?"

- Sur la question de l'inclusion sociale, Comenius aurait défendu "l'obligation urgente de cultiver tous les esprits. Car, plus un enfant est intellectuellement faible et stupide, plus il a besoin de secours pour se libérer de sa stupidité". Il aurait, par ailleurs, soutenu la nécessité d'une démocratisation de l'éducation. "Les enfants des riches, des nobles ou de ceux qui exercent une magistrature ne sont pas les seuls à être nés pour occuper de semblables situations et pour qu'à eux seuls on ouvre les portes de l'école en repoussant les autres comme des gens dont on n'espère rien. L'esprit souffle où il veut et quand il veut". Comenius aurait ainsi défendu son projet universaliste d'un système scolaire unique impliquant l'obligation pour les classes socialement favorisées de promouvoir l'éducation de toute la jeunesse du peuple.
- Sur la question des compétences pour la vie, il aurait sans doute affirmé sa conviction du primat de l'action : *"Les artisans ne retiennent pas leurs apprentis sur des théories, ils les mettent bientôt à l'ouvrage pour qu'ils apprennent à forger en forgeant, à sculpter en sculptant, à peindre en peignant, à sauter en sautant. Que dans les écoles on apprenne donc à écrire en écrivant, à parler en parlant, à chanter en chantant, à raisonner en raisonnant, etc. (...) Ainsi, tous éprouveront enfin par une pratique heureuse la vérité de ce proverbe : Fabricando fabricamur"*. Si cette affirmation reste quelque peu radicale, peu opératoire et même pour certains de l'ordre du principe général, elle montre la place qu'il veut donner aux compétences.

Il se serait également élevé contre le verbalisme, comparé à une pseudo-connaissance attachée au discours, par opposition aux connaissances réelles que fournit l'action du sujet sur les objets : *"Les écoles enseignent à faire un discours avant d'enseigner les connaissances sur lesquelles le discours doit porter : elles obligent, pendant des années, les élèves à apprendre les règles de la rhétorique, puis, je ne sais quand, elles les admettent enfin à l'étude des sciences positives, de la mathématique, de la physique, etc."*. A ce propos, Comenius se verra reprocher vivement par ses adversaires une conception de l'éducation qu'ils jugent trop anti-intellectualiste.

- Enfin, sur le rôle des enseignants, Comenius aurait proposé, comme il l'a fait à son époque, de changer radicalement les méthodes pédagogiques : *"Serein et affectueux, (le maître) traitera ses élèves avec une douceur et une indulgence paternelles, avec fermeté, mais sans sévérité, et il aura pour chacun une parole bienveillante d'encouragement. Par l'attrait de sa personnalité, il gagnera la confiance et l'estime des élèves ; ainsi pourra se réaliser la communion spirituelle du maître et de l'élève"*. Il aurait ainsi insisté sur le rôle irremplaçable de la qualité humaine et de la personnalité de l'enseignant dans la transformation de l'école *"en un lieu de joie et de bonheur"* où les acteurs de l'éducation que sont le maître, les élèves et les parents, collaboreraient harmonieusement, dans une recherche de l'adaptation de tout le système éducatif à la personnalité de l'élève, quels que soient son âge et son niveau.

Ainsi, Comenius se serait sans aucun doute senti très bien parmi nous à cette Conférence et aurait partagé beaucoup de nos préoccupations à propos de l'éducation des jeunes et de son importance vitale pour le devenir de l'humanité tout entière.

En terminant, je vous invite toutes et tous à visiter, au niveau -1 du CICG, l'exposition présentée par le Musée Comenius de Prague et je vous remercie de votre bienveillante attention.

ANNEXE XIV**Discours de Mme Françoise Rivière,
sous-directrice générale au Cabinet du Directeur général,
lors de la remise de la médaille Comenius**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, j'ai l'honneur de m'adresser à vous en cette cérémonie de remise de la médaille Comenius.

À juste titre, Comenius est connu et vénéré comme le "père" ou "grand-père" de l'éducation moderne. Il a été non seulement un pionnier des méthodes modernes d'éducation mais a aussi eu une vision globale de l'éducation. Sa philosophie de l'éducation, appelée pansophisme ou connaissance universelle, visait à instaurer la compréhension et la paix dans le monde. Bien qu'élaborée au milieu du XVII^e siècle, sa philosophie de l'éducation est incontestablement moderne, en particulier pour sa compréhension de l'apprentissage comme processus naturel qui s'épanouit et pour l'accent empirique qui est mis sur la façon d'apprendre des enfants. Ainsi, ses idées restent aujourd'hui pertinentes et sont en fait une source de dynamisme renouvelé.

Il est donc tout à fait approprié de décerner des médailles en l'honneur de Comenius lors d'une conférence consacrée à l'étude de la théorie et de la pratique de l'éducation de qualité aujourd'hui. Comme l'a indiqué le Directeur général, notre tâche ici est de définir et de promouvoir une "vision renouvelée de l'éducation de qualité" pour tous les jeunes. C'est une tâche complexe et difficile car la question de la qualité est indissociable des graves problèmes que connaissent partout les systèmes et institutions d'éducation - des problèmes tels que le chômage des jeunes, la pauvreté et les autres formes de handicap et d'exclusion, l'intolérance vis-à-vis de la diversité culturelle et ethnique, l'insécurité, la mauvaise gouvernance, les gaspillages et les utilisations néfastes des ressources naturelles, la violence contre les filles et les femmes et les possibilités limitées de participation démocratique et de citoyenneté effective.

Certaines de ces questions ont été examinées par la Conférence. J'espère que, dans le suivi de cette manifestation, des processus de réflexion seront engagés au niveau national, avec la participation active et créative des jeunes. Nous avons besoin de leur discernement, de leurs points de vue et de leurs expériences afin de donner une impulsion nouvelle à notre compréhension collective des défis qui s'imposent à nous.

Parallèlement, il est clair qu'une "vision renouvelée" passe par un engagement déterminé des responsables mondiaux dans le domaine de l'éducation et par la reconnaissance de la qualité comme question centrale des politiques de l'éducation pour tous les ministères correspondants. De plus, cette "vision renouvelée" nécessite l'engagement intellectuel et le dévouement professionnel de toute la communauté éducative, aussi bien des individus que des organisations. Cette communauté comprend ceux que nous honorons aujourd'hui : les lauréats de la médaille Comenius. Nous croyons que vos qualités et vos travaux exceptionnels sont essentiels dans la construction de nouvelles utopies et la définition de visions d'un avenir meilleur dans lequel l'humanité pourra réaliser tout son potentiel.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais remercier M. Pedro Nsinguí Barros qui, en tant que Président du Conseil du Bureau international d'éducation, a présidé le Jury nommé pour examiner et sélectionner les candidatures

pour la médaille Comenius. Je sais que cela n'a pas été une tâche aisée vu la très haute qualité et la grande diversité des candidatures proposées.

Permettez-moi aussi de remercier chaleureusement le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports de la République tchèque, qui a donné à l'UNESCO la possibilité de créer cette médaille sous la forme d'une initiative conjointe.

Enfin, je souhaite féliciter tous les lauréats et leur dire à quel point ils nous encouragent à affronter les obstacles qui se présentent. Votre exemple est une référence pour nous tous. Au nom du Directeur général de l'UNESCO, c'est un grand honneur de leur remettre la médaille Comenius.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE XV

**Discours de Mme Petra Buzková,
Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports
de la République tchèque, lors de la remise de la médaille Comenius**

Monsieur le Président,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement honorée de représenter la République tchèque en cette importante occasion, de prendre part à la cérémonie de remise de la médaille Jan Amos Comenius, récompense décernée conjointement par le Directeur général de l'UNESCO et le Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports de la République tchèque. Je suis personnellement très heureuse de rencontrer les lauréats. Leurs travaux et leurs résultats, tels sont en fait les vraies raisons de notre réunion d'aujourd'hui. J'espère que nous aurons un peu de temps après la cérémonie pour les féliciter personnellement ; pour l'instant, veuillez accepter l'expression de mon respect et de mon admiration. Je pense que ces médailles ne pouvaient pas être décernées à des bénéficiaires plus méritants. Je suis contente que les lauréats aient accepté mon invitation à visiter la République tchèque ; ils passeront la semaine prochaine dans le pays de Comenius.

Jan Amos Comenius est un des plus célèbres enfants du pays que j'ai l'honneur de représenter ici. Il ne fait pas de doute que Comenius avait un lien très fort avec la mère patrie et avec sa nation. L'histoire de l'Europe ne contient que trop d'exemples d'un tel amour destructif et dévoyé. Mais ce n'était pas du tout le cas pour Comenius. J'espère ne pas aller trop loin en disant que ses sentiments profonds pour son pays natal auraient bien correspondu au sentiment moderne d'être européen et citoyen du monde, qui sont semble-t-il la seule garantie de paix et de prospérité pour notre continent et pour toute la planète.

Le sentiment moderne d'être européen et citoyen du monde, et la société basée sur l'éducation sont des valeurs indivisibles. Mais une société éduquée est une nécessité pour toutes les nations du monde. Comenius a su mettre l'accent sur les méthodes et la qualité de l'éducation, qui sont la condition de la croissance et de la création des valeurs. Comenius lui-même pensait et écrivait ainsi. Il se préoccupait, je cite, "d'élever le niveau culturel de toutes les nations". C'est pourquoi je considère qu'il est tout à fait approprié que la médaille Jan Amos Comenius soit un prix international. Comenius était tchèque, peut-être aussi européen, mais très certainement et avant tout, c'était un humaniste.

Je vous souhaite, chers collègues, chers lauréats de la médaille Comenius, de vous inspirer de ses travaux et de sa vie et de sauvegarder le principe auquel notre Conférence était consacrée - le droit à une éducation de qualité pour tous.

ANNEXE XVI

Rapports des ateliers¹

ATELIER 1 A : Qualité de l'éducation et égalité des sexes

Rapporteure : Mme Maria Zulema VELEZ (Colombie)

Assistant : M. Luis Manuel Tiburcio (UNESCO-Guatemala)

Mme Carol Watson, conseillère à la Section de l'éducation de l'UNICEF, a assuré les fonctions de modératrice de l'atelier 1 A avec, comme assistante, Mme Lene Buchert, fonctionnaire du Secteur de l'éducation de l'UNESCO.

Membres invités du panel-discussion : deux membres représentant leurs gouvernements et deux membres travaillant dans des organisations non gouvernementales :

- Mme Mona Moutaman Imadiddin, directrice générale de recherche-développement au Ministère de l'éducation de la Jordanie ;
- Mme Marta Lafuente, vice-ministre de l'éducation du Paraguay ;
- Mme Salome Anyoti, du Forum des éducatrices africaines (FAWE), Tanzanie ;
- M. Chokri Memni, chercheur et spécialiste de l'éducation à la Fondation CREDIF, Tunisie.

Le document "Qualité de l'éducation et égalité des sexes" a servi de base au débat ; il a été établi par l'UNICEF et diffusé préalablement aux assistants.

Un film intitulé "L'école des filles : un projet de FAWE " a permis de présenter une initiative menée par cette organisation au Rwanda pour développer l'enseignement secondaire dans un internat de filles à travers une approche holistique. Il met l'accent sur l'enseignement scientifique et technologique ainsi que sur l'apprentissage des langues et des compétences pour la vie.

Les membres du panel ont fait part de leurs réactions à ce film, puis Mme Watson a repris brièvement les différents points. Les principaux aspects mis en évidence ont été les suivants :

- L'importance de l'évaluation des nouvelles approches de l'apprentissage, par exemple la conversation ludique et l'échange d'idées.
- L'importance des subjectivités dans l'élaboration des programmes d'enseignement.
- Le désir d'apprendre des enfants et leur droit à l'éducation : des raisons suffisantes pour encourager les gouvernements à investir dans le capital humain.
- L'importance de la participation des différents membres de la communauté (jeunes, étudiants, parents, médias, donateurs, etc.), à l'élaboration des politiques de l'éducation et à la prise des décisions.
- La parité comme élément et indicateur de la politique de l'enseignement secondaire et comme passerelle vers la formation continue.
- Le défi que les gouvernements doivent relever dans les situations de pénurie de ressources.

¹ Les documents rassemblés ici ne constituent pas des "rapports écrits" au sens habituel du terme. Il s'agit simplement des textes préparés dans un laps de temps très court par les rapporteurs pour la présentation de leur rapport oral en séance plénière de synthèse des ateliers. Ils n'ont ainsi pas été retravaillés par leurs auteurs sur le plan stylistique et/ou linguistique.

- La nécessité d'aborder les obstacles à l'accès équitable à l'éducation sous un angle pédagogique sans porter atteinte aux cultures locales.
- L'articulation entre les trois niveaux d'enseignement et la nécessité de faire en sorte que l'enseignement secondaire scolaire réponde aux besoins actuels des femmes.
- La réduction des inégalités pour atteindre les objectifs de qualité visés.

Lors des débats, les assistants de la session plénière ont fait part de leurs inquiétudes. Des représentants de 29 pays, dont plusieurs ministres de l'éducation, ont apporté une précieuse contribution aux discussions, puis les membres du panel ont présenté de brefs exposés et ont répondu aux inquiétudes qui s'étaient exprimées. Avec les assistants, ils ont remercié les fonctionnaires du Bureau international d'éducation et les représentants de l'UNICEF pour la qualité du document et du film qui ont servi de base à l'atelier.

Le thème principal de discussion s'est articulé autour des trois questions relatives à la qualité de l'enseignement des jeunes, quel que soit leur sexe :

1. Comment dépasser le stade de l'accès à l'éducation ?
2. Comment assurer la présence en classe des élèves ?
3. Comment agir pour assurer un apprentissage de qualité ?

Je regrouperai les différentes interventions en deux catégories : celles qui concernent les politiques et celles qui portent sur les stratégies.

Parmi les ***politiques éducatives*** de nature à favoriser la parité, on a mis en évidence :

1. L'élaboration d'un cadre propice à une "culture de l'égalité", autrement dit un cadre ou un système politique qui suscite un ferme engagement de la part des pouvoirs publics en faveur des objectifs d'équité.
2. L'élaboration de politiques gouvernementales qui garantissent la protection et la défense des droits de l'homme.
3. Le renforcement des capacités et la formation du personnel enseignant dans des domaines en rapport avec les droits de l'homme, les questions d'égalité entre les sexes et, en règle générale, la vulnérabilité des sociétés.
4. La recherche constante d'une coopération aux échelons local, national et international sous la forme d'allocation de ressources et d'échanges de données d'expérience et de bonnes pratiques.
5. La nécessité de mettre l'accent sur la promotion des droits fondamentaux des femmes.
6. L'approche intersectorielle lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques.
7. La mise en place d'une politique publique de lutte contre la pauvreté, principale menace pour le système éducatif.
8. La suppression des coûts associés à l'éducation.

Pour obtenir une éducation de qualité, le groupe a notamment identifié les *stratégies* suivantes :

1. Élaborer des stratégies visant à réduire la pauvreté et les inégalités économiques et sociales. Dans les situations de grande pauvreté, les infrastructures minimales requises pour assurer un enseignement font défaut.
2. Déterminer les causes qui poussent les jeunes à désertir l'école. Plusieurs assistants ont estimé que la pauvreté et les traditions culturelles étaient les principales causes d'abandon scolaire, surtout dans l'enseignement secondaire.
3. Associer les médias à la lutte contre les stéréotypes, à l'amélioration de l'image de la femme et au rôle qui doit être le sien dans la société.
4. Mettre au point des stratégies culturellement pertinentes pour résoudre les problèmes d'égalité entre les sexes, aussi bien pour les filles que pour les garçons.
5. Étudier les conditions dans lesquelles le multilinguisme pourrait s'exprimer, tout en respectant les différences et la diversité culturelle.
6. Définir des stratégies éducatives spécifiques pour les élèves des zones urbaines et ceux des zones rurales.
7. Définir des stratégies spécifiques pour les communautés vulnérables confrontées à des problèmes tels que le VIH/sida et d'autres pandémies qui touchent la structure même de leurs sociétés.
8. Repérer les obstacles à l'application des politiques éducatives et des lois.
9. Sensibiliser les sociétés à la nécessité d'accepter la naissance des filles et à l'importance de l'éducation. Celle-ci permet à la femme d'être une bonne mère, une bonne épouse et un membre à part entière de la société.
10. Mener à bien des stratégies qui visent à améliorer la qualité de l'éducation. Parmi les aspects qui ont été retenus, il convient de mentionner :
 - les aspects psychosociaux ;
 - la fin des stéréotypes ;
 - l'élaboration de matériels qui sensibilisent aux questions d'égalité entre les sexes ;
 - le renforcement des capacités des enseignants ;
 - l'introduction dans les programmes scolaires de thèmes tels que la tolérance et le respect de la diversité ;
 - l'utilisation des technologies de l'information dans l'éducation.
11. Profiter de l'élan donné par la proclamation de 2005 "Année des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'élimination des inégalités entre les sexes dans l'éducation" pour mener une action collective qui mette véritablement en pratique, par des activités concrètes, les politiques éducatives.

Je vous remercie.

ATELIER 1 B : Qualité de l'éducation et égalité des sexes

Rapporteur : M. Simon A. Clarke (Jamaïque)

Assistante : Mme Sonia Bahri (ED/STV/GSE)

La séance a commencé par un film qui raconte l'histoire d'une jeune fille ougandaise ramenée à l'école avec l'aide du Mouvement pour l'éducation des filles (MEF) de l'UNICEF ; ce film a été présenté par le Forum des éducatrices africaines (FAWE).

Modératrice : Mme Thérèse NDONG JATTA (DIR/ED/BAS)

Assistante : Mme Isabel Byron (Bureau international d'éducation)

Intervenants et membres du panel :

- M. Andrew Thompson, ministre de l'enseignement du Saskatchewan, Canada ;
- Mme Namirembe Geraldine Bitamayire, ministre de l'éducation et de la jeunesse, Ouganda ;
- M. Ernesto Schiefelbein, Chili, lauréat de la médaille Comenius ;
- Mme Golnar Mehran, expert, Iran.

Les exposés présentés par les intervenants sont résumés ci-après :

1. Le Canada possède un système éducatif décentralisé. Chaque juridiction provinciale est autonome et responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique éducative. Les indicateurs de réussite montrent que les filles devancent les garçons. Au Canada, l'égalité des sexes est inscrite dans la loi et l'accès à l'éducation est garanti à tous sans distinction d'âge, de sexe, de religion, de race ou d'aptitude.
2. La qualité de l'éducation est une notion dynamique qui doit être adaptée aux réalités sociales, économiques, culturelles et politiques du moment. Avec la participation de la communauté, et en particulier des filles, le défi de la qualité peut être relevé.
3. Pour les sociétés traditionnelles des pays en développement, éducation de qualité signifie accès à l'enseignement et aux activités qui s'y rapportent. Dans les sociétés modernes, on privilégie les résultats de l'éducation, stratégie censée préparer les élèves aux exigences et aux perspectives de la mondialisation.
4. L'éducation de qualité ne peut pas exister en dehors de tout contexte. Les diversités sociales, économiques, politiques, culturelles, historiques et géographiques au sein de chaque nation et entre elles constituent des facteurs de qualité essentiels dans toute société.
5. Les rôles stéréotypés des filles et des garçons déterminent de façon décisive le niveau d'accès de chacun à l'éducation. L'action des pouvoirs publics devrait donc consister à aborder la question de la qualité et de l'égalité en tenant compte du niveau d'éducation du pays et de l'ampleur des réticences culturelles à admettre la parité hommes-femmes. D'un point de vue culturel, il faudrait veiller à ne pas remettre en cause les règles.
6. La difficulté consiste à assurer une éducation de qualité tant aux hommes qu'aux femmes en mettant en place des mécanismes nationaux et internationaux qui allient les conceptions traditionnelles avec des modèles de qualité modernes et internationalement reconnus sans remettre en cause les règles et traditions sociales.

7. L'éducation de qualité soucieuse d'équité entre les sexes ne doit pas seulement viser l'acquisition de connaissances et de compétences. Elle doit aussi permettre aux hommes et aux femmes de s'autonomiser afin d'acquérir les aptitudes nécessaires pour vivre ensemble en harmonie et en paix, dans un climat respectueux des droits de l'homme.
8. La qualité passe par une planification stratégique qui tienne compte des spécificités de chaque sexe et des ressources disponibles.
9. Des études montrent qu'en Amérique latine, toutes les filles sont scolarisées au niveau de l'éducation de base, mais que six ans plus tard, la moitié d'entre elles n'ont pas atteint un niveau de lecture et de compréhension acceptable. On n'a guère conscience du problème car les médias et l'opinion publique ne lisent pas ces études. On attribue ces mauvais résultats au manque de compétence des nouveaux diplômés des instituts de formation des maîtres et au fait que les meilleurs enseignants sont généralement affectés dans les classes supérieures.
10. Nommer les meilleurs professeurs dans les plus petites sections serait une mesure déterminante.
11. L'égalité entre les sexes est un indicateur de la qualité de l'éducation. Qualité et égalité entre les sexes sont indissociablement liées.
12. L'éducation est incomplète si elle s'attache exclusivement au contenu. Le processus éducatif est lui aussi très important. Il devrait inclure l'apprentissage de l'estime de soi, de la confiance en soi et d'autres caractéristiques personnelles qui demeureront bien après que l'élève ait oublié les contenus. Il faut trouver un équilibre entre le cognitif et l'affectif.
13. Une éducation de qualité favorise l'autonomie tant dans la sphère privée que dans la sphère publique et elle devrait être dès les premières années soucieuse d'égalité entre les sexes.

Après les exposés des membres du panel, des interventions de 14 pays et 3 ONG ont fait suite à un débat fructueux. En outre, trois étudiants respectivement des Pays-Bas, de Norvège et de l'Ouganda ont pris la parole.

Les points soulevés au cours du débat général sont résumés ci-après :

1. Il n'y a pas d'éducation de qualité et d'égalité entre les sexes sans volonté politique. Un certain nombre de pays ont pris des dispositions constitutionnelles et légales, et ont élaboré des politiques qui garantissent l'intégration sociale de ceux qui étaient auparavant exclus et démunis. Certains pays s'efforcent d'abolir la ségrégation en vertu de laquelle filles et garçons effectuent leur scolarité dans des écoles différentes. On introduit progressivement la mixité dans le cadre de l'enseignement gratuit et obligatoire. On s'efforce également de mettre un terme à la discrimination dans le choix des disciplines professionnelles. Dans un pays, l'économie domestique est enseignée aussi bien aux filles qu'aux garçons. L'égalité à l'école conduit à l'égalité dans la société au sens large.
2. Il y a 400 ans, Comenius préconisait déjà l'égalité d'accès à l'éducation pour les filles et les garçons. Aujourd'hui, nous en sommes encore à débattre de la question.

Bien que des efforts soient faits pour éradiquer la discrimination à l'égard des femmes, certains pays sont tenus par des facteurs sociaux, économiques et politiques sur lesquels ils n'ont guère de prise. L'arrivée massive dans un pays de réfugiés fuyant les hostilités dans des États voisins, met à rude épreuve le système éducatif. Dans une telle situation, 52 % des élèves sont des filles. Il est alors nécessaire qu'une aide extérieure soit fournie d'urgence pour former un plus grand nombre d'enseignants et offrir des moyens et matériels éducatifs supplémentaires.

3. La façon dont les parents perçoivent l'éducation de leurs enfants et y participent est un aspect important de l'égalité entre les sexes. En instituant la scolarité gratuite et obligatoire, la loi a fait porter la responsabilité de l'assiduité scolaire aux parents, ce qui a eu pour effet d'améliorer sensiblement l'accès à l'éducation et la fréquentation scolaire.
4. L'autonomie s'acquiert aussi en dehors de l'école et, à cet égard, les activités sportives, théâtrales et culturelles ont un rôle à jouer.
5. Il faut plus résolument plaider la cause de l'égalité entre les sexes si l'on veut atteindre cet objectif le plus vite possible.
6. La présentation des programmes éducatifs est aussi un élément important. Non seulement les filles et les garçons n'apprennent pas de la même façon mais ils apprennent pour des raisons différentes. La pertinence est donc à prendre en compte. Il faut contrôler et s'assurer que les résultats prévus sont atteints et il importe de demander aux jeunes leur avis, en particulier sur des questions qui concernent leur bien-être.
7. L'égalité entre les sexes est une question délicate. Au lieu de se polariser sur les filles, il faut adopter une approche plus globale de la question et en particulier prendre en considération les besoins tant des filles que des garçons. La pauvreté, le VIH/sida et les obstacles culturels sont souvent responsables de l'exclusion des filles. L'éducation non formelle et l'enseignement mutuel peuvent être un bon moyen de s'adresser aux filles.
8. Le rôle des enseignants est capital. Il faut s'assurer les services des enseignants qui représentent le mieux tout l'éventail culturel de la société d'où les enfants sont issus. Le système éducatif doit être centré sur l'enfant. Même si dans bien des cas leurs droits sont garantis par la loi, la majeure partie des enfants ne sont pas en mesure de les faire respecter. Il faut donc les leur enseigner et leur donner les moyens de défendre leur cause.
9. Il n'appartient pas au seul Ministère de l'éducation d'assumer la responsabilité d'une éducation de qualité et de l'égalité entre les sexes. Tous les secteurs de l'administration et l'ensemble de la société doivent être associés à cette tâche. En conclusion, il faut abandonner les stéréotypes sexistes et le modèle masculin en présentant des programmes éducatifs équilibrés, également adaptés aux besoins des filles et des garçons. Il faut s'attacher davantage à la mise en œuvre en ayant toujours à l'esprit que l'élève doit être au centre du dispositif.

Résumé

Principales questions étudiées et principaux messages à adresser en plénière :

- (1) La pauvreté, le VIH/sida et les obstacles culturels sont responsables de l'exclusion des filles ou de leur abandon scolaire. La pertinence du contenu des programmes de

l'enseignement secondaire a également été considérée comme un aspect important par un jeune participant de l'Ouganda.

- (2) L'éducation aussi bien des filles que des garçons doit avoir pour objectif l'"autonomisation" (autonomie).
- (3) ***La question des enseignants***
 - (a) Enseignants de qualité
 - (b) Un nombre croissant d'enseignantes pourrait aider les élèves filles à adopter une attitude positive à l'égard des études et des perspectives de carrière.
 - (c) Dans certains pays, l'existence d'un trop grand nombre d'enseignantes peut poser un problème pour les garçons.
- (4) ***Les stratégies en faveur de l'éducation des filles*** doivent être ciblées en raison de la diversité des contextes culturels, sociaux, économiques, etc.
- (5) ***Il faut développer les recherches*** pour mieux comprendre les raisons qui empêchent les filles d'accéder à l'éducation. Il faut par exemple savoir pourquoi les femmes sont sous-représentées dans le domaine de la recherche.
- (6) Dans l'enseignement supérieur : les résultats des recherches contribueront à l'adoption de politiques.
- (7) L'éducation non formelle et l'enseignement mutuel pourraient être un bon moyen de s'adresser aux filles.
- (8) Il y a parfois un écart entre les politiques relatives à l'éducation des filles et la pratique.

ATELIER 2 A : Qualité de l'éducation et inclusion sociale

Rapporteur : M. Miquel Martinez (Espagne)

Assistante : Mme Maria-Dulce Borges-de Almeida (UNESCO)

Le modérateur de l'atelier 2 A, M. Reyes Silvestre Tamez Guerra, secrétaire d'Etat à l'enseignement public (Mexique), était assisté de M. Massimo Amadio, du BIE.

Membres invités du panel :

- Mme Maria Adriana Hornkohl, vice-ministre de l'éducation, Chili
- M. Pierre Kita, République démocratique du Congo
- M. Russel Bishop, Nouvelle-Zélande
- M. Ahmed Medhoun, Belgique

Observations

1. La notion d'exclusion

1.1 Deux risques d'exclusion ont été exposés : premièrement, le manque de compétences nécessaires pour réussir dans la vie professionnelle et sociale ; deuxièmement, un risque plus "instrumental", dû au manque de maîtrise des savoirs essentiels pour comprendre la complexité du monde qui nous entoure et faire l'apprentissage de l'autonomie mais aussi de la socialisation et de la responsabilité individuelle et collective. On a souligné à cet égard le risque potentiellement élevé d'exclusion que comportent les technologies de l'information et de la communication du fait qu'elles provoquent une véritable fracture numérique à l'intérieur des nations et entre elles.

1.2 On a évoqué la nécessité d'aborder les risques d'exclusion dans une perspective globale qui suppose une approche spécifique et commune de la pauvreté, de la nutrition, de la santé et de l'éducation.

1.3 Comme indiqué dans le document de base de l'atelier rédigé par l'Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI), l'accent a été mis sur le développement de la notion d'exclusion et l'étude de la vulnérabilité sociale considérée comme un facteur décisif d'exclusion qui peut toucher n'importe quel secteur de la population et qui lie la prévention de l'exclusion sociale à l'acquisition par l'individu de compétences dans les domaines cognitif, culturel, affectif et éthique.

1.4 On a mis en évidence la nécessité urgente de développer, à travers l'éducation et notamment l'école, la confiance en soi parmi les individus des populations les plus vulnérables et, plus spécifiquement, parmi la population immigrée ou appartenant à des cultures et des communautés dont parfois l'identité ne peut pas s'affirmer.

1.5 On a évoqué le droit à l'apprentissage de la langue maternelle, l'importance de cet apprentissage et de la diversité linguistique, et la disparition des préjugés linguistiques pour une éducation au service d'une cohésion et d'une inclusion sociales plus fortes.

2. L'école et les autres acteurs de l'éducation

2.1 Les participants ont souligné la contradiction entre les valeurs inculquées par l'école et celles que la société propose, en particulier à travers les médias. L'école n'est pas le seul acteur de

l'éducation aux valeurs et n'est pas le seul facteur d'inclusion sociale. La société, la famille et les médias sont les acteurs de l'apprentissage éthique mais aussi de l'apprentissage de valeurs négatives. **Il faut associer les médias et leurs producteurs pour les encourager à s'autodiscipliner mais aussi pour leur imposer des règles en fonction de la formation aux valeurs qu'il est nécessaire d'assurer pour construire une citoyenneté intégratrice, fondée sur la responsabilité, l'équité et la dignité humaine.**

2.2 Les participants ont examiné la nécessité de promouvoir des politiques publiques relatives à la petite enfance et à la famille qui créent les conditions appropriées pour que dès le départ, la scolarisation s'effectue avec la plus grande équité. Ils se sont interrogés sur l'opportunité d'une action pédagogique en direction des parents, en particulier du point de vue moral et civique, et sur celle de diffuser l'expérience acquise par les écoles des parents dans ce domaine.

2.3 Différentes expériences et bonnes pratiques pouvant éventuellement se substituer au modèle classique d'enseignement secondaire ont été présentées, le but étant d'éviter l'abandon scolaire, de garantir l'accès à l'éducation à ceux qui n'ont jamais été scolarisés, d'offrir une deuxième chance, d'assurer la scolarisation des filles dans les zones où leur contribution à la production et au soutien de la famille est nécessaire et d'offrir une éducation aux populations nomades ; on a insisté sur la nécessité de recréer les modèles éducatifs en fonction du contexte et des conditions de vie des enfants et des jeunes.

2.4 La participation des jeunes à la prise des décisions et leur implication dans des projets communs ainsi que dans la résolution des problèmes de la communauté ont été mises en évidence comme étant un moyen de les former aux valeurs qui sont celles d'une citoyenneté tolérante, solidaire et responsable, et celles de l'inclusion sociale.

3. Le financement

On a souligné de diverses façons que le problème central, dans la majorité des pays confrontés à l'exclusion sociale, était entre autres celui du financement. Les budgets des ministères de l'éducation ne sont en aucun cas suffisants pour résoudre les difficultés. Les problèmes de couverture universelle demeurent. Les sommes importantes qui sont investies sont loin de correspondre aux besoins. Il faut prendre des mesures positives et créer des alliances qui permettent d'aborder le problème dans chaque pays en toute équité.

4. Le corps enseignant

On n'a cessé de souligner qu'il fallait revoir les contenus et les modèles de formation des enseignants, qu'il s'agisse de formation initiale ou de formation continue en cours d'emploi. Les participants ont estimé qu'il convenait d'offrir aux enseignants des systèmes de soutien reposant sur des éléments concrets et des méthodes performantes qui favorisent l'amélioration de leur propre pratique, sans négliger de promouvoir la création d'espaces de réflexion sur leur activité en présence de tiers.

On a souligné la nécessité de développer la formation des enseignants dans les domaines de la morale et de l'éthique et dans la façon d'aborder leur tâche en fonction de la diversité des familles et des situations des élèves avec lesquels ils s'acquittent de leur mission pédagogique.

On a également insisté sur la nécessité d'améliorer la formation du corps enseignant à l'utilisation des TIC dans la dynamique de l'école et de l'apprentissage en classe.

5. Le modèle d'école

L'école, en particulier la dynamique de la classe, et son implication dans la société ont été considérées comme les éléments clés d'une éducation intégratrice et propice à l'inclusion sociale. Une plus grande autonomie de l'école qui permette une intégration plus profonde dans la société, et une prise en compte de chaque élève dans le respect et en fonction de ses besoins à l'intérieur d'un espace d'apprentissage hétérogène et pluriel sont des caractéristiques qui peuvent contribuer à éviter la vulnérabilité et l'exclusion sociale.

Le contexte institutionnel de l'école, les relations entre pairs et entre enseignants et élèves constituent un cadre d'apprentissage de valeurs, positives et négatives, que le professeur doit savoir gérer de façon appropriée pour orienter son enseignement vers un modèle d'école intégratrice.

Propositions formulées

- 1. Trouver des solutions économiquement viables pour connecter les écoles rurales ou isolées à l'Internet en procédant à des alliances internationales propres à réduire les coûts de connexion et en intégrant le plus grand nombre possible d'écoles, centres communautaires et services sociaux et sanitaires.**
- 2. Promouvoir une action coordonnée entre les entreprises de matériel et de logiciels pour mettre au point des technologies et des ressources éducatives peu coûteuses.**
- 3. Développer la recherche dans les situations de pauvreté ou de vulnérabilité généralisée afin que les nouveaux médias et leurs contenus constituent de véritables ressources pour une éducation intégratrice de qualité.**
- 4. Évoluer vers un modèle de système éducatif qui garantisse et favorise, par des actions positives, l'éducation publique, gratuite, intégratrice, laïque et garante de l'apprentissage des valeurs démocratiques et qui, parallèlement, obtienne de toutes les écoles qu'elles s'engagent dans des projets éducatifs ancrés dans la communauté et prouvent par le contenu de leur apprentissage, leurs pratiques et actions quotidiennes qu'elles sont véritablement intégratrices ; elles devront également éviter d'aborder des sujets porteurs d'exclusion et faire en sorte, dans leurs espaces d'apprentissage formel et informel, de former leurs élèves aux valeurs démocratiques qui favorisent l'inclusion sociale.**
- 5. Inclure dans les programmes scolaires des connaissances sur l'histoire et la réalité de l'immigration ainsi que sur les phénomènes et faits religieux afin d'apprendre à mieux vivre ensemble dans des sociétés multiculturelles et plurielles dans un esprit de non-différenciation, d'intégration et de dialogue.**
- 6. Revoir les contenus, méthodes et compétences que les éducateurs et maîtres de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire doivent acquérir pour pouvoir exercer efficacement leurs fonctions, qu'il s'agisse de l'enseignement scolaire classique, de l'enseignement pratique, des comportements éthiques et moraux ou du traitement de la diversité et de la prise en compte des caractéristiques de la population à laquelle ils s'adressent. Il faut créer un climat de nature à attirer vers la profession enseignante des jeunes mieux préparés à l'issue de leurs études secondaires.**

7. **Étudier les ressources que les pays consacrent au remboursement de la dette pour en affecter une partie à la constitution d'un fonds destiné à garantir le droit de chacun à l'éducation et en particulier à l'alphabétisation, à la nutrition, à la santé et à l'éducation primaire et secondaire.**

ATELIER 2 B : Qualité de l'éducation et inclusion sociale

Rapporteur : Mme Suzy Halimi (France)

Assistant rapporteur : M. Richard Halperin (UNESCO)

Après la projection d'un document vidéo particulièrement pertinent, réalisé par la Colombie, sur le thème: "Les jeunes constructeurs de paix", notre atelier s'est déroulé de 15 heures à 17 h 30 : 4 panélistes à la tribune, suivis des ministres et autres délégations - Une réflexion très riche, aux multiples facettes.

Modérateur : Mme Mary Joy Pigozzi, DIR/ED/PEQ (UNESCO)

Assistant modérateur : M. Sobhi Tawil (BIE)

Intervenants principaux dans le panel :

- S. E. M. Juris Radzevics, Ministre de l'éducation et de la science (Lettonie)
- M. Alejandro Tiana Ferrer, Secrétaire général de l'Education et de la Science (Espagne)
- M. Francisco Piñon, Secrétaire général de l'Organisation des Etats ibéro-américains
- M. Mongi Bousnina, Directeur général de l'ALECSO

Il ne me sera pas possible de rendre justice à tous les intervenants dans les 10 minutes allouées à ce rapport. Du moins, vais-je essayer de dégager des idées fortes, plusieurs fois exprimées, en essayant de les organiser selon trois grands axes :

- Pourquoi avons-nous ce débat aux sources du problème ?
- Comment l'éducation peut-elle promouvoir la cohésion sociale ?
- Quelle éducation? Qu'est-ce que l'éducation de qualité au service de la cohésion sociale ?

A. Aux sources du problème = pourquoi ce débat

1. La mondialisation : Source de richesse, de coopération, mais aussi de compétition internationale.
2. La compétition économique est source de ségrégation sociale : ceux qui profitent du progrès et ceux qui restent en bordure du chemin.
3. Les lignes de fracture sociale s'accroissent aussi bien à l'intérieur des pays qu'au niveau international. La fracture numérique n'est qu'un exemple récent, symptomatique de notre époque.
4. L'extrême pauvreté n'est pas éradiquée. Les pauvres, les enfants non scolarisés, les enfants soldats... autant d'exclus, de marginaux.
5. Cette marginalisation, cette exclusion est source de violence, d'insécurité : une menace pour nos sociétés.
6. Déphasage des apprenants dans leur environnement, car conflit entre les messages de l'école et ceux des médias, d'où perte de repères, la remise en cause des valeurs. L'alter-mondialisme est un aspect de cette remise en cause.

À des degrés divers, ces problèmes se retrouvent dans tous les pays, ils sont au cœur des préoccupations des ministres, d'où le désir d'échanger les expériences, d'apprendre les uns des autres.

A tous, il apparaît que la mission fondamentale de l'éducation est de restaurer la cohésion sociale - Comment ?

B. Comment l'éducation peut-elle œuvrer à une "inclusion sereine" ?

A Lisbonne, en 2000, les ministres de l'UE ont déclaré l'éducation "garante de la cohésion sociale" : car elle forme les jeunes gens et les jeunes filles qui feront le monde de demain.

1. Accroître l'égalité des chances en ouvrant l'accès au savoir à un nombre croissant de jeunes et de moins jeunes
 - Jomtien, puis Dakar fixent à l'horizon 2015 l'objectif d'une éducation de base pour tous.
 - La plupart des ministres qui se sont exprimés ont placé la barre plus haut : besoin d'étendre au plus grand nombre les bienfaits de l'enseignement secondaire aussi.
 - Éducation tout au long de la vie. L'éducation est une continuité, chaque individu a le droit de se former à l'âge adulte. Chacun doit avoir une seconde chance.
 - La validation des acquis de l'éducation informelle permet aussi à des adultes formés à l'école de la vie de rejoindre les rangs des élèves de l'éducation formelle.
2. Se préoccuper des populations les plus fragiles

Handicapés, enfants des populations nomades, minorités culturelles et sociales, des filles encore dans beaucoup de pays, surtout en milieu rural, réfugiés, populations déplacées, et les gitans. Plusieurs témoignages ont été apportés sur les efforts faits ici et là pour les scolariser, ne pas les laisser en marge, exclus.
3. Apprendre aux jeunes à *vivre ensemble*
 - A rechercher l'autre dans sa diversité.
 - Le dialogue est important mais ne suffit pas = on a parlé de l'interaction des cultures, d'une dialectique de va-et-vient entre inclusion interne et externe.
 - Former les citoyens de demain "Nul ne peut construire son univers sans les autres"
4. "Prise en charge de proximité" - L'éducation toute seule ne pourra rien. Une éducation pour la cohésion sociale repose sur une étroite coopération politique (les ministres) culturelle (les responsables religieux) et de la société civile.

Ce maillage de partenariats est souhaité au niveau national entre les établissements scolaires d'une région, d'un pays, et au niveau international (Ecoles associées).
5. Proposition de création d'un fond international encouragé par l'UNESCO pour venir en aide aux enfants et aux pays les plus pauvres.

C. Quelle éducation pour atteindre ces objectifs ?

Besoin de définir ce qu'est une éducation de qualité au service de la cohésion sociale.

1. Les contenus/Les savoirs

Redéfinir les programmes académiques de l'éducation formelle ; alphabétisation ; un socle de connaissances permettant aux jeunes de s'insérer dans une vie professionnelle, ne pas oublier une éducation à l'environnement et au développement durable.

Aller au-delà de l'éducation de base - viser un secondaire de masse l'où il n'est pas encore d'enseignement atteint.

Former des citoyens,
Faire des jeunes les acteurs de leur propre avenir,
Les impliquer dans des projets collectifs,
Leur apprendre la participation, le rôle du dialogue.

2. Une pédagogie différenciée

Surtout parmi les populations fragiles, les taux d'abandon sont élevés, lutter contre l'échec.

Ici la notion *d'équité* remplace celle *d'égalité* car traiter tous les enfants de la même façon, dans le même moule, génère de nouvelles inégalités : il faut donner plus à ceux qui ont le moins. Cette discrimination positive permet l'inclusion des plus défavorisés. Pour eux la prise en charge traditionnelle ne suffit pas.

Donner les mêmes choses d'une pédagogie de qualité à l'enseignement public et de l'enseignement privé, surtout s'il est à but lucratif. La gratuité c'est bien, mais des classes avec 90 élèves ne permettent pas d'aider chacun à réussir.

Les parcours différenciés - pouvoir suivre les élèves chacun à son rythme, s'adapter aux parcours individuels une évaluation qui prenne compte des progrès accomplis, les efforts de chacun et pas seulement un résultat final.

* Faire de l'école un espace neutre où chacun peut s'épanouir dans le respect de son identité et de celle des autres, mais en évitant l'affichage des communautarismes et les replis identitaires

3. Des maîtres de qualité

Le rôle de l'enseignant = fondamental. Or beaucoup d'enseignants ne sont pas formés pour gérer les nouveaux défis du monde moderne.

Repenser leur formation au plus haut niveau de compétences (formation enseignement supérieur), organiser leur formation en continu car pour eux aussi enseigner = un apprentissage tout au long de la vie et tout ce qui vient d'être dit est aussi valable pour les chefs d'établissement (cf. atelier 4 sur l'enseignant)

En conclusion :

- Des défis, des dangers importants pour l'avenir de nos sociétés démocratiques
- Besoin de dynamisme, d'ouverture, d'idées nouvelles.
- Beaucoup reste encore à faire, à cause des pesanteurs du déterminisme social = les difficultés scolaires sont encore largement liées au contexte familial et social des apprenants.
- Mais la prise de conscience existe et c'est un message de confiance et d'optimisme qui s'est dégagé de cet atelier où il a été dit que nous sommes "sur le chemin de l'espoir".

ATELIER 3 A: Qualité de l'éducation et compétences pour la vie

Rapporteur : Mme Lubov Draganova (Bulgarie)

Assistant rapporteur : Mme Dakmara Georgescu (BIE)

Introduction

L'Atelier 3 A sur le thème "Qualité de l'éducation et compétences pour la vie" a été modéré par M. Wataru Iwamoto, Directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel de l'UNESCO, qui a été assisté par Mme Sonia Bahri, également de l'UNESCO.

Les principaux intervenants étaient S. E. M. Osman Farruk, ministre de l'éducation du Bangladesh, S. E. M. John Mutorwa, ministre de l'éducation de base, du sport et de la culture de Namibie, le professeur Radu-Mircea Damian, secrétaire d'Etat à l'éducation de la Roumanie et le professeur Fernando José de Almeida de l'Université de Sao Paulo.

Grâce à notre habile modérateur M. Iwamoto, les débats dans cet atelier ont été interactifs à l'image de ce que nous éducateurs voulons voir au sein de l'école et de la communauté.

Plus de 30 interventions ont été faites par des Ministres, des Secrétaires d'Etat, des Ambassadeurs, des professeurs et des experts de différentes régions du monde.

Nous avons regardé une vidéo qui présentait l'expérience de la Finlande dans l'éducation pour des compétences basée sur la participation, l'égalité des chances, la responsabilisation des élèves à gérer eux-mêmes les conflits par la discussion. L'expérience du mentor dans chaque classe, une sorte d'ombudsman, de médiateur pour résoudre les conflits. D'ailleurs tout le film a suscité un vif intérêt. Les réactions immédiates des intervenants étaient unanimes. Le modèle de la Finlande est une bonne pratique pour l'éducation participative et créative. Il fait bon vivre dans l'école finlandaise et les jeunes y vont avec plaisir. C'était la conclusion que beaucoup d'intervenants ont fait mais le film a soulevé aussi plusieurs questions :

- comment évaluer les compétences dans la pratique ?
- quelle est la méthodologie de travail en classe ?
- quand et à quel degré de l'enseignement commence et s'arrête cette pratique en Finlande. Il y manquait le côté "application" et le côté "évaluation". L'enseignant n'est-il pas moins visible dans le processus d'apprentissage pour la vie ?
- quel serait son rôle (de l'enseignant) ?
- est-ce que les programmes sont si souples qu'ils permettent de prendre telles quelles les propositions des élèves et les y inclure ?
- quelle est la formation nécessaire pour les enseignants pour qu'ils puissent répondre de manière adéquate aux exigences des jeunes et de la vie réelle ?

L'atelier a exprimé son vif souhait d'entendre les réponses de nos collègues de Finlande, ce qui enrichirait nos discussions aujourd'hui.

1. Quelques grands thèmes de réflexion ressortent de notre débat fructueux d'hier qui a mis en exergue des expériences très variées :

Nous n'avons pas la tâche de trouver une définition. La pertinence du contenu de l'éducation aux compétences pour la vie : et ce que cela entraîne = des changements nécessaires aux curricula traditionnels.

En vue des besoins et des valeurs des jeunes, l'équilibre entre l'éducation académique et pratique, le travail en équipe, l'apprentissage de la différence, la résolution non violente des conflits, la refonte des manuels est un grand thème.

2. L'interaction entre les différents acteurs sociaux : l'école, les communautés, les familles, les religions, les médias, les décideurs.
3. Le développement des ressources humaines et l'élaboration des programmes adéquats de formation initiale et continue des enseignants et du personnel éducatif pour qu'ils puissent gérer les situations de la vie réelle.
4. Former des compétences durables afin de pourvoir à la réussite de tout un chacun en adoptant les mesures nécessaires et en respectant les identités.
5. Évaluer et valider les compétences pour la vie en se basant sur des critères précis (à l'exemple de PISA).
6. Élaborer un système de mobilité horizontale pour prévenir la fracture sociale, la marginalisation des jeunes et l'échec scolaire.
7. Assurer des compétences génériques, former une pensée autonome, critique et créative chez les jeunes, leur apprendre à communiquer à vivre ensemble, à gérer des situations de crise dans des contextes spécifiques.
8. Promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique. Une approche beaucoup plus large que l'éducation civique. 2005, l'année européenne de la citoyenneté par l'éducation proclamée par le Conseil de l'Europe est une occasion de lancer un dialogue non seulement européen mais transrégional sur la diversité culturelle et linguistique, sur la compréhension interculturelle sur le comment peut-on être un bon citoyen au XXI^e siècle.
9. Préparer les jeunes pour le monde du travail/marché. En quoi la préparation "pour la vie" est fortement liée à la préparation pour le monde du travail (pas seulement pour le marché du travail). Cela veut dire que les jeunes ont à développer des compétences pour assurer la convergence entre les valeurs de la vie publique et professionnelle.
10. Ne pas "absolutiser" la qualité de l'éducation car elle n'est pas incompatible avec la quantité, c'est-à-dire d'assurer une éducation pour tous en formant des compétences de survie, une opération cruciale pour beaucoup de pays.
11. Former des compétences pour les techniques de l'information et de la communication.

En conclusion, quelques messages clés peuvent être formulés :

- Les compétences ne sont pas un but en soi mais l'idée c'est la promotion de la paix, de la solidarité, du respect de l'autre et de donner des chances égales aux jeunes de faire face aux défis et aux opportunités à une échelle globale.
- La qualité de l'éducation dans les différents contextes nationaux a de multiples dimensions. Il n'y a pas de solution unique, mais il y a des compétences génériques communes à tous comme l'a démontrée la méthode de Paulo Freire.
- Élargir et activer la coopération interne dans le but d'échanger des expériences fructueuses et trouver des moyens d'aider financièrement les efforts des pays en développement à

assurer une éducation de qualité et former des compétences pour la vie pour tous où qu'ils se trouvent.

- Promouvoir l'interaction entre le secteur privé et le secteur public pour assurer non seulement une qualité de l'éducation mais aussi une qualité de la vie.
- Diversifier les programmes pour prévenir l'échec scolaire, donner un maximum de possibilités et établir un lien étroit entre l'enseignement et l'économie pour ne pas exclure de la vie réelle ceux qui viennent de contextes différents.
- Étendre les engagements fermes des gouvernements pour une éducation à la démocratie. Une telle compétence est très importante pour l'élaboration des politiques en éducation dans tous les pays du monde et de définir les priorités et les directions d'action.

En conclusion je voudrais souligner que les débats dans l'Atelier 3 A étaient constructifs, avec un regard vers l'avenir de nos sociétés. Ils étaient empreints d'espoir sans défaitisme avec la pleine conscience de la priorité de l'éducation car l'école c'est la vie même et la formation pour la vie y commence. Et en même temps ne pas perdre dans la salle de classe l'approche réaliste et ne pas surcharger l'école d'attentes maximalistes.

ATELIER 3 B : L'éducation de qualité et les compétences pour la vie

Rapporteur : M. Sobhi TAWIL (BIE)

Cet atelier, consacré à la question importante et difficile de l'éducation de qualité et des compétences pour la vie, était animé par M. Ole BRISEID, délégué permanent adjoint de la Norvège auprès de l'UNESCO. Il était assisté dans ces fonctions de Mme Christine PANCHAUD (Bureau international d'éducation).

Dans son bref exposé liminaire, M. BRISEID a rappelé les raisons qui sont à l'origine du passage de méthodes fondées sur la connaissance et les savoir-faire aux méthodes fondées sur les compétences dans l'éducation et la formation des jeunes. À l'origine de ce changement, il y a la prise en compte d'aspects de plus en plus liés entre eux de l'évolution sociale où l'on voit si souvent la marque de la mondialisation, à savoir : le développement rapide des TIC, l'intensification des flux migratoires, la propagation spectaculaire de la pandémie du VIH/sida, les effets accrus et le changement de nature des conflits armés, la dégradation de l'environnement et l'aggravation des inégalités entre sociétés et au sein des sociétés.

M. BRISEID a proposé d'organiser le débat en regroupant les questions autour de trois grands thèmes : le contenu, la méthode et l'évaluation :

1. Quelles sont les compétences de base pour la vie ? Peut-on s'entendre sur un ensemble international de compétences de base génériques ?
2. Comment renforcer ces compétences ? Quelles méthodes d'enseignement supposent-elles ? Quel type de programme d'enseignement ? Quel profil d'enseignant est requis ? Les conceptions classiques de l'école offrent-elles un modèle pertinent ?

Et, enfin,

3. Comment évaluer ces compétences ? Quelles méthodes d'évaluation convient-il d'utiliser ?

L'enregistrement vidéo d'introduction, qui partait du modèle finlandais d'établissement scolaire polyvalent, a donné une première idée des réponses que l'on peut apporter aux deux premières questions. Le film montrait de façon très vivante les méthodes pédagogiques toujours plus fondées sur la participation et l'enquête qui sont utilisées, notamment l'enseignement en alternance, le mentorat, l'enseignement réciproque et la médiation pour apprendre à coopérer et à communiquer et acquérir des compétences en matière de protection de l'environnement, de conservation des ressources naturelles et de prévention des conflits entre personnes.

Ensuite sont brièvement intervenus trois participants :

1. La Ministre guatémaltèque de l'éducation, Mme Maria DEL CARMEN ACEÑA.
2. M. Amédée Joseph Alexis ODULAMI (Bénin).
3. M. Marc BRAY, président du Conseil mondial des associations d'éducation comparée.

Ces trois intervenants ont apporté des éclaircissements essentiels pour le débat ultérieur en soulignant l'importance du contexte local dans la définition du contenu et des méthodes d'acquisition des compétences pour la vie. Ils ont appelé l'attention des participants sur les limites, ainsi que sur les difficultés, des approches comparatistes lorsqu'on aborde des questions comme la qualité de l'éducation formelle, la définition et le choix des compétences ou les méthodes pour les développer et les évaluer.

1. Compétences de base pour la vie

Lors de la réunion, les efforts pour définir les compétences de base pour la vie ont été enrichissants, mais parfois aussi décevants. Le débat a porté sur les éléments génériques de l'éducation de base définis en termes de capacités de lecture, d'écriture et de calcul ainsi que de compétences fonctionnelles, renvoyant à tout un ensemble de savoir-faire notamment en matière de communication, de coopération, de négociation ainsi qu'aux compétences pour assurer la subsistance et entreprendre. La créativité et le "goût de la vie" ont été évoqués. Ont également été abordées les compétences permettant d'apprendre à apprendre, d'apprendre à envisager l'avenir, les compétences définies sous l'angle de la capacité à agir de façon autonome, à utiliser les techniques sur le monde interactif et à communiquer au sein de groupes hétérogènes. Enfin, plusieurs participants ont insisté sur l'importance des compétences liées à la dimension éthique de l'éducation et de la formation, sur le fait "d'apprendre à être".

Dans un premier temps, les efforts pour s'entendre sur un ensemble générique de compétences et pour essayer d'établir un répertoire de compétences ont fait ressortir trois problèmes essentiels :

- La **confusion conceptuelle** qui accompagne souvent les débats sur les compétences. Le répertoire de "compétences pour la vie" que nous avons essayé d'établir était en fait une énumération de savoir-faire, de capacités, de valeurs, d'attitudes en même temps que de compétences. Il convient de distinguer (i) les valeurs qui orientent les attitudes et comportements, (ii) les savoir-faire pratiques qui concernent des applications techniques, (iii) le concept plus large de compétences. En fin de compte, les compétences ont été définies comme capacité à mobiliser des connaissances et savoir-faire spécifiques dans une situation donnée pour résoudre un problème spécifique : au fond, c'est "savoir s'y prendre".
- L'**importance fondamentale des réalités locales**. Si les compétences se définissent en termes de résolution de problèmes dans des situations données, le contexte local est fondamental dans la définition de ces compétences. Plusieurs exemples ont été cités pour illustrer cette diversité des contextes. Pour ne retenir que ceux qui ont été présentés au sein du groupe, nous avons entendu évoquer les difficultés d'acquisition des capacités de lecture et d'écriture quand l'accès à l'école et la participation à la vie scolaire restent problématiques ou quand il y a pénurie de ressources de base telles que manuels scolaires et autres matériels de lecture. Il a également été question des difficultés que pose le développement des savoir-faire et compétences professionnels dans le modèle traditionnel d'enseignement secondaire général quand, selon les estimations, 95 % de la population active travaille dans le secteur parallèle de l'économie.
- Les **tensions** entre :
 - la situation locale et les réalités internationales,
 - la nécessité de définir des compétences contextuelles et le souci de mettre en place des normes internationales,
 - les compétences requises pour la cohésion et le développement national d'une part et la mondialisation d'autre part, et les difficultés que l'on rencontre pour trouver un équilibre entre les deux et s'y tenir.
- Cela étant, il est apparu important **de ne pas réinventer la roue**. Les travaux de la Commission Delors et les quatre piliers de l'éducation qu'elle a définis restent des guides utiles pour résoudre ces difficultés. De surcroît, il a été rappelé qu'il y avait de nombreux

exemples d'initiatives communautaires, de projets pilotes et de capacités locales susceptibles d'être mis à profit.

2. Développement des compétences de base

Le passage d'une méthode traditionnelle fondée sur le savoir à une méthode fondée sur les savoir-faire et, en fin de compte, sur une conception intégrée des compétences, correspond à un passage d'un modèle éducatif tourné vers le passé à un modèle orienté vers le présent et l'avenir. Cette orientation vers un présent instable et perpétuellement changeant et vers un avenir opaque et imprévisible implique plusieurs choses quant à la meilleure méthode de développement des compétences pour la vie. Si l'on insiste sur l'acquisition de compétences *pour la vie*, il est essentiel de souligner que :

- ***Le savoir est intégré dans la vie sociale.*** Certaines compétences doivent donc être acquises par le biais d'activités de production, dans le travail social, le volontariat, la participation communautaire et avec une pédagogie fondée sur des projets.
- ***L'éducation formelle a ses limites.*** Toutes les compétences ne peuvent s'acquérir à l'école. Il serait donc important d'insister sur le lien qui existe non seulement entre les possibilités éducatives formelles et non formelles mais aussi entre l'éducation formelle et les compétences qui peuvent s'acquérir dans un cadre pédagogique informel. Ne compter que sur l'éducation formelle pour enseigner les compétences pour la vie, c'est soumettre le système éducatif formel à des exigences irréalistes.
- ***De même, le programme d'enseignement ne peut tout faire.*** Par conséquent, les activités périscolaires revêtent une importance essentielle dans l'acquisition de certaines compétences.
- Pour développer les compétences des apprenants, il faut aussi envisager ***les compétences dont les enseignants ont besoin*** pour que les apprenants disposent d'un environnement et de possibilités appropriés. On a rappelé le rôle fondamental des enseignants et formateurs en tant que modèles d'identification. De même que les jeunes doivent être placés au cœur du processus d'apprentissage, les enseignants doivent être placés au cœur des préoccupations sociales.
- ***L'école est une organisation d'apprentissage.*** Les enseignants doivent être davantage intégrés en tant que partenaires de la gestion de l'école et de l'apprentissage. Étant des organisations d'apprentissage, les écoles doivent renforcer leurs capacités, être davantage conscientes de leurs forces et faiblesses comme environnements d'apprentissage. Lors de la formation des enseignants, il est essentiel de les sensibiliser à ces problèmes sociaux fondamentaux et de les leur faire bien comprendre pour qu'ils soient prêts à y faire face en classe.

3. Évaluation

- Si l'on définit la compétence comme capacité de mobiliser des savoir-faire, valeurs et connaissances appropriés, et si l'on considère que l'évaluation fait partie du processus pédagogique, l'évaluation du degré de développement des compétences doit se faire dans des situations de la vie réelle. Il s'ensuit que ***la communauté a un rôle à jouer dans l'évaluation de certaines compétences fonctionnelles.*** C'est particulièrement vrai des compétences sociales et civiques.

- La mobilité accrue qui caractérise le système universel dans lequel nous vivons exige néanmoins une forme d'homologation. Il s'ensuit donc une *tension* entre les systèmes de notation et le *besoin de validation* ainsi que le *processus d'évaluation formative* appliqué à des cas spécifiques.
- Si l'on admet que nombre de compétences peuvent s'acquérir dans des situations d'apprentissage informel, il faut se pencher sérieusement sur la question de *la reconnaissance et de l'homologation* des compétences acquises dans ces situations.
- Enfin, il faut *abandonner petit à petit la notion "d'échec"* scolaire. Pour ce faire, il faut élaborer dans chaque contexte de nouveaux descripteurs de niveau des compétences acquises plutôt que s'en tenir aux systèmes d'apprentissage traditionnels. Ces descripteurs doivent reposer sur des définitions de profils des apprenants lorsqu'ils passent d'un niveau de savoir à un autre ou d'un cycle d'apprentissage au monde du travail. Il y a là un champ de recherche très vaste.

ATELIER 4 A : Éducation de qualité et rôle clé des enseignants

Rapporteur : M. Du Yue (Chine)

Assistante : Mme Isabel Byron (BIE)

L'animateur de cet atelier a été M. Georges Haddad, directeur de la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO, assisté de M. Massimo Amadio, du BIE.

Les principaux intervenants ont été Mme Rosalie Kama-Niamayoua, ministre de l'éducation nationale de la République du Congo, M. Khaled Toukan, ministre de l'éducation de Jordanie, M. Elie Jouen, secrétaire général adjoint de l'Internationale de l'éducation, et M. Daniel Maximo Pinkasz, de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), en Argentine.

L'atelier a commencé par la projection d'un film vidéo produit conjointement par le Ministère de l'éducation de la Jordanie et le BIE, décrivant les efforts du Ministère en matière de formation et de perfectionnement professionnel des enseignants pour répondre aux besoins d'éducation du XXI^e siècle, en particulier dans le domaine des nouvelles technologies. Ce film a été très apprécié par les participants qui ont félicité le Gouvernement jordanien de ses efforts novateurs en matière de formation pédagogique. Comme l'ont indiqué ultérieurement les intervenants, la vidéo montrait à quel point il est important d'encourager les enseignants à rester des apprenants prêts à s'adapter aux nouvelles situations. Le film donnait une vision optimiste du nouveau rôle des enseignants, montrant que ceux-ci ne sont pas forcément opposés au changement si l'on prend le temps de leur donner la formation pertinente et de les convaincre des avantages du changement. La vidéo a mis en relief le fait que les enseignants sont les piliers de la réforme et montré l'intérêt et l'importance des nouvelles technologies pour l'éducation dans le monde d'aujourd'hui qui, si elles sont correctement utilisées, peuvent améliorer la qualité de l'éducation. Toutefois, il convient de reconnaître que l'introduction des nouvelles technologies dans l'enseignement est un changement culturel considérable et que des efforts sont nécessaires pour assurer le succès de cette innovation.

Exposés des principaux intervenants

Les principaux intervenants ont veillé à définir le concept de qualité avant d'étudier ses relations avec le rôle des enseignants. La qualité est considérée comme un terme complexe et ambigu et il a été jugé important d'en préciser la définition pour les besoins du débat. La qualité se juge en dernière analyse aux effets de l'éducation sur l'apprenant, et l'enseignant est peut-être l'acteur clé pour statuer sur les résultats de l'apprenant. La qualité ne se mesure pas étroitement en termes de résultats ou de travaux de l'apprenant mais en termes d'assimilation de ce qui a été enseigné, c'est-à-dire à la fois le contenu et le processus d'éducation qui déterminent largement ces résultats. La qualité fait donc partie intégrante de la conception et de l'élaboration du programme national d'enseignement et des valeurs et idées que celui-ci implique. La recherche de la qualité est une quête permanente et la façon dont elle est conceptualisée évolue avec le temps. La qualité devrait être un objectif pour tous les élèves, et pas seulement pour quelques privilégiés. Cet objectif ne peut être atteint qu'avec le concours de larges partenariats sociaux et grâce au dialogue. Les critères de qualité comprennent l'accès à l'école et aux infrastructures et contextes scolaires, le taux d'encadrement des élèves, les ressources didactiques, un temps d'apprentissage adéquat, l'adaptation du programme aux réalités et besoins sociaux actuels (VIH/sida, autres problèmes sanitaires, questions d'environnement, vie familiale, entre autres), la santé des élèves et l'environnement à la maison/en famille, les attitudes des parents, ainsi que les questions liées au recrutement des enseignants, à leur traitement, à leur formation initiale et aux possibilités de recyclage ultérieur.

La dialectique fondamentale entre la compétence des enseignants et le concept de qualité a été reconnue par tous les intervenants. Les situations dans le monde sont très diverses : certains pays

ont des effectifs énormes d'enseignants non formés et aucun système de formation adéquat, tandis que pour d'autres, ils disposent d'un corps enseignant professionnel et leurs préoccupations sont d'améliorer encore le professionnalisme de ces enseignants. Ainsi, les préoccupations et les priorités des pays varient beaucoup entre le Nord et le Sud. Néanmoins, le rôle primordial de l'enseignant dans la garantie d'une éducation de qualité est universellement reconnu. On a insisté sur la nécessité de revaloriser le rôle des enseignants dans la société. La formation des maîtres, les conditions d'enseignement et la motivation des enseignants ont donc été mises en évidence comme éléments clés de la qualité de l'enseignement. L'argument en faveur d'une formation des maîtres pertinente et adéquate et d'un perfectionnement professionnel a été souligné par un appel visant à ce que l'enseignement soit reconnu comme une profession à part entière qui mérite des investissements suffisants de la part des gouvernements et des donateurs. À l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. La formation des maîtres doit faire partie intégrante des stratégies de planification de l'éducation. Les démarches novatrices en matière de formation des maîtres doivent être mises en commun. Dans les pays en développement qui luttent pour rembourser leurs dettes, les enseignants continuent à avoir le droit d'être formés et il faut trouver des mesures inédites pour sortir de ce dilemme.

Les conditions de travail des enseignants ont un effet direct sur leur motivation et, en fin de compte, sur leurs résultats. Des salaires très bas et de mauvaises conditions de travail, ainsi que la violence à l'école, risquent de compromettre les résultats du travail des enseignants.

L'évolution du rôle de l'enseignant a été soulignée et mise en rapport direct avec l'importance d'une formation appropriée afin de tenir compte des réalités et besoins sociaux actuels. La formation doit aller bien au-delà de l'enseignement théorique. On demande aux enseignants d'être des animateurs, des médiateurs et des travailleurs sociaux. En tant que spécialistes, il faudrait leur accorder une certaine souplesse et une certaine liberté pour redéfinir leur rôle, d'où la nécessité de mettre au point des programmes moins rigides et plus novateurs, pour que les enseignants participent à la fois à l'élaboration des programmes et à la conception de leur propre formation. En outre, les enseignants doivent être encouragés à apprendre pour leur plaisir et leur développement personnel.

S'il est vrai qu'il faut disposer d'un système d'obligation redditionnelle pour les enseignants, il a été reconnu que tout système de ce genre doit prendre en compte les conditions réelles dans lesquelles travaillent les enseignants, qu'il s'agisse des conditions matérielles ou de la liberté professionnelle. Les enseignants ne peuvent être tenus pour responsables dans des situations où les pouvoirs publics n'agissent pas de manière responsable à leur égard.

Enfin, on a reconnu l'importance du rôle des associations et des syndicats d'enseignants qui contribuent à accroître le professionnalisme des enseignants et leur autonomisation.

Interventions des participants

Au total, 22 interventions ont permis une discussion riche et animée. Sept ministres ou chefs de délégation ont pris la parole ainsi que treize autres délégués, y compris une représentante étudiante de Norvège et deux organisations non gouvernementales. Ils ont repris de nombreux points développés par les principaux intervenants, et en ont ajouté d'autres. Leurs préoccupations essentielles étaient liées aux questions suivantes :

1. Reconnaissance de l'importance générale de la formation des enseignants qui contraste avec la réalité vécue dans la plupart des pays en développement où les possibilités de formation sont tout à fait inadéquates et se détériorent depuis une bonne dizaine d'années. Un certain nombre de pays africains ainsi que l'ONG l'Internationale de l'éducation ont dénoncé les politiques d'ajustement structurel actuelles qui exigent de

cesser, ou de réduire sévèrement, les activités de formation des maîtres, de limiter le recrutement des enseignants ou de recruter des enseignants bénévoles ou contractuels. Ces mesures entraînent une aggravation de la situation dans ces pays alors que, parallèlement, on demande d'améliorer à la fois l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement. Un appel vibrant a été lancé pour une démarche plus humaine et plus rationnelle de la part de la communauté éducative internationale, l'UNESCO étant félicitée pour sa démarche plus humaniste.

2. Modicité des salaires versés aux enseignants dans la plupart des pays en développement, d'où leur manque de motivation et la nécessité de chercher un emploi complémentaire. L'Afrique du Sud a mentionné le problème croissant dans les pays en développement du "débauchage des enseignants" par les pays développés, dans le cadre duquel des enseignants qualifiés sont attirés à l'étranger par l'offre d'un meilleur salaire et de conditions de travail plus attrayantes. Par contre, le Japon a fait état de ses efforts tout à fait louables visant à revaloriser la profession en offrant aux enseignants des salaires 5 % plus élevés que ceux des autres fonctionnaires et en leur donnant de bonnes possibilités de formation. La Palestine a toutefois déclaré que dans une enquête récente auprès de ses enseignants, ceux-ci ont indiqué que le respect et la liberté de leur profession étaient les facteurs les plus importants de leur motivation, et non leurs salaires.
3. Les mauvaises conditions matérielles dans lesquelles travaillent les enseignants dans de nombreux pays, y compris les effectifs pléthoriques, les classes à double flux et les classes à plusieurs niveaux, affectent aussi la motivation des enseignants.
4. L'évolution de la nature de l'éducation et de la société qui exige des enseignants qu'ils assument divers rôles nouveaux tels que chercheurs, guides et créateurs de motivation, formateurs pour les aptitudes utiles dans la vie courante et éducateurs sanitaires. Les enseignants doivent avoir des notions en matière de droits de l'homme et de responsabilité sociale et une formation en tant que praticiens de "l'apprendre à apprendre". Ils doivent servir de modèle sur le plan de la morale et des valeurs qu'ils transmettent à leurs élèves. Ils doivent apprendre à développer des relations démocratiques avec leurs élèves tout en exerçant leur autorité.

Néanmoins, de nombreux pays font des efforts louables face aux difficultés économiques pour améliorer la situation de leurs enseignants. Le Maroc, par exemple, a introduit une série de mesures visant à améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants y compris dans les domaines du logement et de l'assurance. Le Rwanda a créé des établissements de formation des maîtres pour l'enseignement primaire dans chaque province et s'efforce d'investir dans les nouvelles technologies.

Dans la formation, il faut savoir s'appuyer sur les enseignants expérimentés. Il a été convenu que l'évaluation des enseignants était essentielle, mais que cela ne devait pas prendre la forme d'une menace ou d'une punition mais plutôt d'un encouragement où l'on montre aux enseignants quels sont leurs points forts et au cours duquel ils peuvent examiner leurs points faibles.

Enfin, du point de vue de l'apprenant, la représentante étudiante de la Norvège a suggéré que, si l'on veut que les enseignants améliorent la qualité de leurs prestations, ils doivent considérer les élèves comme des personnes dont il faut constamment écouter et respecter les besoins. Cette étudiante a demandé davantage de coopération et de collaboration entre les enseignants, et aussi entre enseignants et élèves.

Compte tenu des difficultés existantes, il semble essentiel que les enseignants des écoles soient formés, mais il faut également reconnaître la valeur des éducateurs autres que les enseignants qui peuvent beaucoup contribuer à la qualité de l'éducation des enfants.

Le débat s'est achevé en reconnaissant que malgré leur importance vitale, les enseignants ne sont ni la réponse à tous les problèmes de l'éducation, ni leur cause.

ATELIER 4 B : Qualité de l'éducation et rôle clé des enseignants

Rapporteur : M. Jean-Jacques Randriafamantanantsoa (Madagascar)

Assistant rapporteur : Mme Maria-Dulce Borges-De Almeida (UNESCO)

Excellences, Mesdames et Messieurs,

- L'atelier **4 B** a été animé par M William Ratteree de l'OIT. Dans cette tâche de modérateur, il a été assisté par M. Richard Halperin de l'UNESCO.

Les quatre panélistes ont été :

- S. E. M. Moustapha Sourang, ministre de l'éducation nationale, Sénégal
 - Docteur Tara De Mel, secrétaire d'Etat, Ministère de l'Education, Sri Lanka
 - M. Guntars Catlaks, Internationale de l'éducation
 - M. Matthis Behrens, directeur de l'Institut romand de recherches et de documentation pédagogique (IRDP), Neuchâtel (Suisse)
- On a noté 16 interventions de ministres, de délégués et de représentants des ONG.
 - La séance a débuté par la vision d'un film vidéo intitulé "les enseignants en formation en apprenant à vivre ensemble". C'est un film de l'Institut national de l'éducation de Sri Lanka et l'Agence de coopération technique de L'Allemagne (GTZ). Il a pour but d'encourager la paix par le biais de l'éducation à travers des futurs enseignants en formation initiale.

Les points saillants de l'atelier sont les suivants :

Il existe une relation étroite entre la qualité de l'éducation et la qualité des enseignants. L'éducation doit travailler en partenariat pour qu'il ait un dialogue social entre gouvernement, autorités locales, écoles, enseignants et syndicats. Il faut aussi tenir compte des réalités sur le terrain dans toute planification de la réforme éducative.

La présentation des quatre panélistes et les débats avec les participants durant cet atelier sont regroupés selon les quatre sous- thèmes du document de travail.

Premièrement, "Enseigner : un métier exigeant et en constante évolution"

Les enseignants doivent avoir les compétences de base. Mais dans leur formation et l'exercice du métier, ils doivent s'ouvrir à d'autres domaines pour répondre à de nouveaux besoins tels que : l'éducation à la paix et à la solidarité (exemple de la vidéo), le VIH/sida, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la médiation des conflits sociaux, les questions de genre (*gender balance*), la diversité culturelle, les droits humains, la démocratie, les compétences pour la vie (*life skills*).

Deuxièmement, "Le recrutement d'enseignants de qualité"

Pour avoir des enseignants qualifiés, les gouvernements doivent faire un effort important de recrutement en augmentant les salaires et les mesures incitatives (*incentives*) surtout pour les enseignants affectés dans les zones rurales et défavorisées. Tout système de recrutement basé sur la formation courte et salaires moins élevés ("volontaires ou contractuels"), afin de faire face à la pénurie des enseignants, devrait prévoir une perspective de carrière dans la fonction publique.

Tout cela est bien important mais il faut un équilibre entre la capacité de faire en fonction des ressources nationales et la nécessité de faire.

Néanmoins, beaucoup de pays peuvent bien augmenter la part du budget consacrée à l'éducation en fonction des besoins (le Sénégal réserve 40 % de son budget à l'éducation et a encore l'intention de l'augmenter, à terme, à 50 %).

En plus des avantages matériels, la reconnaissance sociale du rôle irremplaçable de l'enseignant constitue un facteur de motivation qui permettrait au gouvernement de retenir des enseignants à la fois qualifiés et motivés. Par ailleurs, l'existence de plan de carrière peut être un élément moteur pour le recrutement et le maintien dans la profession.

Le départ de nombreux enseignants qualifiés par un recrutement poussé pour régler la pénurie dans les pays développés (*Teachers' Poaching*) constitue une perte énorme pour les pays qui les ont formés. (C'est la mondialisation et la règle du marché.) Cette pratique a fait l'objet d'un protocole préparé par le Commonwealth pour tenter de régler le recrutement au-delà des frontières.

Troisièmement : "La formation initiale et continue des enseignants"

Il est important d'avoir une formation initiale de base. Mais il faut mettre plus d'accent sur la formation continue tout en gardant un équilibre entre les deux. Le premier sous-thème "enseigner un métier exigeant et en constante évolution" nous montre que l'enseignant doit se former tout au long de la vie. De nouvelles compétences sont exigées par cette évolution d'où l'importance de la formation continue. Un des participants a cité : "nous n'apprenons pas pour l'école ; mais nous apprenons pour la vie".

A titre d'exemple, des participants ont soulevé les points suivants :

- la formation des enseignants à participer aux projets d'école et aussi à gérer les crises ;
- la formation permet de renforcer les capacités de travailler et développer ainsi la confiance chez les enseignants (formation à distance, utilisation des TIC) ;
- développer l'apprentissage de dialogue, de l'autonomie, de l'évaluation, de l'auto-évaluation à l'aide des outils et des indicateurs qui tiennent aussi compte du processus d'apprentissage dans tous ses aspects.

Quatrièmement : "Accompagner et soutenir les enseignants"

Concernant ce sous-thème, il y a lieu de :

- renforcer la capacité des enseignants à participer dans la gestion de l'école ;
- travailler afin de renforcer le respect et la confiance entre les acteurs de l'école (les directeurs, les enseignants, les élèves et les parents) ;
- développer et/ou augmenter la liberté professionnelle et l'autonomie des enseignants en équilibre et dans le cadre de la politique de l'éducation sur le plan national.

On a la conclusion évidente et sombre suivante. On n'atteindra pas une éducation de qualité lorsque ces quatre points ne sont pas tenus en compte par les responsables nationaux et locaux. Il faudrait renforcer le respect de la liberté professionnelle des enseignants, en tant qu'élément capital pour les responsabiliser et améliorer la qualité de leur travail.

Je vous remercie.

ANNEXE XVII

**Liste des intervenants dans les débats
List of principal speakers at the debates
Lista de participantes en los debates
Débat introductif/Introductory debate/Debate de introducción**

**Répondre aux besoins éducatifs des jeunes pour une mondialisation à visage humain/
Responding to the educational needs of the young to bring about globalization with
a human face/Responder a las necesidades de los jóvenes en materia de educación
para alcanzar una mundialización con cara humana**

Modérateur/Moderator/Moderador

- S. E. Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOUA
Ministre de l'Éducation nationale
République du CONGO

Assistant/Assistant/Asistente

- M. Firmin Edouard MATOKO
Directeur du Bureau de l'UNESCO à Bamako

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- Mrs Ruth KAGIA, Director of Education for Human Development Network, World Bank
- Mr. Francisco RAMIREZ, Professor of Education, University of Standford

Du fait de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, le Débat introductif a dû être raccourci. Ainsi, seul un ministre par groupe électoral aura la possibilité de s'exprimer durant ce débat.

Because of the celebration of the International Literacy Day, the Introductory debate had to be shortened. Consequently, only a minister by electoral group will have the possibility to express himself during this debate.

Debido a la celebración del Día Internacional de la Alfabetización, el Debate de Introducción a sido reducido. Por lo tanto, solamente un Ministro por Grupo electoral tendrá la posibilidad de expresarse durante este debate.

**INTERVENTIONS DES MINISTRES/MINISTER'S STATEMENTS/
INTERVENCIONES DE LOS MINISTROS**

Groupe électoral I/Electoral Group I/Grupo Electoral I :	LUXEMBOURG
Groupe électoral II/Electoral Group II/Grupo Electoral II :	BULGARIE
Groupe électoral III/Electoral Group III/Grupo Electoral III :	THAÏLANDE
Groupe électoral IV/Electoral Group IV/Grupo Electoral IV :	ARGENTINE
Groupe électoral V(a)/Electoral Group V(a)/Grupo Electoral V(a) :	ETHIOPIE
Groupe électoral V(b)/Electoral Group V(b)/Grupo Electoral V(b) :	QATAR

DÉBAT FINAL/FINAL DEBATE/DEBATE FINAL

**Promouvoir les partenariats pour le droit à une éducation de qualité pour tous les jeunes/
Promoting partnerships for the right to a quality education for all young people/
Promover las asociaciones en pro del derecho a una educación de calidad
para todos los jóvenes**

Animateur/Moderator/Moderador

- Hon. Mr Andrew THOMSON
Minister of Learning
Saskatchewan
CANADA

Assistant

- M. Firmin Edouard MATOKO
Directeur du Bureau de l'UNESCO à Bamako

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- Prof. Carlos Augusto ABICALIL,
Député au Parlement national
BRESIL
- Mrs Mary Hatwood FUTRELL
Former-President
Internationale de l'Education/Education International (EI/IE)
- Mrs Jana HUTTOVA
Director, Education Support Programme
Open Society Institute
- M. Bruno Masier
President
WORLD TRADE POINT FEDERATION
- M. Martin ITOUA
Président de la Fédération africaine des Parents d'élèves (FAPE)

ANNEXE XVIII

**Liste des intervenants dans les ateliers
List of principal speakers at the workshops
Lista de participantes en los talleres
ATELIER 1 A/WORKSHOP 1 A/TALLER 1 A**

**Qualité de l'éducation et égalité des sexes/
Quality Education and gender equality/
Calidad de la educación e igualdad de género**

Modérateur/Moderator/Moderador

- Ms Carol WATSON
Senior Adviser, Education Section,
UNICEF

Assistante modérateur/Moderator Assistant/Asistente Moderador

- Ms Lene BUCHERT
ED/BAS/PE

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- Mrs Mona Moutaman IMADIDDIN
Director General of Research and Development
Ministry of Education
JORDAN
- Sra Marta LAFUENTE
Vice-Ministra de Educación
PARAGUAY
- Mrs Salome ANYOTI
Forum for African Women Educationists
(FAWE) TANZANIA
- M. Chokri MEMNI
CREDIF
Tunis

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- Sra Maria Zulema VELEZ
COLOMBIE

Assistant rapporteur/Rapporteur assistant/Asistente Relator

- M. Luis Manuel TIBURCIO
UNESCO Guatemala

ATELIER 1 B/WORKSHOP 1 B/TALLER 1 B

Qualité de l'éducation et égalité des sexes/Quality Education and gender equality/ Calidad de la educación e igualdad de género

Modérateur/Moderator/Moderador

- Ms Therese NDONG JATTA
DIR/ED/BAS
UNESCO

Assistante modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- Ms Isabel BYRON
IBE-UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- Hon. Mr Andrew THOMSON
Minister of Learning
Saskatchewan
CANADA
- H.E. Mrs Namirembe Geraldine BITAMAZIRE
Minister of Education and Sports
UGANDA
- Sr. Ernesto SCHIEFELBEIN
CHILE
Lauréat COMENIUS
- Ms Golnar MEHRAN
Expert
IRAN

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- M. Simon CLARKE
JAMAÏQUE

Assistante rapporteur/Rapporteur assistant/Asistente Relator

- Mme Sonia BAHRI
UNESCO

ATELIER 2 A/WORKSHOP 2 A/TALLER 2 A

Qualité de l'éducation et inclusion sociale/Quality Education and social inclusion/ Calidad de la educación e inclusión social

Modérateur/Moderator/Moderador

- Dr. Reyes Silvestre TAMEZ GUERRA
Secretario de Educación Pública
MEXICO

Assistant modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- M. Massimo AMADIO
BIE-UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- Sra María Adriana HORNKOHL
Vice-Ministra de Educación
CHILE
- Prof. Pierre KITA
Historien
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
- Prof. Russel BISHOP
Programme Officer of the National
Commission of NEW-ZEALAND
- M. Ahmed MEDHOUNE
"Cellule Tutorat" de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique).
Lauréat COMENIUS

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- M. D. Miquel MARTINEZ MARTIN
ESPAGNE

Assistant rapporteur/Rapporteur Assistant/Asistente Relator

- Mme Maria-Dulce BORGES-DE ALMEIDA
UNESCO

ATELIER 2 B/WORKSHOP 2 B/TALLER 2 B

Qualité de l'éducation et inclusion sociale/Quality Education and social inclusion/ Calidad de la educación e inclusión social

Modérateur/Moderator/Moderador

- Mrs Mary Joy PIGOZZI
DIR/ED/PEQ
UNESCO

Assistant modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- M. Sohbi TAWIL
BIE-UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- H.E. Mr Juris RADZEVICS
Minister of Education and Science
LATVIA
- Sr Alejandro TIANA FERRER
Secretario General de Educación y Ciencia
ESPAÑA
- Sr Francisco PIÑON
Secretario general de la OEI
MADRID (España)
- M. Mongi BOUSNINA
Directeur Général de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
(ALECSO)
TUNISIE

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- Mme Suzy HALIMI
FRANCE

Assistant rapporteur/Assistant Rapporteur/Asistente Relator

- M. Richard HALPERIN
UNESCO

ATELIER 3 A/WORKSHOP 3 A/TALLER 3 A

**Qualité de l'éducation et compétences pour la vie/
Quality Education and competences for life/
Calidad de la educación y competencias para la vida**

Modérateur/Moderator/Moderador

- Mr Wataru IWAMOTO
DIR/ED/STV
UNESCO

Assistant modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- Mme Sonia BAHRI
ED/STV/GSE
UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- H.E. Mr Osman FARRUK
Minister for Education
BANGLADESH
- H.E. Mr John MUTORWA
Minister of Basic Education, Sports and Culture
NAMIBIA
- Prof. Dr. Radu-Mircea DAMIAN
Secrétaire d'Etat
ROUMANIE
- Prof. Fernando José DE ALMEIDA
Université de Sao Paulo
BRESIL

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- Mme Lubov DRAGANOVA
BULGARIE

Assistant rapporteur/Assistant Rapporteur/Asistente Relator

- Mme Dakmara Georgescu
BIE-UNESCO

ATELIER 3 B/WORKSHOP 3 B/TALLER 3 B

**Qualité de l'éducation et compétences pour la vie/
Quality Education and competences for life/
Calidad de la educación y competencias para la vida**

Modérateur/Moderator/Moderador

- Mr Ole BRISEID
Deputy Permanent Delegate by the UNESCO
NORWAY

Assistant modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- Mme Christine PANCHAUD
BIE-UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- S. Exc. Sra Ing. Maria DEL CARMEN ACEÑA
Ministra de Educación
GUATEMALA
- M. Amadée Joseph Alexis ODUNLAMI
BENIN
Lauréat COMENIUS
- M. Mark BRAY
Président du World Council of Comparative Education Societies (WCCES)
Hong Kong/RAS de Chine

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- M Sobhi TAWIL
BIE-UNESCO

ATELIER 4 A/WORKSHOP 4 A/TALLER 4 A

**Qualité de l'éducation et rôle clé des enseignants/
Quality Education and the Key Role of Teachers/
Calidad de la educación y papel clave de los docentes**

Modérateur/Moderator/Moderador

- M. Georges HADDAD
DIR/ED/HED
UNESCO

Assistant modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- M. Massimo AMADIO
BIE-UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- S. E. Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOUA
Ministre de l'Education nationale
République du CONGO
- H. E. Mr Khaled TOUKAN
Minister of Education
JORDANIE
- M. Elie JOUEN
Secrétaire général-adjoint
Education International/Internationale de l'Education
- Sr Daniel Maximo PINKASZ
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales
Buenos Aires
ARGENTINE

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- Mr Du YUE
CHINE

Assistant rapporteur/Asistant Rapporteur/Asistente Relator

- Ms Isabel BYRON
BIE-UNESCO

ATELIER 4 B/WORKSHOP 4 B/TALLER 4 B

**Qualité de l'éducation et rôle clé des enseignants/
Quality Education and the Key Role of Teachers/
Calidad de la educación y papel clave de los docentes**

Modérateur/Moderator/Moderador

- M. William RATTEREE
Senior Programme Officer
ILO/OIT

Assistant modérateur/Moderator assistant/Asistente Moderador

- M. Richard HALPERIN
UNESCO

Intervenants/Principal speakers/Participantes

- S. E. M. Moustapha SOURANG
Ministre de l'Education nationale
SENEGAL
- Mrs Dr. Tara DE MEL
Secretary Ministry of Education
SRI LANKA
- M. Guntars CATLAKS
Education International/Internationale de l'Education
- M. Matthis BEHRENS
Directeur de l'Institut romand de recherches et de documentation pédagogiques (IRDP)
Neuchâtel (SUISSE)

Rapporteur/Rapporteur/Relator

- M. Jean-Jacques RANDRIAFAMANTANANTSOA
MADAGASCAR

Assistant-Rapporteur/Asistant Rapporteur/Asistente Relator

- Mme Maria-Dulce BORGES-DE ALMEIDA
UNESCO

ANNEXE XIX

Liste des documents distribués pendant la session

Documents de travail

ED/BIE/CONFINTED 47/1	Ordre du jour provisoire
ED/BIE/CONFINTED 47/2	Projet d'organisation des travaux de la Conférence
ED/BIE/CONFINTED 47/3	Document de référence sur : "Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités"
ED/BIE/CONFINTED 47/4	Document d'aide au débat pour les quatre ateliers
ED/BIE/CONFINTED 47/5	Présentation générale de la 47e session de la CIE (numéro spécial d'innovation)
ED/BIE/CONFINTED 47/6 Prov	Projet de document final (disponible le 11 septembre, à 9 heures)

Documents d'information

ED/BIE/CONFINTED 47/Inf. 1	: Documentation complémentaire au document de référence
ED/BIE/CONFINTED 47/Inf. 2	: Projet de Règlement intérieur révisé de la CIE
ED/BIE/CONFINTED 47/Inf. 3	: Liste provisoire des participants

Les "Messages des ministres", un guide à l'usage des délégués, un questionnaire d'évaluation de la Conférence, ont été distribués aux participants. Par ailleurs, de nombreuses interventions de ministres ou de délégués ont été mises à disposition, à la demande de leur auteur.

Rapports nationaux présentés à la 47e session de la CIE

Un total de 126 rapports nationaux ont été fournis par les États membres suivants : Afghanistan ; Afrique du Sud ; Algérie ; Allemagne ; Angola ; Arabie saoudite ; Argentine ; Australie ; Autriche ; Azerbaïdjan ; Bahreïn ; Bangladesh ; Bélarus ; Belgique (Communauté flamande et Communauté française) ; Bénin ; Boutan ; Bosnie-Herzégovine ; Botswana ; Brésil ; Bulgarie ; Burkina Faso ; Cambodge ; Cameroun ; Canada ; Tchad ; Chili ; Chine ; Colombie ; Congo ; République démocratique du Congo ; Costa Rica ; Cuba ; Chypre ; République tchèque ; Danemark ; Équateur ; Égypte ; Estonie ; Éthiopie ; République fédérale de Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro) ; Finlande ; France ; Ghana ; Grèce ; Guatemala ; Guinée ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Inde ; Indonésie ; Iran ; Iraq ; Israël ; Italie ; Jamaïque ; Japon ; Jordanie ; Kazakhstan ; Kenya ; République populaire démocratique de Corée ; Koweït ; Lettonie ; Liban ; Lesotho ; Jamahiriya arabe libyenne ; Luxembourg ; ex-République yougoslave de Macédoine ; Madagascar ; Malaisie ; Malawi ; Mali ; Mauritanie ; Maurice ; Mexico ; Moldova ; Maroc ; Myanmar ; Namibie ; Népal ; Pays-Bas ; Nouvelle-Zélande ; Nicaragua ; Niger ; Nigéria ; Norvège ; Oman ; Pakistan ; Paraguay ; Pérou ; Portugal ; Qatar ; République centrafricaine ; République islamique d'Iran ; Roumanie ; Fédération de Russie ; Rwanda ; Sénégal ; Seychelles ; Sierra Leone ; Slovaquie ; Slovénie ; Espagne ; Sri Lanka ; Soudan ; Suriname ; Swaziland ; Suède ; Suisse ; République arabe syrienne ; République-Unie de Tanzanie ; Thaïlande ; Togo ; Trinité-et-Tobago ; Tunisie ; Turquie ; Ouganda ; Ukraine ; Émirats Arabes Unis ; Royaume-Uni ; États-Unis d'Amérique ; Ouzbékistan ; Venezuela ; Yémen ; Zimbabwe.

Autres documents préparés par le BIE en relation directe avec la Conférence

- (a) DONNÉES MONDIALES DE L'ÉDUCATION 2003 : 5e édition du CD-ROM contenant des données sur 160 systèmes éducatifs
- (b) PERSPECTIVES n° 130 : Numéro de la revue trimestrielle d'éducation comparée de l'UNESCO, sur le thème "Dialogue politique et éducation", en anglais, français et espagnol
- (c) CASSETTE VIDÉO des documents d'introduction à la Conférence et aux ateliers
- (d) BANQUE DE DONNÉES CURRICULAIRES MONDIALE POUR L'ÉDUCATION PRÉVENTIVE VIH/sida : CD-ROM, Version 1, 2004
- (e) APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE : bonnes pratiques à l'école : CD-ROM contenant une sélection de la banque de données RelatED

ANNEXE XX

Liste des participants/List of participants/Lista de los participantes

États membres/Member States/Estados Miembros

Afghanistan

Dr. Sharif FAYEZ
Minister of Higher Education
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Sayed Husain Ishraq HUSAINI
Deputy Minister of Education

H. E. Mr. Mohammad Zahir AZIZ
Ambassador and Permanent Delegate of
Afghanistan to UNESCO and ISESCO

**Afrique du Sud/South Africa/
Africa del Sur**

H. E. Mr. Mohamed Enver SURTY
Deputy Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Thamsanqa D. MSELEKU
Director General of Education

Mrs. Palesa Thembekile TYOBEKA
Deputy Director - General: Quality Promotion
& Development

Mr. Ghaleeb JEPPIE
Chief Director: International Relations

Mrs. Carol DELIWE
Director: Policy Support

Dr. Glaudine J. MTSHALI
Ambassador to the UN and WTO in Geneva

Ms. Fiola HOOSEN
Second Secretary, Permanent Mission of South
Africa to the UN

Algérie/Algeria/Argelia

M. Abdelkrim TEBOUNE
Conseiller du Ministre de l'éducation nationale
(Chef de délégation)

S. E. M. Mohamed Salah DEMBRI
Ambassadeur représentant permanent
de la délégation permanente de l'Algérie
auprès de l'UNESCO

M. Boualem SEDKI
Ministre plénipotentiaire, Mission permanente
de l'Algérie auprès des Nations Unies
à Genève

M. Baghdad LAKHDAR
Chargé d'études et de synthèses, Ministère
de l'éducation nationale

M. Makhlouf BOUMAARAF
Chargé d'études et de synthèses, Ministère
de l'éducation nationale

Mr. Boumediene MAHI
Secrétaire diplomatique Mission permanente
de l'Algérie auprès des Nations Unies
à Genève

M. Noureddine TOUALBI
Représentant de l'Algérie au Conseil exécutif
de l'ALECSO

Allemagne/Germany/Alemania

Mr. Günther PORTUNE
State Secretary, Federal Ministry of Education
of Saxony, Standing Conference of Ministers
of Education of the Laender in the FRG
(Head of Delegation)

Dr. Reinhild OTTE
Standing Conference of Ministers of
Education of the Laender in the FRG

Mr. Klaus METSCHER
Minister, Deputy Head of the Permanent
Mission of the Federal Republic of Germany

Dr. Barbara MALINA
Delegate, German UNESCO Commission

Mme Beate BIDENBACH
Third Secretary

Dr. Hans-Heiner RUDOLPH
Adviser, German Agency for Technical
Cooperation
(GTZ)

Dr. Birgitta RYBERG
Secretariat of the Standing Conference of
Ministers of Education of the Laender in the
FRG

Dr. Traugott SCHÖFTHALER
Secretary-General, German UNESCO
Commission

Mme Saskia SEEGER
Attaché, Permanent Mission of the FRG
to the UN in Geneva

Dr. Ingo VON VOSS
Counsellor, Permanent Mission of the FRG

Andorre/Andorra

M. Xavier TROTA
Troisième secrétaire de la Mission permanente
d'Andorre auprès des Nations Unies à Genève
(Chef de délégation)

Angola

S. E. Sr. António BURITY DA SILVA NETO
Ministre de l'éducation
(Chef de délégation)

S. E. M. David Jorge Marcelino
SANGUENDE
Ambassadeur de l'Angola auprès de
l'UNESCO

S. E. M. Pedro Massala NSINGUI-BARROS
Ministre conseiller de la délégation
permanente de l'Angola auprès de l'UNESCO
et Président du Conseil du BIE

M. Manuel KAVUNGO MAYIMONA
Conseiller du Ministre de l'éducation chargé
des relations avec les organisations
internationales

M. Justino JERÓNIMO
Directeur de l'Institut national de formation
des cadres du Ministère de l'éducation

M. Adão G. F. DO NASCIMENTO
Conseiller du Vice-Ministre chargé
de la réforme éducative

Arabie saoudite/Saudi Arabia/ Arabia Saudí

H. E. Mr. Ibrahim Abdul Aziz AL SHEDDI
Deputy Minister of Education for Cultural
Affairs
(Head of Delegation)

Prof. Dr. Fida Fouad AL ADEL
Permanent Delegate of the Kingdom of Saudi
Arabia to UNESCO

Dr. Ali Saleh Saeed AL KHABTI
Assistant Deputy Minister of Education for
Educational Development

Dr. Abdul Rahman Ibrahim AL MUDAIRE
Director-General of the Educational
Directorate in Al Ahsaa Governorate

Dr. Saleh Abdulrahman AL SUHAIBANI
Professor, Consultant in the Ministry of
Higher
Education

Mr. Abdallah Ali M. ABUALAMAH
Director General of Comprehensive
Evaluation of School in the Ministry of
Education

M. Abdelfattah ABDALLA
Delegate, Permanent Delegation of Saudi
Arabia to UNESCO

Argentine/Argentina

S. E. Sr. Daniel Fernando FILMUS
Ministro de Educación, Ciencia y Tecnología
(Jefe de Delegación)

S. E. Sr. Miguel Angel ESTRELLA
Embajador, Delegado Permanente de la
Delegación Permanente de Argentina ante
la UNESCO

Prof. Mario Nestor OPORTO
Director General de Cultura y Educación de la
Provincia de Buenos Aires

Sr. Jaime Sergio CERDA
Ministro de la Misión Permanente ante los
Organismos Internacionales de Naciones
Unidas

Sr. Ignacio Xavier HERNAIZ
Jefe de Unidad Programas Especiales,
Ministerio de Educación, Ciencia y Tecnología

Sr. Luis María SOBRON
Secretario, Delegación Argentina ante la
UNESCO

Sr. Alfredo Vicente CHIARADIA
Embajador, Representante permanente de la
Misión Permanente de Argentina en Ginebra

Australie/Australia

Dr. Martyn FORREST
Secretary, Department of Education, Tasmania
(Head of Delegation)

Mr. William THORN
Counsellor and Australia's Deputy Permanent
Delegate (Education) to UNESCO

Mr. Geoff SPRING
Deputy Chair of the Australian National
Commission for UNESCO

Ms. Joy DE LEO
Vice President, UNESCO Asia Pacific
Network for International Education and
Values Education

Ms. Anne SIWICKI
Delegate from Australia's Permanent
Delegation to UNESCO

Autriche/Austria

Mrs. Monika GOODENOUGH-HOFMANN
Austrian Federal Ministry of Education,
Science and Culture, Head of UNESCO and
Global Education Unit
(Head of Delegation)

Mr. Reinhard NÖBAUER
Austrian Federal Ministry of Education,
Science and Culture, Head of unit for bilateral
co-operation

Prof. Dr. Karl-Heinz GRUBER
Institute of Educational Science, University of
Vienna

Bahreïn/Bahrain/Bahrein

Dr. Ebrahim Mohammed AHMED
Assistant Undersecretary for General &
Technical Education, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Dr. Fatima AL BALOOSHI
Dean, College of Education University of
Bahrain

Mr. Adel Hassan AHMED
Senior Curriculum Specialist for Technical
Subjects, Directorate of Curricula, Ministry of
Education

Ms. Jameela AL KOOHEJI
Senior Educational Specialist, Ministry of
Education

Bangladesh

H.E. Mr. Osman FARRUK
Minister for Education
(Head of Delegation)

H.E. Dr. Toufiq ALI
Ambassador & Permanent Representative,
Permanent Mission in Geneva

Mr. Kazi Imtiaz HOSSAIN
Counsellor, Permanent Mission of Bangladesh,
Geneva

Ms. Rabab FATIMA
Counsellor, Permanent Mission of Bangladesh,
Geneva

Mr. Daniul ISLAM
Second Secretary, Permanent Mission of
Bangladesh, Geneva

Mr. Nayem Uddin AHMED
Third Secretary, Permanent Mission of
Bangladesh, Geneva

Biélorus/Belarus/Belarrús

Mr. Kazimir FARINO
Deputy Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Vladimir MALEVICH
Deputy Permanent Representative of Belarus
to the UN Office in Geneva

Mr. Aleksandr KULINKOVICH
First Secretary of the Permanent Mission of
Belarus to the UN Office in Geneva

Belgique/Belgium/Bélgica

M. Dominique BARTHELEMY
Directeur des relations internationales,
Ministère de la communauté française
(Chef de délégation)

M. Etienne GILLIARD
Attaché au service AGERS,
Ministère de la communauté française

Mme Annie DE WIEST
Directrice du développement durable,
Ministère de la communauté française

Mme Marie-Henriette TIMMERMANS
Déléguee de la Région wallonne et de la
communauté française de Belgique à Genève

Mme Christine CACOUAULT
Assistante, chargée de projet,
délégation de la région wallonne et de la
communauté française de Belgique à Genève

M. Ahmed MEDHOUNE
Directeur des services à la communauté
universitaire à l'ULB et initiateur du
programme Tutorat

Mme Annick COUTISSE
Responsable de la cellule Tutorat et chargée
de mission au Département des services
à la communauté universitaire de l'ULB

Bénin/Benin

S. E. M. Kémoko BAGNAN
Ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique
(Chef de délégation)

S. E. Mme Rafiatou KARIMOU
Ministre des enseignements primaire et
secondaire

Mr. Joseph B. Olabiyi YAI
Ambassadeur, délégué permanent du Bénin
auprès de l'UNESCO

H. E. Mr. Samuel AMEHOU
Ambassadeur, représentant permanent du
Bénin à Genève

M. Toussaint TCHITCHI
Professeur, Directeur de l'Institut national
pour la formation et la recherche en éducation

M. Kokou Marc ASSOGBA
Conseiller technique au Ministère de
l'enseignement supérieur et de la recherche
scientifique

M. Gilbert KAKPOSSA
Directeur de la formation et de la qualification
professionnelle

Mme M. Françoise MEDEGAN
Premier conseiller, délégation permanente
du Bénin auprès de l'UNESCO

Mme Edith Germaine LISSAN
Deuxième conseillère, délégation permanente
du Bénin auprès de l'UNESCO

Mr. Yao AMOUSSOU
Premier conseiller, Mission permanente
du Bénin à Genève

Mr. Eloi LAOUROU
Deuxième conseiller, Mission permanente
du Bénin à Genève

Mme Rosemonde Dodji ADJANONHOUN
Premier secrétaire, Mission permanente
du Bénin à Genève

M. Bienvenu ACCROMBESSI
Deuxième secrétaire, Mission permanente
du Bénin à Genève

Bhoutan/Bhutan/Bhután

S. E. Mr. Sonam RABGYE
Ambassador, Permanent Mission of Bhutan in
Geneva

Mr. Tshewang TANDIN
Director, Department of School Education,
Ministry of Education
(Head of Delegation)

Mr. Jambay WANGCHUK
Deputy Secretary Planning and Policy
Division, Ministry of Education

Mr. Chitem TENZIN
First Secretary, Permanent Mission of Bhutan
in Geneva

Bolivie/Bolivia

Mr. Alvaro MOSCOSO BLANCO
Ambassador, Permanent Mission of Bolivia in
Geneva (Head of Delegation)

S. E. Mr. Gualberto RODRIGUEZ
SAN MARTIN
Minister Counsellor, Permanent Mission of
Bolivia in Geneva

**Bosnie-Herzégovine/Bosnia and
Herzegovina/Bosnia y Herzegovina**

H. E. Mr. Safet HALILOVIC
Minister of Civil Affairs of BiH
(Head of Delegation)

Mrs. Esma HADZAGIC
Vice-Minister of Civil Affairs of BiH

Mr. Milos VUKASINOVIC
Ambassador, Permanent Mission of BiH in
Geneva

Mrs. Aida DURIC
Professional Associate in the Ministry of Civil
Affairs of BiH

Mr. Milenko MISIC
Secretary general of National Commission of
BiH for UNESCO

Botswana

Mrs. Festina BAKWENA
Permanent Secretary, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Mr. Mogotsa M. KEWAGAMANG
Director, Department of Vocational Education
and Training

Ms. Kgomotso MOTLOTLE
Secretary General, National Commission of
Botswana for UNESCO

Mr. Reuben J. MOTSWAKAE
Director, Department of Secondary Education

Mr. Gobe PITSO
First Secretary, Permanent Mission of
Botswana in Geneva

Brésil/Brazil/Brasil

H.E. Mr. Tarso GENRO
Minister of Education of Brazil
(Head of Delegation)

Mr. Carlos Augusto ABICALIL
President of the Education and Culture
Comisión at the Deputy Chamber

Mrs. Vitoria Alice CLEAVER
Head of the Office for International Affairs,
Ministry of Education

Mr. Ronaldo CARVALHO TEIXEIRA
DA SILVA
Head of the Cabinet, Ministry of Education

Mr. Antonio NACIMENTO PEDRO
Permanent Mission of Brazil in Geneva

Mrs. Almerinda Augusta DE FREITAS
CARVALHO
Head of Educational Themes Division,
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Adeum Hilario SAUER
President of the National Union of Municipal
Counsellors of Education

Mrs. Juçara Maria DUTRA VIEIRA
President of the National Confederation of
Education Labourers

Mr. Francisco DE MORAES
Manager of SENAC/SP Educational
Development Programme

Ms. Claudia DE ANGELO BARBOSA
Second Secretary, Permanent Mission of
Brazil in Geneva

Mrs. Claudia CARVALHO BAENA SOARES
Specialist, Office for International Affairs,
Ministry of Education

Bulgarie/Bulgaria

S. E. Mr. Igor DAMIANOV
Minister of Education and Science
(Chef de Délégation)

H. E. Mr. Dimiter TZANTCHEV
Ambassador, Permanent Mission of the
Republic of Bulgaria in Geneva

Mrs. Lubov DRAGANOVA
Director, Department of International
Relations, Ministry of Education and Science

Mrs. Anna MARINOVA
Director of the National College "Aprilovska"

Mr. Ivan GOSPODINOV
Third Secretary, Permanent Mission of the
Republic of Bulgaria in Geneva

Burkina Faso

S. E. M. Mathieu OUEDRAOGO
Ministre de l'enseignement de base
et de l'alphabétisation
(Chef de délégation)

M. François SOULI
Conseiller Technique du Ministre de
l'enseignement de base et de l'alphabétisation

M. Robert Mathieu OUEDRAOGO
Directeur des études et de la planification
du Ministre de l'Enseignement de base
et de l'alphabétisation

Burundi

S. E. M. Salvator NTIHABOSE
Ministre de l'éducation nationale
(Chef de délégation)

M. Hubert SINDAYIGAYA
Secrétaire permanent de la Commission
nationale du Burundi pour l'UNESCO

M. Zacharie GAHUTU
Représentant permanent, Mission permanente
du Burundi, Genève

Cambodge/Cambodia/Camboya

H. E. Mr. Than POK
Secretary of State, Ministry of Education,
Youth and Sport
(Head of Delegation)

Cameroun/Cameroon/Camerún

S. E. M. Pascal BILOA TANG
Ambassadeur, délégué permanent
du Cameroun auprès de l'UNESCO
(Chef de délégation)

Professeur Marcelline NNOMO
Conseiller technique n°2, Ministère
de l'enseignement supérieur

M. Antoine WONGO AHANDA
Conseiller culturel à l'ambassade du Cameroun
en France

M. Charles ASSAMBA ONGODO
Deuxième Secrétaire de l'ambassade
du Cameroun en France

Mme Lydia NTANKE-LINJOUOM
Attachée culturelle à l'ambassade
du Cameroun en France

Canada/Canadá

H. E. Mr. Andrew THOMSON
Minister of Learning, Province of
Saskatchewan
(Head of Delegation)

M. Robert BISAILLON
Sous-Ministre adjoint à l'éducation préscolaire
et à l'enseignement primaire et secondaire

M. Paul CAPPON
Directeur général, conseil des ministres
de l'éducation (Canada)

M. Richard MARTIN
Chef, politique en éducation internationale,
affaires étrangères, Canada

Ms. Terry PRICE
President, Canadian Teachers' Federation

Mme Jacinthe CÔTÉ
Vice-présidente, centrale des syndicats
du Québec

Mme Arpi HAMALIAN
Présidente, Commission sectorielle
de l'éducation, Commission nationale
canadienne pour l'UNESCO

Ms. Kathleen MEAGHER
Programme Officer, Education Canadian
National Commission for UNESCO

Mr. Jean-François NORMAND
Chargé de mission auprès du délégué,
délégation générale du Québec

Mr. Donald R. MAC PHEE
Counsellor, Permanent Mission of Canada in
Geneva

Chili/Chile

Sra. Maria Ariadna HORNKOHL
Subsecretaria de Educación, Comisión
Nacional de Chile ante la UNESCO
(Jefe de Delegación)

Sr. Juan MARTABIT
Embajador, Misión Permanente de Chile
en Ginebra

Sr. Juan EGUIGUREN
Ministro consejero, Misión Permanente
de Chile en Ginebra

Sra. Paz PORTALES
Secretaria Ejecutiva de la Comisión Nacional
Chilena de UNESCO

Sr. Ernesto SCHIEFELBEIN
Presidente de la Junta Directiva de la UMCE

Sr. Jorge PAVEZ
Presidente del Colegio de profesores de Chile

Sra. Jenny ASSAEL
Asesora Experta del Colegio de Profesores de
Chile

Sr. Diego AVARIA
Tercer secretario, Misión Permanente de Chile
en Ginebra

Sra. Mariacarla GROSSI
Investigadora, CIDE

Sr. Benjamín MORENO
Asesor Comunicacional, Comisión Nacional
de Chile ante la UNESCO

S. E. Sra. Cecilia MACKENWA
Embajadora, Embajada de Chile en Berne

Chine/China

Mrs. Xiaoya CHEN
Vice Minister of Education, Ministry of
Education
(Head of Delegation)

Mr. Xuezhong ZHANG
Ambassador, Chinese Permanent Mission
in Geneva

Mr. Pei Min JIANG
Director General of the Department of Basic
Education, Ministry of Education

Mr. Yue DU
Deputy Secretary General, Chinese National
Commission for UNESCO

Mr. Mansheng ZHOU
Deputy Director General of the National
Centre for Education Development Research,
Ministry of Education

Mr. Weihe XIE
President of Education College, Qinhua
University

Mrs. Jianhong DONG
Director Education Division, Chinese National
Commission for UNESCO

Mr. Tao MA
Deputy Director, Department of Education
Policy & Legislation, Ministry of Education

Chypre/Cyprus/Chipre

Mr. Vassilis PROTOPAPAS
Co-ordinator/Counsellor of the Minister's
Office
(Head of Delegation)

Mr. Andreas KASOULIDES
Treasurer, Cyprus Greek Teachers Union
(POED)

Mr. Andreas PITTAKARAS
Delegate, Cyprus Greek Teachers Union
(POED)

Colombie/Colombia

S. E. Sra. Clemencia FORERO-UCROS
Embajadora, Misión Permanente de Colombia
en Ginebra
(Jefe de Delegación)

Sra. María Zulema VELEZ-JARA
Embajadora, Delegación Permanente de
Colombia ante la UNESCO

Sra. Victoria GONZALEZ-ARIZA
Ministro, Consejero de la Misión Permanente
de Colombia en Ginebra

Comores/Comoros/Comoras

M. Bacar Soilihi CHAMBANE
Ministre des affaires sociales de l'île autonome
de Moili
(Chef de délégation)

M. Said Abdou Nour SAID HOUSSEN
Chef de Division des enseignements, Ministère
de l'éducation de l'île autonome de Ngazidja

M. Brahime BACAR
Directeur général de l'enseignement
secondaire, Ministère de l'éducation de l'île
autonome de Ndzouani

Congo

S. E. Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOYA
Ministre de l'enseignement primaire et
secondaire, chargé de l'alphabétisation
de la République du Congo
(Chef de délégation)

M. Roger Julien MENGA
Ambassadeur, Mission Permanente du Congo
à Genève

M. Moïse BALONGA
Conseiller à l'enseignement primaire et
secondaire, Ministère de l'enseignement
primaire et secondaire

M. François NGUIE
Premier conseiller à la délégation permanente
du Congo auprès de l'UNESCO

Costa Rica

Sr. Manuel A. GONZALEZ SANZ
Embajador, Misión Permanente de Costa Rica
en Ginebra
(Jefe de Delegación)

Sr. Mercedes MUÑOZ GUILLÉN
Decana, Facultad de Ciencias Sociales,
Universidad de Costa Rica

Sra. Carmen CLARAMUNT
Embajador Alterno, Misión Permanente de
Costa Rica en Ginebra

Srta. Karla SIERRA ZUNIGA
Consejera, Delegación de Costa Rica ante la
UNESCO

Côte d'Ivoire

M. René GOUBO AKA
Conseiller technique au Ministère
de l'éducation nationale

Croatie/Croatia/Croacia

Dr. Mirjana POLIC-BOBIC
Deputy Minister, Ministry of Science,
Education and Sports
(Head of Delegation)

M. Branco SOCANAC
Minister Counsellor, Permanent Mission of
Croatia in Geneva

Mrs. Alida MATKOVIC
Head of the Multicultural Cooperation
Department, Ministry of Science, Education
and Sports

Cuba

Sr. Francisco FEREIRA BÁEZ
Viceministro Primero de Educación,
Ministerio de Educación
(Jefe de la Delegación)

Sr. Oscar LEÓN GONZÁLEZ
Segundo Secretario, Misión Permanente
de Cuba en Ginebra

Sr. Iván MERA GODOY
Embajador, Misión Permanente de Cuba en
Ginebra

Danemark/Denmark/Dinamarca

Ms. Hjordis DALSGAARD
Secretary General, Senior Adviser, Ministry of
Education
(Head of Delegation)

Mr. Svend POULSEN-HANSEN
Deputy Permanent Delegate, Permanent
Delegation of Denmark to UNESCO

Mr. Nils-Georg LUNDBERG
Member of the Danish National Commission's
Sub-committee for Education

Mr. Hans LAUGESSEN
Representative of the Danish National Union
of Upper Secondary School Teachers

Mr. Peter MADSEN
Member of the Central Board of the Danish
National Union of Upper Secondary School
Teachers

Mr. Ole HOLDGAARD
Chairman of the Pedagogical Board of the
Danish Union of Teachers

Égypte/Egypt/Egipto

H. E. Dr. Ahmed Gamal Eldin MOUSSA
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mrs. Naela GABR
Ambassador, Permanent Mission of Egypt
in Geneva

Dr. Hassan Hussein Mahmoud EL BILAWI
First Under-Secretary, Ministry of Education

Dr. May Mahmoud SHEHAB
Manager for Educational Policies Department,
National Center for Educational Researchers
and Development

Mr. Amr ALJOWAILY
Second Secretary, Permanent Mission of
Egypt in Geneva

Mr. Tamim KHALLAF
Diplomatic attache, Permanent Mission
of Egypt in Geneva

El Salvador

H. E. Sr. Jorge MUÑOZ
Vice-Ministro de Educación
(Jefe de Delegación)

Sra. Silvia MARTINEZ
Directora Nacional de Juventud, San Salvador

Sr. Cesar Daniel FUNES
Secretario de la Juventud, San Salvador

Sr. Ricardo CISNEROS
Consejero de la Misión Permanente de
El Salvador en Ginebra

**Émirats Arabes Unis/United Arab
Emirates/Emiratos Árabes Unidos**

Dr. Jamal AL-MOHEERY
Mandatory, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Ms. Kaneez AL ABDOLLI
Manager General Education Department

Mr. Awadh Ali SALEH
Secretary General, UAE National Commission
for UNESCO

Ms. Mona AL-AMRI
Ministry of Education

Mrs. Shaikha AL-MULLA
General Women's Union

Dr. Fahad AL-JASMI
Under secretary

Mr. Abdul Qader ALAWI
Parent's Association

Mr. Hasan AL-MARZOOQI
Parent's Association

Équateur/Ecuador

Sr. Hernán ESCUDERO MARTÍNEZ
Embajador, Misión Permanente del Ecuador
en Ginebra
(Jefe de Delegación)

Srta. Leticia BAQUERIZO GUZMÁN
Tercer Secretario, Misión Permanente del
Ecuador en Ginebra

Espagne/Spain/España

S. M. Sr. Alejandro TIANA FERRER
Secretario General de Educación, Ministerio
de Educación y Ciencia
(Jefe de Delegación)

Sr. Gonzalo JUNOY GARCÍA DE VIEDMA
Director del Gabinete de la Secretaría General
de Educación, Ministerio de Educación y
Ciencia

Sr. Miguel Angel GONZÁLEZ SUELA
Sub-director General de Cooperación
Internacional, Ministerio de Educación y
Ciencia

Dra. Maria Rosa RODRIGUEZ PASCUAL
Vocal Asesora, Subdirección General de
Cooperación Internacional, Ministerio de
Educación y Ciencia

Sra. Maria Luz OCAÑA
Consejera de Educación adjunta, Delegación
Permanente de España ante la UNESCO

Sr. Miquel MARTINEZ MARTÍN
Director del Instituto de Ciencias de la
Educación, Universidad de Barcelona

Sr. Josep-Maria BOSCH BESSA
Representante Permanente Adjunto, Misión
Permanente de España en Ginebra

Estonie/Estonia

Mr. Kalmar KURS
Attache for Educational Affairs, Estonian
Permanent Representation to the EU

**États-Unis d'Amérique/United States
of America/Estados Unidos**

H. E. Mrs. Louise V. OLIVER
Ambassador, Permanent delegate of the U.S.A.
to UNESCO
(Head of Delegation)

Mrs. Gail RANDALL
Education attaché, Permanent Delegation
of the U.S.A. to UNESCO

Mrs. Magda SIEKERT
First Secretary, Permanent Mission
of the U.S.A. in Geneva

Éthiopie/Ethiopia/Etiopia

H. E. Mrs. Gennet ZEWADE
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Seleshi MENGESHA
Counsellor, Permanent Mission of Ethiopia
in Geneva

Mrs. Showawork AMIN
Third Secretary, Permanent Mission of
Ethiopia in Geneva

**Ex-République yougoslave de Macédoine/
The former Yugoslav Republic
of Macedonia**

H. E. Dr Aziz POLLOZHANI
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mrs. Dragica ZAFIROVSKA
Chargée d'affaires, Permanent Mission
of the former Yugoslav Republic of
Macedonia in Geneva

Mr. Luan STAROVA
Prof. Academic

Dr. Qamil XHELADINI
Director, Department for Education
Development

Mrs. Marija MILOSEVSKA
Head, Department for Science and Peace

Mr. Nazif DZAFERI
Second Secretary, Permanent Mission of the
former Yugoslav Republic of Macedonia

Mrs. Nefail MALIQI
Member of the Permanent Mission of the
former Yugoslav Republic of Macedonia

**Fédération de Russie/Russian
Federation/Federación de Rusia**

H. E. Mr. Andrey SVINARENKO
Deputy Minister of Education and Science
(Head of Delegation)

Mrs. Larisa EFREMOVA
Director, Department of State Policy in the
Field of Education, Ministry of Education and
Science

Mr. Alexander PETROV
Director, Department of International
Cooperation, Ministry of Education and
Science

Mr. Nikolay DMITRIEV
Head of Directorate of International
Cooperation and Education, Federal Agency
on Education

Mrs. Tatyana BARKHATOVA
Deputy Head of Directorate of Control Quality
of Education, Federal Service of Control in the
Field of Education and Science

Mrs. Elena KARPUKHINA
Vice-Rector of the Academy of National
Economy, Government of the Russian
Federation

Mrs. Elena SOBOLEVA
Executive Director of the National Fund of
Education of Personnel

Mr. Anatoly KHUDYAKOV
Senior Counsellor, Permanent Mission
of the Russian Federation in Geneva

Mr. Vadim RAZUMOVSKIY
Counsellor, Permanent Delegation
of the Russian Federation to UNESCO

Mrs. Ksenia GAVERDOVSKAYA
Attache, Ministry of Foreign Affairs

Finlande/Finland/Finlandia

H.E. Mr. Markku LINNA
Permanent Secretary, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Mr. Heikki KOKKALA
Education Adviser, Ministry for Foreign
Affairs

Mr. Petri POHJONEN
Director of Planning Division, National Board
of Education

Mrs. Liisa MÄNNISTÖ
Special Adviser, Ministry of Education

Mrs. Taina KAIVOLA
Dr., Pedagogical Adviser, University of Helsinki

France/Francia

Mme Suzy HALIMI
Professeur des universités, présidente
du Comité de l'éducation de la Commission
nationale française pour l'UNESCO
(Chef de délégation)

M. François GORGET
Chef du Bureau des institutions multilatérales
et de la francophonie à la Direction des
relations internationales et de la coopération,
Ministère de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la recherche
(MENESR)

Mme Marie-Josée GRIESEMANN
DE FORNEL
Chargée de mission pour l'UNESCO,
Direction des relations internationales et
de la coopération, MENESR

Mme Michèle SELLIER
Inspectrice générale de l'éducation nationale

Mme Isabelle ROBIN
Chef du Bureau de la formation initiale
des enseignements à la Direction
de l'enseignement supérieur, MENESR

Mme Dominique TORSAT
Chargée de mission "Égalité", Direction
des enseignements scolaires, MENESR

M. Jean-Marc BLANCHARD
Chef du Bureau des contenus
des enseignements à la Direction
des enseignements scolaires, MENESR

M. Jean Pierre BOYER
Secrétaire général, Commission nationale
française pour l'UNESCO

M. Jean Pierre REGNIER
Secrétaire général adjoint,
Commission nationale française pour
l'UNESCO

Gambie/Gambia

Mr. Yaya SIREH JALLOW
Permanent Secretary, Department of State
for Education
(Head of Delegation)

Mr. Yahya AL-MATARR JOBE
Programme Officer Education and Natural
Sciences, Gambia National Commission for
UNESCO

Mrs. Fatou NJIE-JALLOW
Director of Standards and Quality Assurance,
Department of State for Education

Ghana

Hon. Kwadwo BAAH-WIREDU
Minister for Education, Youth and Sports
(Head of Delegation)

Mr. Ato ESSUMAN
Chief Director, Ministry of Education, Youth
and Sports
Prof. Samuel Kwasi AGYEPONG
Principal, Methodist University College

Mrs. Charity AMAMOO
Deputy Secretary General, Ghana National
Commission for UNESCO

Ms. Matilda Aku ALOMATU
First Secretary, Ghana Permanent Mission in
Geneva

Mr. Sylvester PARKER-ALLOTEY
Charge d'affaires a.i., Ghana Permanent
Mission in Geneva

Grèce/Greece/Grecia

Prof. Andreas KARAMANOS
Secretary General, Ministry of Education
(Head of Education)

Mrs. Melpomeni PAPADAKI
Director of International Relations in
Education, Ministry of Education

Mrs. Kalliroy CHOURDAKI
Head of International Organizations division,
Ministry of Education

Guatemala

S. E. Sra. Maria del Carmen ACEÑA
Ministra de Educación
(Jefe de Delegación)

S. E. Sr. Lars PIRA
Embajador, Misión Permanente de Guatemala
en Ginebra

Sr. Horacio ALVAREZ MARINELLI
Asesor Específico del Despacho Superior de
Educación

Sr. Rubén Norberto CHAVÉN DUFAUL
Director General de Educación Extraescolar,
Ministerio de Educación

Srta. Angela CHÁVEZ
Ministra Consejera, Misión Permanente de
Guatemala en Ginebra

Sra. Stephanie HOCHSTETTER
Consejera, Misión Permanente de Guatemala
en Ginebra

Srta. Ingrid MARTÍNEZ
Primer Secretaria, Misión Permanente de
Guatemala en Ginebra

Sr. Carlos José ARROYAVE PRERA
Primer Secretario, Misión Permanente de
Guatemala en Ginebra

Guinée/Guinea

S. E. M. Galéma GUILAVOGUI
Ministre de l'enseignement préuniversitaire
et de l'éducation civique
(Chef de délégation)

S. E. M. Boubacar DIALLO
Ambassadeur, Mission permanente de Guinée
à Genève

M. Sékou KABA
Secrétaire général, Ministère de
l'enseignement préuniversitaire et de
l'éducation civique

M. Sény SYLLA
Inspecteur général, Ministère de
l'enseignement préuniversitaire
et de l'éducation civique

M. Ibrahima MAGASSOUBA
Secrétaire général, Commission nationale
guinéenne pour l'UNESCO

M. Arafan Kabiné KABA
Conseiller politique, Mission permanente
de Guinée à Genève

Guinée équatoriale/Guinea Equatorial/Guinea Ecuatorial

S. E. Sr. Don Cristóbal MAÑANA ELA
Ministro Titular de Educación, Ciencia y
Deportes
(Jefe de Delegación)

Haïti/Haiti/Haití

S. E. M. Pierre BUTEAU
Ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports
(Chef de délégation)

M. Joel D. JEAN-PIERRE
Directeur du Cabinet du Ministre de
l'éducation nationale, de la jeunesse
et des Sports

M. Louis Delima CHERY
Conseiller auprès du ministre de l'éducation
nationale, de la jeunesse et des sports

M. Jeannot HILAIRE
Ministre conseiller et chargé d'affaires,
Mission permanente d'Haïti à Genève

Honduras

S. E. Sr. Benjamín ZAPATA
Embajador, Misión Permanente de Honduras
en Ginebra
(Jefe de Delegación)

Sra. Gracibel BU FIGUEROA
Consejera, Misión Permanente de Honduras
en Ginebra

Sr. Mauricio A. PÉREZ
Segundo Secretario, Misión Permanente
de Honduras en Ginebra

Hongrie/Hungary/Hungría

Mr. Gábor HALÁSZ
Director General, National Institute of Public
Education
(Head of Delegation)

Mrs. Katalin CSIMA SZALOKI
First Secretary, Permanent Mission of
Hungary in Geneva

Inde/India

H. E. Mr. Arjun SINGH
Minister of Human Resource Development,
Government of India
(Head of Delegation)

H. E. Mr. H.S. PURI
Ambassador, Permanent Mission of India
in Geneva

Mr. Debabrata SAHA
Deputy Permanent Representative, Permanent
Mission of India in Geneva

Mr. Arun Kumar CHATTERJEE
First Secretary, Permanent Mission of India
in Geneva

Mr. K.M. ACHARYA
Joint Secretary, Ministry of Human Resource
Development

Mr. N. Baijendra KUMAR
Private Secretary to the Minister for Human
Resource Development

Mr. C. BALAKRISHNAN
Joint Secretary, Department of Secondary and
Higher Education, Ministry of Human
Resource Development

Mr. Sudeep BANERJEE
Additional Secretary, Department of
Secondary and Higher Education, Ministry of
Human Resource Development

Mr. B.S. BASWAN
Secretary, Department of Secondary & Higher
Education, Ministry of Human Resource
Development

Indonésie/Indonesia

Prof. Dr. ZAMRONI
Director of General Secondary Education,
Directorate General of Primary and Secondary
Education, Department of National Education
(Head of Delegation)

Dr. H. Arief RACHMAN
Executive Chairman, Indonesian National
Commission for UNESCO

Dr. Totok SUPRAYITNO
Head, Programme and Planning Division,
Directorate General of Primary and Secondary
Education, Department of National Education

Dr. Mira WIDIANI
Head of Assessment in Curriculum and
Assessment Division, Directorate General of
Primary and Secondary Education,
Department of National Education

Mrs. Santi AMBARRUKMI
Technical Staff in Directorate of Senior
Secondary Education, Directorate General of
Primary and Secondary Education,
Department of National Education

Prof. Dr. Moch Sholeh Y.A. ICHROM
Professor of the "Sebelas Maret" University

Dr. Noor Rochman HADJAM
Lecturer of Gadjah Mada University

Mr. Ade Padmo SARWONO
First Secretary, Indonesian Permanent Mission
in Geneva

Mr. Agung Cahaya SUMIRAT
Third Secretary, Indonesian Permanent
Mission in Geneva

**Iran, (République islamique d')/
Iran (Islamic Republic of)/
Irán (República Islámica del)**

H. E. Mr. Morteza HAJI
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Ali ZARAFSHAN
Director General for Curriculum Planning and
Textbook, Publishing Office

Mr. Mohammad HASANI
Expert in Education, Ministry of Education

Mr. Hamidreza KAFFASH
Director General for Cultural Affairs Bureau,
Ministry of Education

Mr. Alireza JODAYEE
Director General for Public Relations,
Ministry of Education

Mr. Mansour AHMADNEJAD
Expert for International Organizations,
Ministry of Education

Mr. Jafar KEYVANI GHAMSARI
Head of Institute of Planning and Research on
Higher Education

Ms Zahra BAZARGAN
Director of Education Department, Iranian
National Commission for UNESCO

Mr. Abbas SADRI
Director General of Academic and
International Collaborations Office, Ministry
of Education

Mr. Hamid Reza HOSSEINI
First counsellor, Iranian Permanent Mission in
Geneva

H. E. Mr. Seyed Kazem SAJJADPOUR
Ambassador, Deputy Head of the Iranian
Permanent Mission in Geneva

Mr. Omid MALEKY
Expert for Student Organization

Mr. Abolfazl MOHEBI
Expert for Ministerial Bureau, Ministry of
Education

Iraq/Irak

H. E. Mr. Muhyi ALKATEEB
Ambassador, Permanent Delegation of Iraq to
UNESCO

Dr. Khadhim Ghaidan MADHI
Director General of Teaching AIDS
production

Mr. Abdul Amir A. HUSSAIN
Dean of College of Education, University of
Baghdad

Irlande/Ireland/Irlanda

Mr. Sean HARKIN
Head, International Relations, Ministry of
Education and Science
(Head of Delegation)

Mrs. Catherine ROCHE
Education Expert, Ministry of Foreign Affairs

Islande/Iceland/Islandia

Mrs. Gudny HELGADÓTTIR
Secretary General, National Commission of
Iceland to UNESCO

Israël/Israel

H. E. Mr. Jacques REVAH
Ambassador, Permanent Delegation of Israel
to UNESCO
(Head of Delegation)

Mrs. Lea ROSENBERG
Deputy Director General - Pedagogic
Administration

Mr. Daniel BAR-ELLI
Secretary General, Israel National
Commission for UNESCO

Mr. Yaacov KATZ
Chair Pedagogic Secretariat & Chair Person of
the Israeli Education For All Committee for
UNESCO

Italie/Italy/Italia

H. E. Mrs. Valentina ON APREA
Undersecretary of State, Ministry of Education,
University and Research
(Head of Delegation)

Dr. Antonio GIUNTA LA SPADA
Director General, Foreign Affairs Department,
Ministry of Education, University and
Research

Dr. Antonio DE GASPERIS
Director General for International Affairs,
Ministry of Education, University and
Research

Prof. Felice RIZZI
Bergamo University

M. Filippo COLOMBO
First Secretary, Permanent Mission of Italy in
Geneva

M. Valentino SIMONETTI
Deputy, Permanent Mission of Italy in Geneva

**Jamahiriya arabe libyenne/Libyan Arab
Jamarhiriya/Jamahiriya Árabe Libia**

Dr. Abdulnabi ABU GHENIA
Director of Educational Research Center
(Head of Delegation)

Dr. Bashir A. SAID LAGAA
Secretary General, Libyan National
Commission for UNESCO

H. E. Mr. Mokhtar ELOSTA
Ambassador, Libyan Permanent Delegation to
UNESCO

Dr. Ali Hadi AL-HAWAT
Teaching Staff Member at Al-Fateh University

Dr. Abdalla BUBTANA
Advisor, Libyan Permanent Delegation to
UNESCO

Mr. Mahmud DEGHDAGH
Director of Education Department, Libyan
National Commission for UNESCO

Mr. Nasser ALZAROUG
Second Secretary, Permanent Mission of
Libyan Arab Jamahiriya in Geneva

Jamaïque/Jamaica

Dr. Simon CLARKE
Representative of the Minister of Education

Japon/Japan/Japón

Mr. Shin Ichi YAMANAKA
Deputy Director General, Bureau of
Elementary and Secondary Education,
Ministry of Education, Culture, Sports,
Science and Technology
(Head of Delegation)

Mr. Takashi ASAI
Assistant Director-General for International
Affairs, Ministry of Education, Culture,
Sports, Science and Technology

Ms. Mayumi OGAWA
Chief Programme Specialist for UNESCO,
Office of the Director General for International
Affairs, Ministry of Education, Culture,
Sports, Science and Technology

Mr. Yuzuru IMASATO
Minister Counsellor, Permanent Delegation of
Japan to UNESCO

Ms. Mariko KOBAYASHI
First Secretary, Permanent Delegation of Japan
to UNESCO

Mr. Shigechika TERAKADO
First Secretary, Permanent Mission of Japan in
Geneva

Jordanie/Jordan/Jordania

H. E. Mr Khaled TOUKAN
Minister of Education
(Head of Delegation)

Dr. Tayseer AL NAHAR ALNOAIMI
Secretary General, Ministry of Education

Dr. Muna Mu'Taman HA'UBSHA
General Director of Research and
Development Department, Ministry of
Education

H.E. Mr. Mousa BURAYZAT
Ambassador, Permanent Mission of Jordan in
Geneva

Mr. Hussam AL HUSSEINI
First Secretary, Permanent Mission of Jordan
in Geneva

Mr. Azzam ALAMEDDIN
Second Secretary, Permanent Mission
of Jordan in Geneva

Mr. Hussam QUDAH
Attache, Permanent Mission of Jordan
in Geneva

Kazakhstan/Kazakstán

H. E. Mr. Zhaksybek KULEKYEV
Minister of Education and Science
(Head of Delegation)

Mr. Arkin AKHMETOV
Minister Counsellor, Permanent Mission of
Kazakhstan in Geneva

Mr. Barlybai SADYKOV
First Secretary, Permanent Mission of
Kazakhstan in Geneva

Kenya

H. E. Prof. George SAITOTI
Minister of Education, Science and
Technology
(Head of Delegation)

H. E. Ms. Raychelle Awuor OMAMO
Ambassador, Permanent Delegation of the
Republic of Kenya to UNESCO

Mr. Philip R.O. OWADE
Chargé d'Affaires a.i., Permanent Mission of
the Republic of Kenya in Geneva

Mr. Gabriel K. LENGOIBONI
Secretary, Teachers Service Commission

Mr. David SIELE
Senior Deputy Director of Education, Ministry
of Education

Mr. Salome Wanjiku GICHURA
Senior Assistant Director of Education

Mr. Luka SPIRA
Deputy Secretary (Staffing), Teachers Service
Commission

Mr. Stephen James Karanja MBURU
Director of Technical Training, in charge of
Management and Inspection of Technical
Training Institutions

Mr. Anthony MUCHIRI
Counsellor, Permanent Mission of the republic
of Kenya in Geneva

Mr. Gathoga W. CHEGE
Economist

Ms. Tabu IRINA
First Secretary, Permanent Mission of
the Republic of Kenya in Geneva

Mr. Joshua L. TONKEI
Economist

Mrs. Lenah NYAMBU
First Secretary, Permanent Mission of
the Republic of Kenya in Geneva

Koweït/Kuwait

H. E. Mr. Rasheed Hamad AL-HAMAD
Minister of Education and Minister of Higher
Education
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Dharar RAZZOOQI
Ambassador, Permanent Mission of Kuwait in
Geneva

Mr. Abdulaziz Hasan AL-JARALLAH
Secretary General, Kuwaiti National
Commission for UNESCO

H. E. Dr. Abdulrazzak Meshari AL-NAFISI
Ambassador, Permanent Delegation of Kuwait
to UNESCO

Dr. Abdullah Abdulrahman AL-KANDARI
Dean of Faculty of Basic Education, Public
authority for Applied Education and Training

Mr. Najeeb AL-BADER
First secretary, Permanent Mission of Kuwait
in Geneva

Mr. Abdullah Ismail AL-KANDARI
Chairman of Kuwaiti Teachers Society

Mrs. Yousra Abdulateef AL-OMAR
Director of Coordination Office, Ministry
of Education

Mr. Waleed Salman AL-KODEIBI
Director of the Office of the Minister
of Education and the Minister of Higher
Education

Mr. Taleb Ahmad AL-BAGHLI
Assistant of the Permanent Representative,
Permanent Delegation of Kuwait to UNESCO

Mrs. Nasra Ahmad AL-ZANKAOUI
Principal of Jamila Bent Abaad Primary
School for Girls

Mr. Faleh Khalaf AL-SALEH
Director of Saad Ibn Waqas, Boys
intermediate School

Mrs. Dalal Haidar AL-HASAN
Inspector, International Organizations,
Kuwaiti National Commission for UNESCO

Lesotho

H. E. Mr. Archibald Lesao LEHOHLA
Deputy Prime Minister and Minister of
Education and Training
(Head of Delegation)

Ms. Ntsebe KOKOME
Principal Secretary, Ministry of Education and
Training

Mrs. Kekeletso TSEKOA
Secretary General, National Commission of
Lesotho for UNESCO

Mrs. Ellen Moliehi MAKATSE
Counsellor, Lesotho Embassy

H. E. Mrs. Mathato MATLANYANE
Ambassador, Permanent Mission of Lesotho
in Geneva

Mr. Rethabile MOSISILI
Counsellor, Permanent Mission of Lesotho
in Geneva

Mrs. Masabata PHEKO
Minister Counsellor, Permanent Mission
of Lesotho in Geneva

Lettonie/Latvia/Letonia

H. E. Mr. Juris RADZEVICS
Minister of Education and Science
(Head of Delegation)

Mrs. Guna SPRINOVSKA
Parliamentary Secretary, Ministry of
Education and Science

Mr. Maris KRASTINS
Director of the Educational Curriculum and
Examination Center

Mr. Rolands OZOLS
Deputy Secretary General, Latvian National
Commission for UNESCO

Mrs. Tatjana KOKE
Expert, Educational Committee, Latvian
National Commission for UNESCO

Liban/Lebanon/Libano

S. E. M. Samir EL JISR
Ministre de l'éducation et de l'enseignement
supérieur
(Chef de Délégation)

M. Georges NEHMÉ
Directeur général de l'éducation, Ministère de
l'éducation et de l'enseignements supérieur

Mme Leila MALIHA FAYAD
Présidente du Centre de recherche
développement pédagogiques, Beirut

Mme Bouchra BAGDADY ADRA
Conseillère du Ministre, responsable des
relations extérieures, Ministère de l'éducation
et de l'enseignement supérieur

H. E. Mr. Gebran SOUFAN
Ambassadeur, Mission permanente du Liban
à Genève

Lituanie/Lithuania/Lituania

H. E. Mr. Dainius NUMGAUDIS
State Secretary, Ministry of Education and
Science
(Head of Delegation)

Ms. Loreta ZADEIKATIE
Director, Basic and Secondary Education
Division, Ministry of Education and Science

Mrs. Vaiva VEBRAITE
Adviser to the Minister, Ministry of Education
and Science

Mr. Albinas ZANANAVICIUS
Minister Counsellor, Permanent Mission of
Lithuania in Geneva

Luxembourg/Luxemburgo

S. E. Mme Mady DELVAUX-STEHRÉS
Ministre de l'éducation nationale et
de la formation professionnelle
(Chef de délégation)

M. Jeannot HANSEN
Chef du service des relations internationales,
Ministère de l'éducation nationale

M. Paul KLEIN
Secrétaire général, Commission nationale pour
la coopération avec l'UNESCO

Madagascar

S. E. M. Haja Nirina RAZAFINJATOVO
Ministre de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique, président
de la Commission nationale malgache
pour l'UNESCO
(Chef de délégation)

S. E. Mme Yvette RABETAFIKA
Ambassadeur, délégation permanente
de Madagascar auprès de l'UNESCO

S. E. M. Alfred RAMBELOSON
Ambassadeur, Mission permanente
de Madagascar à Genève

M. Henri RANJEVA
Directeur de Cabinet, Ministère de l'éducation
nationale et de la recherche scientifique

Mme Tahinaharinoro RAZAFINDRAMARY
Directrice de la planification de l'éducation
fondamentale, secondaire et technique,
Ministère de l'éducation nationale et
de la recherche scientifique

M. Hery Zo RALAMBOMAHAY
Conseiller technique, Ministère de l'éducation
nationale et de la recherche scientifique

M. Jean-Michel RASOLONJATOVO
Premier conseiller, Mission permanente
de Madagascar à Genève

M. Jean Jacques
RANDRIAFAMANTANANTSOA
Conseiller, délégation permanente
de Madagascar auprès de l'UNESCO

M. Fenosoa RATSIMANETRIMANANA
Secrétaire exécutif du Comité national
de la lutte contre le VIH/SIDA

Malaisie/Malaysia/Malasia

Mr. Tan Sri Abdul Rafie MAHAT
Director General of Education, Ministry
of Education
(Head of Delegation)

Mr. Mahzan BAKAR
Deputy Director, Curriculum Development
Centre, Ministry of Education

Ms. Sahara AHMAD
Assistant Director, Planning and Policy
Research Division, Ministry of Education

Mr. Shazali AHMAD
Assistant Secretary, International Relations
Division, Ministry of Education

Malawi

H. E. Mrs. Anna Andrew KACHIKHO M.P.
Deputy Minister of Education
(Head of Delegation)

Dr. Simeon HAU
Secretary for Education

Dr. Joseph KUTHEMBA MWALE
Director of Education Planning

Mr. David MULERA
Assistant Executive Secretary, Malawi
National Commission for UNESCO

Mali/Mali

S. E. Professeur Mamadou Lamine TRAORÉ
Ministre de l'éducation nationale, président
de la Commission nationale malienne
pour l'UNESCO
(Chef de délégation)

M. Bakary SAMAKÉ
Division de l'enseignement normal, Direction
nationale de l'éducation de base, Ministère
de l'éducation nationale

Mme Aminata SALL
Secrétaire générale, Commission nationale
malienne pour l'UNESCO

M. Brahim SANGARÉ
Division vie scolaire, Direction nationale
de l'enseignement secondaire général,
Ministère de l'éducation nationale

Maroc/Morocco/Marruecos

M. Anis BIROU
Secrétaire d'Etat chargé de l'Alphabétisation et
de l'Education non formelle
(Chef de Délégation)

S. E. M. Omar HILALE
Ambassadeur, Mission permanente du Maroc
à Genève

M. Ahmed GOUITAA
Directeur de la stratégie, de la statistique
et de la planification, Ministère de l'éducation
Nationale

M. Lhoucine AÏT MAHJOUB
Directeur de l'évaluation et de la prospective,
Ministère de l'éducation nationale

Mme Tijania FERTAT
Directrice de l'Académie régionale d'éducation
et de formation de Rabat, Ministère de
l'éducation nationale

M. Abdesselam ZEROUAL
Directeur de la coopération et de la promotion
de l'enseignement scolaire privé, Ministère
de l'éducation nationale

Mme Malika AKNA
Déléguée du Ministère de l'éducation nationale

Mme Naïma TABET
Secrétaire générale, Commission nationale
marocaine pour l'UNESCO

Mme Siham BOUASSA
Conseiller des affaires étrangères, Mission
permanente du Maroc à Genève

M. Azzeddine FARHANE
Conseiller des affaires étrangères, Mission
permanente du Maroc à Genève

Maurice/Mauritius/Mauricio

Mlle Marie-Lise HOW FOK CHEUNG
Permanent Secretary, Ministry of Education
and Scientific Research
(Head of Delegation)

Mr. Santosh Kumar MAHADEO
Director (Curriculum Renewal and
Polytechnics), Ministry of Education and
Scientific Research

Mauritanie/Mauritania

M. Mohamed Lemine Ould MOULAYE
AHMED
Directeur de la Réforme et de la Prospective,
Ministère de l'Education Nationale

Mexique/Mexico/México

S. E. Dr Reyes S. TAMEZ GUERRA
Secretario de Educación Pública
(Jefe de Delegación)

S. E. Mr. Luis Alfonso DE ALBA
Embajador, Misión Permanente de México
en Ginebra

Sr. Antonio GAGO HUGUET
Coordinador de Asesores

Dr. Daniel GONZÁLEZ SPENCER
Director General de Relaciones
Internacionales

Sra. Dulce VALLE
Consejera, Misión Permanente de México en
Ginebra

Sra. Maria de los Ángeles ERRISURIZ
Secretaria de Educación

Sra. Isabel FARHA VALENZUELA
Directora de Relaciones Multilaterales

Dra. Marivel GÓMEZ TREVIÑO
Secretaria Particular del C. Secretario

Sra. Gracia PEREZ
Asistente, Misión Permanente de México en
Ginebra

Mme Claudia Yuriria GARCIA GUIZA
Tercera Secretaria, Misión Permanente de
México en Ginebra

**Micronésie (États fédérés de)/Micronesia
(Federated States of)/Micronesia (Estados
Federados)**

Hon. Midion G. NETH
Acting Secretary, Department of Health,
Education and Social Affairs

Mozambique

Mr. Zefanias S. M. MUHATE
Permanent Secretary, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Mrs. Isabel Maria de A. AZEVEDO
Provincial Director, Zambezia, Ministry of
Education

Mrs. Flora Fernando CHIRINDZA
Technician, Directorate for Basic Education,
Ministry of Education

Myanmar

H. E. Mr. U Than AUNG
Minister of Education
(Head of Delegation)

H. E. Mr. U Mya THAN
Ambassador, Permanent Representative
to the UN, Permanent Mission of Myanmar
in Geneva

H. E. Mr. U Wunna Maung LWIN
Ambassador, Embassy of Myanmar,
Permanent Delegation of Myanmar to
UNESCO

Dr. Myo MYINT
Pro-Rector, Yangon University

Mrs. Aye Aye MU
Counsellor, Permanent Mission of Myanmar in
Geneva

Mr. Tha Aung NYUN
Counsellor, Permanent Mission of Myanmar in
Geneva

Mr. Myint THU
First Secretary, Permanent Mission
of Myanmar in Geneva

Mr. Ba Hla AYE
First Secretary, Permanent Mission
of Myanmar in Geneva

Mr. Kyaw Thu NYEIN
Second Secretary, Permanent Mission
of Myanmar in Geneva

Mr. Soe AUNG
Third Secretary, Permanent Mission
of Myanmar in Geneva

Ms. Flora SAITO
Attaché, Permanent Mission of Myanmar
in Geneva

Namibie/Namibia

Hon. John MUTORWA
Minister of Basic Education, Sport and Culture
(Head of Delegation)

Mr. Charles KABAJANI
Director, Education Programme
Implementation, Ministry of Basic Education,
Sport and Culture

Mr. Alfred ILUKENA
Director, Namibia Institute for Educational
Development

Mrs. Frederika UAHENGO
Rector, Ongwediva College of Education

Dr. Demus MAKUWA
SACMEQ National Research Co-ordinator,
Ministry of Basic Education, Sport and
Culture

Mr. Marius KUDUMO
Chief Programme Officer, Namibia National
Commission for UNESCO

Népal/Nepal

H. E. Mr. Bimalendra NIDHI
Minister for Education and Sports
(Head of Delegation)

Mr. Ramswarup SINHA
Director, Secondary Education Development
Centre

Mr. Binod Prasad ACHARYA
Deputy Permanent Representative, Permanent
Mission of Nepal in Geneva

Nicaragua

S. E. Sr. Silvio DE FRANCO MONTALVÁN
Ministro de Educación, Cultura y Deportes
(Jefe de Educación)

Sr. Eduardo CASTILLO PEREIRA
Representante Permanente Alterno, Encargado
de Negocios, Misión Permanente de Nicaragua
en Ginebra

Sra. Patricia CAMPBELL
Primer Secretaria, Misión Permanente de
Nicaragua en Ginebra

Nigéria

Hon. Fabian OSUJI
Minister of Education
(Head of Delegation)

Dr. U.B. AHMED
Director, Primary and Secondary Education,
Federal Ministry of Education

Mr. Ishaya S. AUTA
Director, Technology and Science, Federal
Ministry of Education

Mrs. Amina IBRAHIM
National Coordinator, Education For All

Prof. Peter OKEBUKOLA
Executive Secretary, National Universities
Commission

Dr. Kabir ISYAKU
National Commission for Colleges of
Education

Dr. Nuru YAKUBU
Executive Secretary, National Board for
Technical Education

Prof. Gidado TAHIR
National Coordinator, Universal Basic
Education

Dr. Edward AGULANNA
Special Assistant to the Honourable Minister
of Education

Mrs. Bridget U. OKPA
Secretary Education Sector, National
Commission of Nigeria for UNESCO

Prof. Mkpá Agu MKPA
Commissioner for Education, Abia State

Mrs. Fatima OTHMAN
Senior Delegation Counsellor, Permanent
Delegation of Nigeria to UNESCO

Norvège/Norway/Noruega

Ms. Eldbjorg TORSOE
Political Adviser, Ministry of Education and
Research
(Head of Delegation)

Mr. Dankert VEDELER
Deputy Director General, Department of
Policy Analysis and International Affairs,
Ministry of Education and Research

Ms. Ellen LANGE
Secretary General, Norwegian National
Commission for UNESCO

Ms. Gerd-Hanne FOSEN
Education Adviser, Norwegian National
Commission for UNESCO

Ms. Gry AALDE
Deputy Director General, Department of
Education and Training, Ministry of Education
and Research

Mr. Oystein LYNGROTH
Adviser, Norwegian Agency for Development
Cooperation

Mr. Jens Petter BERG
Education Adviser, Union of Education
Norway

Ms. Ine SANDER
Adviser, Directorate for Primary and
Secondary Education

Ms. Solveig TESDAL
President, School Student Union of Norway

Mr. Eivind VAD PETERSSON
Norwegian National Commission
for UNESCO

Mr. Ole BRISEID
Deputy Permanent Delegate, Permanent
Delegation of Norway to UNESCO

Mlle Halis HOLST
Member of Executive Board, Union of
Education Norway

Ms. Hildegunn OLSEN
Education Adviser, NORAD

Nouvelle-Zélande/New Zealand/ Nueva Zelandia

Mr. Rob McINTOSH
Deputy Secretary, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Prof. Russell BISHOP
Associate Dean of Maori Education, School of
Education, University of Waikato, Hamilton

Oman

H. E. Mr. Yahya SAUD AL-SULAIMI
Minister of Education
(Head of Delegation)

H. E. Dr. Musa JAAFAR HASSAN
Ambassador, Permanent Delegation of Oman
to UNESCO

Dr. Saïd SELEEM AL KITANI
Director of Minister of Education Office,
Secretary, Oman National Commission for
UNESCO

Mr. Saud EL BALUSHI
Director General of Curriculum Department,
Ministry of Education

Mr. Yahia AL-HARTHI
Deputy Director of the division of the
evolution of Mathematics and Economics and
Administrative Sciences Curriculum, Ministry
of Education

Mr. Sultan AL SALAMI
Coordinator of Minister's Office

H. E. Mr. Ahmed Mohamed Masoud
AL-RIYAMI
Ambassador, Permanent Mission of Oman in
Geneva

Mr. Zakaria AL-SA'DI
First Secretary, Permanent Mission of Oman
in Geneva

Ouganda/Uganda

H. E. Mrs. Gerard Namirembe BITAMAZIRE
Minister of State for Primary Education
(Head of Delegation)

Dr. Richard RWAGALLA AKANKWASA
Director of Education, Ministry of Education

Mr. Hajji Badru LUBEGA-WAGGWA
Chairman, Education Service Commission

Mr. Augustine OMARE-OKURUT
Secretary General, Uganda National
Commission for UNESCO

Dr. Rose NASSALI LUKWAGO
Director, Education Standard Agency

Pakistan/Pakistán

H. E. Ms Zobaida JALAL
Federal Minister for Education
(Head of Delegation)

Dr. Haroona JATOI
Joint Educational Adviser, Ministry of
Education

Mr. T.M. QURESHI
Deputy Educational Adviser, Ministry of
Education

H. E. Mr. Shaukat UMER
Ambassador, Permanent Mission of Pakistan
in Geneva

Mr. Faisal NIAZ TIRMIZI
First Secretary, Permanent Mission of Pakistan
in Geneva

Mr. Iqbal Ali JATOI
Teachers Training Projects, Ministry of
Education

Paraguay

S. E. Sr. Rigoberto GAUTO VIELMAN
Embajador, Misión Permanente del Paraguay
en Ginebra
(Jefe de Delegación)

S. E. Sra. Marta LAFUENTE
Viceministra de Educación

Sra. Maria Elena BORBOZA
Jefa del Departamento Técnico, Ministerio de
Educación y Cultura

Pays-Bas/Netherlands/Paises Bajos

H. E. Mrs. Lotte VAN SCHAIK
Ambassador, Permanent Delegation
of the Netherlands to UNESCO
(Head of Delegation)

Mr. Theodoor H. ADAMS
Director International Policy Directorate,
Ministry of Education, Culture and Science

Mrs. Marceline D. ENGELKES
Ministry of Education, Culture and Science

Mrs. Irene VAN DER DUSSEN
Member, Sub commission Education,
Netherlands National Commission for
UNESCO

Mrs. Liesbeth VERHEGGEN
Member Executive Committee, Education
Trade Union

Ms. Friedolien W.A. DE FRAITURE
Dutch Youth Representative

Mr. Dick LAGEWEG
Deputy Secretary General, Netherlands
National Commission for UNESCO

Mr. Robert J. STRONKHORST
Education Policy Adviser, Ministry of
Education, Culture and Science

Pérou/Peru/Perú

S. E. Sr. Idel VEXLER TALLEDO
Viceministro de Gestión Pedagógica e
Institucional
(Jefe de Delegación)

Sr. José Luis SALINAS
Representante Permanente Alterno, Misión
Permanente del Perú en Ginebra

Sr. Juan Pablo VEGAS
Consejero, Misión Permanente del Perú
en Ginebra

Srta. Eliana BERAUN
Segunda Secretaria, Misión Permanente
del Perú en Ginebra

Pologne/Poland/Polonia

H. E. Mr. Zdzislaw RAPACKI
Ambassador, Permanent Mission of Poland in
Geneva
(Head of Delegation)

Mrs. Hanka MATUSZAK
Director of the Department for International
Co-operation, Ministry of National Education
and Sport

Mrs. Barbara SKACZKOWSKA
Advisor to the Minister, Ministry of National
Education and Sport

Mrs. Krystyna URBANSKA
Advisor to the Minister, Poland National
Commission for UNESCO

Mr. Andrzej SADOS
First Secretary, Permanent Mission of Poland
in Geneva

Mr. Sergiusz SIDOROWICZ
Third Secretary, Permanent Mission of Poland
in Geneva

Mrs. Marta NOWAKOWSKA
Intern, Permanent Mission of Poland in
Geneva

Portugal

S. E. Mme Maria DO CARMO SEABRA
Ministre de l'Education
(Chef de délégation)

S. E. M. José Caetano DA COSTA PEREIRA
Ambassadeur Mission permanente du Portugal
à Genève

Mme Maria Emília GALVÃO
Directrice du Cabinet des affaires européennes
et des relations internationales, Ministère
de l'éducation

M. Vasco ALVES
Directeur général de l'innovation et
de développement des programmes d'étude,
Ministère de l'éducation

Mme Georgina ESTEVES
Sous-Directrice du Cabinet des affaires
européennes et des relations internationales,
Ministère de l'éducation

Prof. Mário FERREIRA
Sous-Directeur général de l'enseignement
supérieur, Ministère de la science, de
l'innovation et de l'enseignement supérieur

M. José Sergio DE CALHEIROS DA GAMA
Conseiller juridique, Mission permanente
du Portugal à Genève

Qatar

H. E. Mrs. Shaika Ahmed AL-MAHMOUD
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Yousef Ali AL KHATER
Secretary General, Qatar National
Commission for UNESCO

Mr. Isa thani AL JATTAL
Director, Minister's Office

Mr. Ali ZAINAL
Permanent Representative, Permanent
Delegation of Qatar to UNESCO

Mr. Abdulla Saleh AL MEHAIZE
Public Relations Officer, Minister's Office

Mr. Ya'qoub Youssef AL OBAIDLY
Teacher, Preparatory Stage, Doha

Dr. Nawal AL SHAIKH
Director, Curricula & Textbooks Department,
Doha

Dr. Hamda Hassan AL SULAITY
Director, Educational Planning & Follow-up
Unit, Doha

M. Mohammed AL-ANSARI
Director, Curriculum Standards Office,
Supreme Education Council, Doha

H. E. Mr. Fahd AL-THANI
Ambassador, Permanent Mission of Qatar in
Geneva

Mr. Jassim AL BOAINAIN
Minister Plenipotentiary, Permanent Mission
of Qatar in Geneva

Mr. Mohamed AL DUHAIMI
First Secretary, Permanent Mission of Qatar in
Geneva

Mr. Adel ALSAYED
Director, Evaluation Institute, Doha

**République arabe syrienne/Syrian Arab
Republic/República Árabe Siria**

H. E. Mr. Ali SA'AD
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Sulaiman AL KATUB
Deputy Minister of Education, Ministry of
Education

Mr. Mohamad MOHAMAD
Deputy Minister of Education, Ministry of
Education

Mrs. Salha SANKAR
Professor of Educational Supervision, Faculty
of Education, Damascus University, Ministry
of Higher Education

Mrs. Sahar OMRAN
Ministry of Culture

Mr. Ghassan NSEIR
Permanent Delegation of Syria to UNESCO

Mr. Ghassan OBEID
Charge d'affaires a.i., Permanent Mission
of the Syria in Geneva

Mrs. Souheila ABBAS
Third Secretary, Permanent Mission of Syria
in Geneva

**République de Corée/Republic of
Korea/República de Corea**

H. E. Mr. Young-shik KIM
Deputy Minister of Education and Human
Resources Development
(Head of Delegation)

Ms. Young-soon KANG
Director, International Education Cooperation
Division, Ministry of Education and Human
Resources Development

Mr. Jeong-Hyun RYU
First Secretary, Permanent Mission of Korea
in Geneva

Ms. Eun-ok CHOI
First Secretary, Permanent Delegation
of Korea to UNESCO

Ms. Bobae PARK
Deputy Director, International Education
Cooperation Division, Ministry of Education
and Human Resources Development

Ms. Soon-ho CHOI
Program Specialist, Education Team, Korean
National Commission for UNESCO

Mr. Pyeong-gook KIM
Researcher, Division of Curriculum Research
and Development Korean Institute of
Curriculum and Evaluation

**République de Moldova/Republic of
Moldova/República de Moldova**

H. E. Mr. Valentin BENIUC
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mrs. Nadejda VELISCO
Head of Department of Secondary Education,
Ministry of Education

H. E. Mr. Dumitru CROITOR
Ambassador, Permanent Mission of Moldova
in Geneva

**République démocratique populaire
lao/Lao People's Democratic Republic/
República Democrática Popular Lao**

S. E. M. Soutsakhone PATHAMMAVONG
Ambassadeur, R.D.P. Lao en France,
Délégation Permanente de la R.D.P. lao auprès
de l'UNESCO
(Head of Delegation)

S. E. M. Khamliene NHOUYVANISVONG
Ambassadeur, Délégation Permanente de la
R.D.P. lao auprès de l'UNESCO

**République populaire démocratique
de Corée/Democratic People's Republic
of Korea/República Democrática Popular
de Corea**

Mr. Se Pyong SO
Deputy, Permanent Mission of the D.P.R.
Korea in Geneva
(Head of Delegation)

Mr. Myong Nam CHOE
First Secretary, Permanent Mission
of D.P.R. Korea in Geneva

Mr. Yong Ho KIM
Second Secretary, Permanent Mission
of the D.P.R. Korea in Geneva

**République tchèque/Czech
Republic/República Checa**

H. E. Ms Petra BUZKOVÁ
Minister of Education, Youth and Sports
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Jaroslav MÜLLNER
Deputy Minister for Regional Education,
Ministry of Education, Youth and Sports

H. E. Mr. Alexander SLABÝ
Ambassador, Permanent Mission of Czech
Republic in Geneva

Mr. Miloslav HUSEK
Chief of Protocol, Ministry of Education,
Youth and Sports

Ms. Marie RICHTEROVÁ
Assistant to the Minister, Ministry of
Education, Youth and Sports

Ms. Alena SPEJCHALOVÁ
Department of International Relations,
Ministry of Education, Youth and Sports

Mr. Ludovít EMANUEL
Director, J.A. Comenius Museum in Prague

Ms. Sabina HÝBLOVÁ
Curator, J.A. Comenius Museum in Prague

Mr. Karel KOMÁREK
Secretary General, Czech National
Commission for UNESCO

Ms. Michaela ANDRESOVÁ
Coordinator, UNESCO ASP network

Ms. Jaroslava TLÁSKALOVÁ
Department of International Relations,
Ministry of Education, Youth and Sports

**République-Unie de Tanzanie/United
Republic of Tanzania/República Unida de
Tanzania**

Hon. Mr. Joseph J. MUNGAI
Minister for Education and Culture
(Head of Delegation)

Hon. Haroun A. SULEIMAN
Minister for Education, Culture and Sports,
Zanzibar

H. E. Mr. Charles K. MUTALEMWA
Ambassador, Permanent Mission of Tanzania
in Geneva

Mr. Ricky A. MPAMA
Chief Education Officer, Ministry of
Education and Culture

Prof. Mohammed S. SHEYA
Deputy Permanent Delegate, Permanent
Delegation of Tanzania to UNESCO

Ms. Maryam Abdalla YUSSUF
Commissioner for Education, Ministry of
Education, Culture and Sports, Zanzibar

Dr. Nesta V. SEKWAO
Assistant to the Commissioner for Education,
Ministry of Education and Culture

Mr. Gordian J. MUKIZA
Education Programme Officer, UNESCO
National Commission of Tanzania

Mr. Muhwela A. KALINGA
Private Secretary to the Minister, Ministry
of Education and Culture

Mrs. Irene F. KASYANJU
Counsellor, Permanent Mission of Tanzania
in Geneva

Roumanie/Romania/Rumania

H. E. Mr. Radu Mircea DAMIAN
Secretary of State, Ministry of Education
and Research
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Doru COSTEA
Ambassador, Permanent Mission
of Romania in Geneva

Ms. Veronica FUSELOVA
Counsellor, Ministry of Education
and Research

Ms. Florentina VOICU
First Secretary, Permanent Mission
of Romania in Geneva

Mr. Florian CIOLACU
First Secretary, Permanent Mission
of Romania in Geneva

Mrs. Lucretia BALUTA
Education expert, National Commission
of Romania for UNESCO

**Royaume-Uni de Grande Bretagne et
d'Irlande du Nord/United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland/Reino-
Unido**

Mrs. Eileen BARNES-VACHELL
Children's services Improvement Adviser,
Department for Education and Skills
(Head of Delegation)

Mr. John ASLEN
International Relations Division, Department
for Education and Skills

Mrs. Christine WHATFORD
Head of Education Committee, UK National
Commission for UNESCO

Rwanda

S. E. Mme Jeanne d'Arc MUJAWAMARIYA
Secrétaire d'État chargée de l'enseignement
primaire et secondaire
(Chef de délégation)

M. Eliphaz BAHIZI
Secrétaire permanent, Commission nationale
du Rwanda pour l'UNESCO

S. E. Mme Valentine RUGWABIZA
Ambassadeur, Mission permanente du Rwanda
à Genève

**Saint-Vincent-et-les-Grenadines/
Saint Vincent and the Grenadines/
San Vicente y las Granadinas**

H. E. Mr. Michael BROWNE
Minister of Education, Youth and Sports

**Sao Tomé-et-Principe/Sao Tome and
Principe/Sao Tomé y Príncipe**

S. E. M. Alvaro João SANTIAGO
Ministre de l'Education et de la Culture

Sénégal/Senegal

S. E. M. Moustapha SOURANG
Ministre de l'éducation
(Chef de délégation)

S. E. M. Ousmane CAMARA
Ambassadeur, Mission permanente du Sénégal
à Genève

M. Daouda Maligueye SENE
Ministre conseiller, Mission permanente
du Sénégal à Genève

M. Leopold FAYE
Directeur de l'enseignement moyen et
secondaire général, Ministère de l'éducation

M. Momar GUEYE
Conseiller, Mission Permanente du Sénégal
à Genève

Mrs. Aminata NDIANOR
Adjointe du point focal sida,
Secteur de l'éducation

Serbie-et-Monténégro/Serbia and Montenegro/Serbia y Montenegro

H. E. Mrs. Ljiljana COLIC
Minister of Education and Sport of
the Republic of Serbia
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Sodoban BACKOVIC
Minister of Science and Education of the
Republic of Montenegro
Ms. Jelena PEJOVIC

Chief of the Cabinet of the Minister of
Education and Sports of the Republic of Serbia

Ms. Marina IVANOVIC
Second Secretary, Permanent Mission of
Serbia and Montenegro in Geneva

Seychelles

H. E. Mr. Danny FAURE
Minister for Education and Youth

Sierra Leone

H. E. Mr. Alpha T. WURIE
Minister of Education, Science and
Technology
(Head of Delegation)

Mr. Dickson Jusu Siaka ROGERS
Director of the Inspectorate "Inspect schools
in the Country", Ministry of Education,
Science and Technology

Mr. Godwin Bockari SAMBA
Deputy Director, Technical and Vocational
Education, Ministry of Education, Science
and echnology

M. Edouard LUY
Consul, Switzerland

Slovaquie/Slovakia/Eslovaquia

H. E. Mr. Martin FRONC
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Kálmán PERÖCZ
Ambassador, Permanent Mission of Slovakia
in Geneva

Mr. Ján SIPOS
Director, Children and Youth Department,
Ministry of Education

Mrs. Lubica ERDELSKA
Deputy, Permanent Delegation of Slovakia
to UNESCO

Ms. Viera KACVINSKÁ
Counsellor, Bilateral and Multilateral
Cooperation Department, Ministry
of Education

Mrs. Nora SEPTÁKOVÁ
First Secretary, Permanent Mission of
Slovakia in Geneva

Slovénie/Slovenia/Eslovenia

H. E. Mr. Lucka LORBER
State Secretary, Ministry of Education,
Science and Sport
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Aljaz GOSNAR
Ambassador, Permanent Mission of Slovenia
in Geneva

Mr. Andreja BARLE LAKOTA
Director of the Office for Education,
Ministry of Education, Science and Sport

Ms. Zofija KLEMEN-KREK
Secretary General, Slovenian National
Commission for UNESCO

Dr. Zoran PAVLOVIC
Member, Slovenian National Commission
for UNESCO

M. Andraz ZIDAR
Second Secretary, Permanent Mission
of Slovenia in Geneva

Soudan/Sudan/Sudán

H. E. Mr. Ahmed Babikir NAHAR
Minister of Education
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Mohamed Elhassan Ahmed ELHAJ
Ambassador, Permanent Mission of Sudan in
Geneva

Mr. Ibrahim Suliman EL DASIS
Director General for Educational Planning &
National EFA Coordinator, Ministry of
Education

Mr. Adil Ahmed Mohammed KARADAWI
Secretary General, Sudanese National
Commission for UNESCO

Mr. Abdulgadir ELKHALIL
Permanent Mission of Sudan in Geneva

Mr. Christopher Leonardo JADA
Second Secretary, Permanent Mission of
Sudan in Geneva

Sri Lanka

Mrs. Tara Vinodanee DE MEL
Secretary, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Mr. Rathnasiri Sumathipala MEDAGAMA
Advisor, Ministry of Education

Mrs. Charmaine Sherin WITESINGE
Consultant, Ministry of Education

Suède/Sweden/Suecia

H. E. Mr. Carl LINDBERG
Deputy State Secretary, Ministry of Education
and Science
(Head of Delegation)

Mrs. Annika BENGTTSSON
Senior Administrative Officer, Ministry of
Education and Science

Mrs. Ulla-Stina RYKING
Senior Administrative Officer, Ministry of
Education and Science

Ms. Marie SÄLL
Chief Officer, Swedish Teachers' Union

Mrs. Merja STRÖMBERG
Senior Administrative Officer, Ministry of
Education and Science

Ms. Sonja ÄSTRÖM
Vice Chairman, National Union of Teachers in
Sweden

Suisse/Switzerland/Suiza

S. E. M. Charles BEER
Conseiller d'État et chef du Département
de l'instruction publique de la République
et canton de Genève
(Chef de délégation)

S. E. M. Christian FAESSLER
Ambassadeur et représentant permanent
adjoint, Mission permanente de la Suisse
à Genève

S. E. M. Denis FELDMEYER
Ambassadeur, délégation permanente
de la Suisse auprès de l'UNESCO

M. Bernard WICHT
Chef des affaires internationales, Conférence
suisse des Directeurs cantonaux de
l'instruction publique, Berne

M. Marino OSTINI
Adjoint scientifique, Office fédéral de
l'éducation et de la science, Berne

M. Roman KOLAKOVIC
Deuxième secrétaire, Mission permanente
de la Suisse à Genève

Mme Fabienne LAGIER
Chargée de l'éducation et du développement
social, Département fédéral des affaires
étrangères

Mme Barbara JAKOVITCHOUK-RIEDER
Responsable des projets stratégiques,
Office fédéral de la formation professionnelle
et de la technologie, Berne

M. Pierre VARCHER
Président de la section éducation et société,
Commission nationale Suisse pour l'UNESCO

Suriname

H. E. Mr. Walter SANDRIMAN
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Adiel Khan KALLAN
Permanent Secretary of Education,
Ministry of Education

Swaziland/Swazilandia

H. E. Mrs. Constance SIMELANE
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Jabulani G. KUNENE
Principal Secretary, Ministry of Education

Mr. Jabulane SHABALALA
Director, Educational Management Statistics,
Ministry of Education

Mrs. Dorothy LITTLER
Secretary General, Swaziland National
Commission for UNESCO

Tchad/Chad

S. E. M. Ahmat Mahamat BACHIR
Ministre de l'éducation nationale
(Chef de délégation)

M. Abderamane KOKO
Secrétaire exécutif du Comité national pour
l'éducation, la formation en liaison avec
l'emploi (CONEFE)

M. Issa KHAYAR
Secrétaire général, Commission nationale
tchadienne pour l'UNESCO

Thaïlande/Thailand/Tailandia

H. E. Mr. Adisai BODHARAMIK
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Sunai CHULPONGSATORN
Advisor to the Minister, Ministry of Education

Dr. Tosaporn SERERAK
Secretary to the Minister, Ministry of
Education

Mrs. Chomanad HIRUNMEKAVANICH
Advisor to the Minister, Ministry of Education

H.E. Mr. Chaoyong SATJIPANON
Ambassador, Permanent Mission of
Thailand in Geneva

Dr. Khunying KASAMA VARAVARN
Permanent Secretary, Ministry of Education

Mrs. Pornnipha LIMPAPHAYOM
Secretary General, Office of Basic Education
Commission, Ministry of Education

Mr. Pavich TOANGROACH
Secretary General, Office of the Higher
Education Commission

Mr. Wisalaporn PAISAL
Chief, International information Technology
Unit, Ministry of Education

Ms. Duriya AMATAVIVAT
Chief, Multilateral Cooperation Unit,
Ministry of Education

Mr. Kitti SUTHIJITPAISARN
Officer attached to the Office of the Minister,
Ministry of Education

Police Lieutenant Pittaya KLAMEN
Police Escort to the Minister of Education

Mrs. Preeyanuch JARIYAVIDYANONT
Permanent Alternate Delegate, Permanent
Delegation of Thailand to UNESCO

Togo

S. E. M. Kondi Charles AGBA
Ministre de l'enseignement supérieur et
de la Recherche
(Chef de Délégation)

M. Adjé Otéth AYASSOR
Secrétaire général, Ministère des
enseignements primaire et secondaire

M. Laré SAMBIANI
Secrétaire général, Commission nationale
togolaise pour l'UNESCO

Trinité-et-Tobago/Trinidad and Tobago/Trinidad y Tobago

Mrs. Angella JACK
Permanent Secretary, Ministry of Education
(Head of Delegation)

Mr. Steve WILLIAMS
Guidance Supervisor, Student support services

Mrs. Sharon MANGROO
Director of Curriculum Development

Mr. Roland RAJKUMAR-MAHARAJ
Director of School Supervision

Ms. Reita G. TOUSSAINT
Deputy Permanent Representative, Permanent
Mission of Trinidad and Tobago in Geneva

Tunisie/Tunisia/Túnez

S. E. M. Afif HENDAOU
Ambassadeur, ambassade de Tunisie, Berne
(Chef de délégation)

Mme Fatma TARHOUNI HAJJI
Secrétaire générale, Commission nationale
tunisienne pour l'UNESCO

M. Naceur BEN FRIJA
Premier conseiller, ambassade de Tunisie,
Berne

M. Hatem LANDOULSI
Conseiller, Mission permanente de la Tunisie
à Genève

Turquie/Turkey/Turquía

M. Necat BIRINCI
Sous-secrétaire d'État, Ministère de l'éducation
nationale
(Chef de délégation)

S. E. M. Türkekul KURTTEKIN
Ambassadeur, Mission permanente
de la Turquie à Genève

Mme Sevinç ATABAY
Membre du département de l'éducation,
Ministère de l'éducation nationale

M. Hakan KIVANC
Conseiller, Mission permanente de la Turquie
à Genève

M. Hüseyin ERGANI
Deuxième secrétaire, Mission permanente
de la Turquie à Genève

Ukraine/Ucrania

H. E. Mr. Victor OGNEVIUK
Deputy Minister of Education and Science
(Head of Delegation)

Mr. Mykola DMYTRYCHENKO
Rector of National Transport University

Mr. Galik ARTEMCHUK
Rector of Kyiv National and Linguistic
University

Mrs. Tetyana SAIENKO
First Secretary, National Commission of
Ukraine for UNESCO

Uruguay

Sr. Guillermo VALLES GALMÉS
Embajador, Delegación Permanente del
Uruguay en Ginebra
(Jefe de Delegación)

S. E. Sr. Ricardo GONZALEZ ARENAS
Ministro, Delegación Permanente del Uruguay
en Ginebra

Sra. María FRANCO
Consejera, Delegación Permanente
del Uruguay en Ginebra

Sr. Alejandro ARREGUI MOYANO
Agregado Cultural, Delegación Permanente
del Uruguay en Ginebra

Venezuela

S. E. Sr. Aristobulo ISTURIZ ALMEIDA
Ministro de Educación y Deportes
(Jefe de Delegación)

S. E. Sra. Blacanieve PORTOCARRERO
Embajadora, Misión Permanente de Venezuela
en Ginebra

Sra. Marianela LEÓN GONZALEZ
Directora General de Niveles y Modalidades,
Ministerio de Educación y Deportes

Sr. Alberto MOLINA SÁNCHEZ
Secretario General Adjunto de la Comisión
Nacional de Cooperación con la UNESCO

S. E. Sra Raquel POITEVIEN
Embajadora, Representante Alternativa,
Misión Permanente de Venezuela en Ginebra

Sr. Rafael HANDS
Consejero, Misión Permanente de Venezuela
en Ginebra

Sr. Fabio DI CERA
Consejero, Misión Permanente de Venezuela
en Ginebra

Sr. Aldo PERFETTO
Segundo Secretario, Misión Permanente de
Venezuela en Ginebra

Sr. Luis Antonio NAVAS COLINA
Vice presidente del Instituto Nacional de
Cooperación Educativa (INCE)

Viet Nam

H. E. Mr. Duc Tam VU
Ambassador, Permanent Delegation of Viet
Nam to UNESCO
(Head of Delegation)

Mr. Manh Cuong NGUYEN
Attaché, Permanent Delegation of Viet Nam to
UNESCO

Yémen/Yemen

H.E. Mr. Abdulsalam Mohamed AL-JOUFI
Minister of Education
(Head of Delegation)

Mr. Ibrahim Mohammed AL-HOUTHY
Deputy of Education Research and
Development Center

Mr. Mansour Ali MOQBEL
Head of Technical Office, Ministry of
Education

Mr. Mohamed Hadi TAWAF
Ministry of Education

Mr. Hamoud Mohammed AL-SEYANI
Head of Technical Team

Mr. Abdullah Ali Ismail AL-RAZHI
General Director of Supervisor, Ministry
of Education

Mr. Mohamed Abdulbari AL-KADASI
Secretary General, Yemeni National
Commission for UNESCO

Zambie/Zambia

H. E. Mr. Love MTESA
Ambassador, Permanent Mission of Zambia in
Geneva

Mrs. Isabel M. MATYOLA-LEMBA
First Secretary, Permanent Mission of Zambia
in Geneva

Zimbabwe

H. E. Mr. Herbert MURERWA
Minister of Higher and Tertiary Education
(Head of Delegation)

H. E. Mr. Aeneas Soko CHIGWEDERE
Minister of Education, Sport and Culture

Mr. Thomas MACHINGAIDZE
Provincial Education Director, Mashonaland
West province, Ministry of Education, Sport
and Culture

Mr. Forbes T. KANYOWA
Deputy Director, Teacher Education

Mr. Dawson MUNJERI
Deputy Permanent Delegate, Permanent
Delegation of Zimbabwe to UNESCO

Mr. Samuel MHANGO
Deputy Permanent Representative, Zimbabwe
Permanent Mission in Geneva

Mr. Richard CHUIBUWE
Counsellor, Zimbabwe Permanent Mission in
Geneva

États membres associés/Associate Member States/Estado Miembros Asociados

**Iles Caïmanes/Cayman Islands/
Islas Caimanes**

Mr. Danny SCOTT
Chairman, Board of Governors
University College of the Cayman Islands

**Îles Vierges britannique/British Virgin
Islands/Islas Virgenes Británicas**

Mrs. Medita WHEATLEY
Secretary General, National Commission of
the British Virgin Islands for UNESCO

Macao, Chine/Macau, China

Mr. Chio Fai SOU
Director of Education and Youth Affairs
Bureau
(Head of Delegation)

Mrs. Silvia R. OSÓRIO HO
Deputy Director, Education and Youth Affairs
Bureau

Mr. Chi Chau IEONG
Chief, Division of research and education
reform, Education and Youth Affairs Bureau

Mr. Cheong CHOI
Senior Officer, Education and Youth affairs
bureau

États non membres/Non-member States/Estados no miembros

Saint-Siège/Holy See/Santa Sede

H. E. Mr. Silvano TOMASI
Nonce Apostolique, Observateur permanent,
Mission permanente du Saint-Siège à Genève
(Chef de délégation)

H.E. Mr. Francesco FOLLO
Observateur permanent, délégation
permanente du Saint-Siège auprès de
l'UNESCO

M. Massimo DE GREGORI
Mission permanente du Saint-Siège à Genève

Mme Stéphanie DUPUY
Représentante, Mission permanente
du Saint-Siège à Genève

Palestine (Observateurs/Observers/Observadores)

Prof. Gabi BARAMKI
Special Adviser, Ministry of Education
and Higher Education
(Head of Delegation)

Mrs. Reema KHADER
Director General of Planning, Ministry of
Education and Higher Education

Mr. Mohammad YAKOUB
Senior Education Officer, Palestinian
Permanent Delegation to UNESCO

Hôte d'honneur/Guest of Honour/Huesped de honor

S. A. la princesse Mozah Bint Nasser
AL-MISNAD,
Première dame de Qatar,
Envoyée spéciale de l'UNESCO pour
l'éducation de base et l'enseignement supérieur

Délégation/Delegation/Delegación

M. Dr. Abdulla AL-KUBAISSIM
Directeur du Cabinet de Son Altesse

Mme Aldana AL-KULAIFIM
Secrétaire du Cabinet de Son Altesse

Mme Dr. Shaika AL-MISNAD
Directrice de l'Université de Qatar

Mme Maryam AL-HAJRI
Protocole

M. Talal AL-SULAITI
Protocole

M. Mohd AL-HUMAIIDI
Directeur de l'information

M. Saddine OUDASSE
Relations publiques

Mme Loulwa ALI-KHATER
Département de presse

Mohamad AL-SULAITI
Sécurité

Invités/Invites/Convidados

Lauréats Comenius

Mme Mary Hatwood FUTRELL
États-Unis d'Amérique

M. Jean Elie LARRIEUX
Haïti

Mme Meilė LUKŠIENĖ
Lituanie (excusée)

M. Munther Wasef MASRI
Jordanie

Mme Munawar S. MIRZA
Pakistan

M. Amédée Joseph Alexis ODUNLAMI
Bénin

M. Ernesto SCHIEFELBEIN
Chili

La "Cellule Tutorat" de l'Université libre
de Bruxelles (Belgique)

M. Ahmed MEDHOUNE

Mme Annick COUTISSE

Le Southern and Eastern African Consortium
for Monitoring Educational Quality
(SACMEQ)

Mr. Saul MURIMBA
Zimbabwe

Mr. Charles OBIERO
Kenya

Journée internationale de l'alphabétisation

Mme Edith FAVEY
Association Lire et écrire

Mme Mariette GAIARDELLI
Membre Association Lire et écrire

Mme Brigitte PYTHOUD
Association Lire et écrire

Mme R. CELIA VASCONCELOS ESTUVES
ALFA SOL

M. Fabio FERREIRA DE SIQUEIRA
ALFA SOL

Mr. Daniel FURST GONCALVES
ALFA SOL

Experts

M. Fernando José ALMEIDA
Brésil

Mrs. Salome ANYOTI
FAWE Tanzanie

M. François AUDIGIER
FPSE Genève

Mr. Matthis BEHRENS
IRDP Neuchâtel (Suisse)

Mme Ana BENAVENTE
Vice-présidente du Conseil BIE

M. Aaron BENAVIDE
Université de Jérusalem

Mme Maria-Elizabeth BIANCONCINI DE
Brésil

Mr Norberto BOTTANI
Directeur du SRED, Genève

Mr. Mark BRAY
WCCES

M. Alain CARRY
France

M. Olivier DE MARCELLUS
SRED Genève

M. Grégoire EVEQUOZ
DIP-Genève

Mr. Ferran FERRER
Espagne

M. Nico HIRTT
Belgique

Ms. Jana HUTTOVA
Program Director, Education Support Program
Open Society

Prof. Masandi Pierre KITA
Congo

Prof. Charles MAGNIN
FPSE Genève

Mr. Bruno MASIER
President
WTPF

Mrs. Golnar MEHRAN
Expert Iran

Mr. Chokri MEMNI
CREDIF-Tunis

Mr. Juan Manuel MORENO
Worldbank

Mme Martha MOSCOSO
Colombie

Mlle Renata PEGORARO
SRED-Genève

Mr. Graham PHILLIPS
Royaume-Uni

M. Daniel Maximo PINKASZ
Argentine

Mr. Francisco RAMIREZ
Université de Stanford

M. Urs SCHEIDEGGER
DDC-Suisse

Mr. Berhane TEWOLDE-MEDHIN
Educator

Sr. Marcelo TRICARICO
Coordinator

Sra. Gladys ZAMORA
Avocate

Jeunes

Mme Josephine ABALO
Accompagnatrice FAWE Ouganda

Sr. Haroldo J.C. ALMEIDA
Accompagnateur Brésil

Mr. Luis Carlos BATISTA SILVA
Brésil

Mr. Josuel Araújo DAS NEVES
Brésil

Ms. Juliana Nascimento DE ALMEIDA
Brésil

Ms. Luciane DE FREITAS SANTANA
Brésil

Mr. Jair Ribeiro DE VASCONCELLOS
Brésil

Mlle Seynabou DIAGNE
FAWE Sénégal

Mlle Ndeye Khar DIOUF
FAWE Sénégal

Mr. Pierre FAYE
Accompagnateur FAWE Sénégal

Mr. Edson FELIX JUNIOR
Brésil

Ms. Liliane FERREIRA DE JESÚS
Brésil

Mme Donatha GIHANA
Accompagnatrice FAWE Rwanda

Mlle Winfred INGABIRE
FAWE Rwanda

Mlle Tukamushaba JACKLINE
FAWE Ouganda

Ms. Michelle Graciela MORAIS
Accompagnatrice Brésil

Mlle Edita TWINOMUGISHA
FAWE Ouganda

Mlle Honorine UMUTONI GASASIRA
FAWE Rwanda

Mr. Jailson Régis VASCONCELLOS
Brésil

Autres invités

Mr. Dil MUHAMMAD
Pakistan

Mlle Camilla COSSE
Argentine

Sr. Gustavo COSSE
Argentine

Sr. Luis Maria NAYA GARMENDIA
Espagne

M. Walo HUTMACHER
Genève

M. Gilbert KAKPOSSA
Bénin

Mme Rébecca ODUNLAMI
Bénin

Mme Fabienne PAYOT
Suisse

Mme Berta PEREISTEIN BRASLAVSKY
Argentine

Sr. Nelson Morato PINTO DE ALMEIDA
Brésil

Journalistes

M Seidik ABBA
France

Mrs. Hedayat ABDEL NABI
Egypt

Mr. Atsen AHUA
Switzerland

M Majed AL-JAMIL
Suisse

Mr. A. Wahab AL-MANNAI
Qatar

Mr. Eissa AL-MANSOORI
Qatar

Mr. Khalid AL-MUFTAH
Qatar

M Jean-Pierre AMISI RAMAZANI
Suisse

Ms. Sirintip AROONRUA
Thailand

M Mamadou Lamine BADJI
Sénégal

Sr. Xavier BARROS
Suiza

M. Georges CABRERA
Suisse

M. Shihao CAI
Chine

Mr. Gustavo CAPTEVILA
Italy

Mme Renaud CHRISTIN
Suisse

M. Ibrahima CISSE
Sénégal

Sra. Luciana CONSTANTINO
Brasil

Sr. David DEL RÍO
España

Mr. Ravi Kanth DEVARAKONDA
India

Mme Emtiaz DIAB
Belge

M. Xigang DING
Chine

M. Amadou DIOP
Suisse

M. Alexandre DUFRESNE
Suisse

M Alexandre DUMONT
Suisse

M. Boris ENGELSON
Suisse

Mr. Hughes FIRMAN
Switzerland

Mme Marit FOSSE
Norvège

M. Jean-Pascal GILLIG
Suisse

M Ahmed HAROUN
Egypt

Mr. Gamil IBRAHIM
Egypt

Mr. Vasan LUEPAKTRA
Thailand

Elhadji Gorgui Wade NDOYE
Sénégal

Ms. Chutima NIMSUWANSIN
Thailand

Sra. Kyra NUÑEZ
Mexico

Mr. Konstantine PRIBYTKOV
Russia

M Weizeng QIAN
Chine

Mme Claudine RICHARD
Belgique/Japon

Mr. Jean-Edouard RIGAUD
Haïti

Mr. Chanchai SANGUANWONG
Thailand

Mr. Narongrit SUKSAWANG
Thailand

Ms. Janram SUMPHANVIVAT
Thailand

Sr. Demétrio WEBER
Brasil

**Représentants d'Organisations du système des Nations Unies/
Representatives of Organizations of the United Nations System/
Representantes de Organizaciones del sistema de las Naciones Unidas**

**Fonds des Nations Unies pour l'enfance/
United Nations Children's Fund/Fondo de
las Naciones Unidas para la Infancia
(UNICEF)**

Mrs. Miroslava PERISIC
Project Officer, Adolescent Development and
Participation, New York

Ms. Carol WATSON
Senior Advisor, Education, New York

**Fonds des Nations Unies pour la population
(FNUAP)/United Nations Population Fund
(UNFPA)/Fondo de Población de las
Naciones Unidas (FNUAP)**

M. Hans DE KNOCKE
Consultant

**Programme alimentaire mondial
(PAM)/World Food Programme
(WFP)/Programa Mundial de Alimentos
(PAM)**

M. Claude JIBIDAR
Directeur Adjoint

**Programme des Nations Unies pour
le développement (PNUD)/United Nations
Development Programme (UNEP)/
Programa de las Naciones Unidas para
el Desarrollo (PNUD)**

Ms. Akpezi OGBUIGWE
Programme Officer, Environmental Education
Unit, Division of Environmental Policy
Implementation

**Conférence des Nations Unies sur
le commerce et le développement
(CNUCED)/United Nations Conference
on Trade and Development (UNCTAD)/
Conferencia de las Naciones Unidas
sobre Comercio y Desarrollo (UNCTAD)**

Mr. Pierre Martin HORNA CHICCHON
International Consultant

Mr. Marcelo TRICARICO
Coordinator

Mrs. Carolina QUINTANA

**Office de secours et de travaux des Nations
Unies pour les réfugiés de Palestine dans
le Proche-Orient/United Nations Relief
and Works Agency for Palestine Refugees
in the Near East (UNRWA)/Organismo de
Obras Públicas y Socorro de las Naciones
Unidas para los Refugiados de Palestina
en el Cercano Oriente (OOPS)**

Mr. Matthias BURCHARD
Chief of Liaison Office in Geneva

Mr. Kabir SHAIKH
Director of Education

**Centre des Nations Unies pour
les établissements humains (Habitat)/
United Nations Centre for Human
Settlements (Habitat)/Centro de las
Naciones Unidas para los Asentamientos
Humanos (Hábitat)**

Ms. Sylvie LACROUX
Director

**Organisation internationale du Travail
(OIT)/International Labour Organization
(ILO)/Organización Internacional del
Trabajo (OIT)**

Mr. Klaus HAFTENDORN
Senior Specialist Education

Mr. William RATTEREE
Senior Technical Specialist, Education Sector

Mr. Nicholas GRISEWOOD
IPEC

Mrs. Anamaria VERE
Education Sector

**Organisation mondiale de la santé
(OMS)/World Health Organization
(WTO)/Organización Mundial de la
Salud (OMS)**

Mr. Kazem BEH BEHANI

**Organisation des Nations Unies pour le
développement industriel (ONUDI)/
United Nations Industrial Development
Organization (UNIDO)/Organización
de las Naciones Unidas para el Desarrollo
Industrial (ONUDI)**

Mr. Alberto DI LISCIA
Assistant Director General and Director,
UNIDO
Office at Geneva

OBSERVATEURS/OBSERVERS/OBSERVADORES

**Organisations du système des Nations Unies/Organizations
of the United Nations System/Organizaciones del Sistema de las Naciones Unidas**

**Banque mondiale/World Bank/
Banco Mundial**

Mr. Juan Manuel MORENO
Senior Education Specialist

Mrs. Ruth KAGIA
Education Director, Human
Development Network

**Organisations intergouvernementales/Intergovernmental Organizations/
Organizaciones intergubernamentales**

**Agence intergouvernementale de la
francophonie (AIF)/Intergovernmental
Agency of the Francophonie/Agencia
Intergubernamental de la Francofonía**

M. Samir MARZOUKI
Observateur

**Bureau africain des sciences de l'éducation
(BASE)/African Bureau of Educational
Sciences (ABES)/Oficina Africana de
Ciencias de la Educación**

Mr. Amadou Hamady DIOP
Executive Secretary

**Bureau de l'éducation pour les États du
Golfe arabe/Arab Bureau of Education for
the Gulf States (ABEGS)/Oficina Árabe de
Educación para los Estados del Golfo**

Dr. Saeed M. AL-MULLAIS
Director General ABEGS

Mr. Abdul Aziz AL HERR
Director of Arab Educational Training Center
(ABEGS)

Mr. Abdulrahman AL SHERAIMY
Head, Public Relations and Media Department

**Centre africain de recherche appliquée
et de formation en matière de
développement social/African Centre for
Applied Research and Training in Social
Development (ACARTSOD)/Centro
Africano de Investigaciones Aplicadas y de
Formación en materia**

Dr. Ali Hadi El-Hawat
Research Associate

**Comité international de la Croix-Rouge
(CICR)/International Committee of the Red
Cross (ICRC)/Comité Internacional de la
Cruz Roja (CICR)**

Mrs. Johanne DORAIS-SLAKMON
Head Exploring Humanitarian Law Project,
Education and Behavior Unit

Commonwealth Secretariat

Dr. Henry KALUBA
Deputy Director, Head of Education Section
Social Transformation Programmes Division

Ms. Nancy SPENCE
Director, Social Transformation Programmes
Division

**Conférence des ministres de l'éducation
des pays ayant le français en partage/
Conference of Ministers of Education of
French-Speaking Countries/Conferencia de
Ministros de Educación de los países de
habla francesa (CONFEMEN)**

Mme Adiza HIMA
Secrétaire générale

**Conférence des ministres de la jeunesse et
des sports des pays ayant le français en
partage/Conference of Ministers of Youth
and Sport of French-Speaking Countries/
Conferencia de Ministros de Juventud y
Deportes de los Países de Habla Francesa
(CONFESJES)**

M. Victor KOUASSI
Secrétaire général

**Conseil de l'Europe/Council of
Europe/Consejo de Europa**

Mme Olöf OLAFSDOTTIR
Chef du Service de l'éducation scolaire et
extrascolaire à la Direction de l'éducation
scolaire

**Ligue des États arabes/Ligue of Arab
States/Liga de los Estados Árabes**

Hon. Mohamed Lamine MOUAKI BENANI
Conseiller

**Organisation arabe pour l'éducation,
la culture et la science/Arab Ligue
Educational, Cultural and Scientific
Organization/Organización Árabe para
la Educación, la Cultura y las
Ciencias(ALECSO)**

M. Mongi BOUSNINA
Directeur général

M. Miloud HABIBI
Directeur du Département des programmes de
l'éducation

**Organisation des États Ibéro-américain
pour l'éducation, la science et la culture
(OEI)/Organization of Ibero-American
States for Education, Science and
Culture/Organización de Estados
Iberoamericanos para la Educación,
la Ciencia y la Cultura (OEI)**

Sr. Francisco PIÑON
Secretario General

Sra. Cristina ARMENDANO
Directora

Sr. Pablo HALFON
Asistente

**Organisation islamique pour l'éducation,
la science et la culture/Islamic Educational,
Scientific and Cultural Organization/
Organización Islámica para la Educación,
la Ciencia y la Cultura (ISESCO)**

H. E. Mr. Abdulaziz O. ALTWAIJRI
Director General

Mr. Mohamed GHEMARI
Director of External Relations and
Cooperation

Mr. Mohamed RIFFI
Official in charge of Public Relations

**Union Africaine/African Union/
Unión Africana**

Prof. Nagia M. ESSAYED
Commissioner for Human Resources,
Science and Technology

**Organisations internationales non gouvernementales/International
non-governmental organizations/Organizaciones internacionales no gubernamentales**

**Internationale de l'éducation (IE)/
Education International (EI)/
Internacional de la Educación (IE)**

Mr. David EAGLESHAM
General Secretary, Scottish Secondary
Teachers'
Association, UK

Mme Monique FOUILHOUX
Coordinator, Belgique

M. Ulf FREDRIKSSON
Observateur, Suède

M. Bob HARRIS
Observateur, Belgique

Mr. Jean-Louis BLANC

M. Guntars CATLAKS
Research Coordinator, Belgique

Mrs. Gabriella GIORGETTI
CGIL Scuola National Secretary, Italy

Mrs. Mary HATWOOD FUTRELL
Dean, Graduate School of Education &
Development, Georges Washington University

M. Elie JOUEN
Secrétaire général, Belgique

Mr. Wouter VAN DER SCHAAF
Coordinator, Belgique

Mr. Ferdinand VAN LEEUWEN
General Secretary, Belgique

**Agence universitaire de la francophonie
(AUF)/Agency of Francophonie Universities
(AFU)/Agencia Universitaria de la
Francofonía (AUF)**

M. Philippe LEPOIVRE
Directeur

**Communauté des universités
méditerranéennes (CUM)/Community
of Mediterranean Universities (CMU)/
Comunidad de Universidades
Mediterráneas (CUM)**

Prof. Cosimo NOTARSTEFANO

Mr. Cinzio MASTROPAOLO

**Confédération syndicale mondiale de
l'enseignement (CSME)/World
Confederation of Teachers (WCT)/
Confederación Sindical Mundial
de la Enseñanza (CSME)**

M. Claudio CORRIES
Président

M. Gaston DE LA HAYE
Secrétaire général

**Fédération internationale des femmes
diplômées des universités/International
Federation of University Women/
Federación Internacional de Mujeres
Universitarias (IFUW)**

M. Marianne BERNHEIM
Co-ordinator of IFUW Representatives to
UNESCO

M. Murielle JOYE
Secretary General

M. Marise PASCHOUD
Representative to ECOSOC

M. Conchita PONCINI
Coordinator IFUW Representative to
ECOSOC

**Fédération internationale syndicale de
l'enseignement (FISE)/World Federation of
Teachers' Unions (WFTU)/Federación
Internacional Sindical de la Enseñanza
(FISE)**

Mr. Kamalkant AJWALIA
Zonal Secretary AIFUCTO

Mrs. Manasi CHAKRABORTY
Executive member, WBCUTA

Mr. Koteswara Rao GADDAM
Chairman Acta AP; India, Affiliated to FISE

Mr. B. Vijay KUMAR
General Secretary, All India Federation of
University and College teachers
Organizations, India

Mr. Dharmesh PATEL
Visiting Professor of Law

Mr. Chitoor R. SADASIVAN
National Secretary, AIFUCTO

**Office international de l'enseignement
catholique (OIEC)/Catholic International
Education Office (CIEO)/Oficina
Internacional de Educación Católica
(OIEC)**

M. Thierry BRAULT
Représentation permanente de l'OIEC
auprès de l'UNESCO

M. Jean Pierre GARDY
Représentant permanent adjoint de l'OIEC
auprès de l'UNESCO

M. Fulgence KONE
Représentation permanente OIEC à
l'UNESCO

**Organisation mondiale du mouvement
scout/World Organization of the Scout
Movement/Organización Mundial del
Movimiento Scout (WOSM)**

Mr. Arturo ROMBOLI
Project Officer in charge of External Relations

Mr. Hany ABDUL MONEM
Project Officer, Relations and World Events
Unit

**Innovations et réseaux pour le
développement (IRED)/Development
Innovations and Networks/Inovación y
Redes para el Desarrollo (IRED)**

M. Eric ADJA
Directeur

M. Mamadou DIANE
Responsable Partenariat

Mme Maria TOUNTI
Secrétaire exécutive

**Organisation du Baccalauréat International
(OBI)/International Baccalaureate
Organization (IBO)/Organización del
Bachillerato Internacional (OBI)**

M. George WALKER
Directeur général

M. Ian HILL
Directeur général adjoint

Mme Nélida ANTUÑA BARAGANO
Directrice générale (Africa/Europe/
Middle East)

**Association internationale des professeurs
et maîtres de conférences des
universités/International Association of
University Professors and Lecturers/
Asociación Internacional de Profesores y
Conferenciantes Universitarios (IAUPL)**

Mme Hélène BOULANGER
Maître de Conférences à l'Université Nancy 2

H.E. Mr. Louis Philippe LAPREVOTE
Professeur à l'Université Nancy 2,
Vice-Président

**Association mondiale pour l'école
instrument de paix/World Association for
the School as an Instrument of Peace/
Asociación Mundial de la Escuela como
Instrumento de Paz (EIP)**

Mme Monique PRINDEZIS
Secrétaire générale

Mme Marjorie STEINMANN-BAYSSET

Mme Gisella CELLINA

M. Ramdane BABADJI

M. Stéphane MEMBREZ

**Association Montessori internationale/
International Montessori Association/
Asociación Montessori Internacional**

Mrs. Victoria BARRES

Representative to UNESCO

**Confédération internationale pour
des syndicats libres/International
Confederation for Free Trade Unions/
Confederación Internacional de
Organizaciones Sindicales Libres (ICFTU)**

Ms. Anna BIONDI

Assistant Director, Geneva

**Conseil international des femmes (CIF)/
International Council of Women (ICW)/
Consejo Internacional de Mujeres (CIM)**

Mme Brigitte POLONOVSKI VAUCLAIR
Représentante

**Conseil international pour l'hygiène,
l'éducation physique, la récréation,
le sport et la danse/International Council
for Health, Physical Education, Recreation,
Sport and Dance/Consejo Internacional
para Higiene, Educación Física, Recreación,
Deporte y Danza (ICHPER-SD)**

Dr. Dong-Ja YANG

President

Mrs. Karen LUNQUIST

Executive Associate to the President

**Conseil mondial des associations
d'éducation comparée/World Council of
Comparative Education Societies/Consejo
Mundial de Asociaciones de Educación
Comparada (WCCES)**

Mr. Mark BRAY

Secretary General

**Fédération africaine des associations de
parents d'élèves et d'étudiants)/African
Federation of Associations of Parents of
Pupils and Students/Federación Africana
de Asociaciones de Padres de Alumnos y
Estudiantes(FAPE)**

M. Martin ITOUA

Président de la Fédération africaine des parents
d'élèves

**Fédération internationale des centres
d'entraînement aux méthodes d'éducation
active/International Federation of Training
Centers for the Promotion of Progressive
Education/Federación Internacional de
Centros de Capacitación en los Métodos de
Educación Activa (FICEMEA)**

M. Claude VERCOUTERE

Secrétaire général du Comité de liaison
des OING de l'UNESCO

**Forum des éducatrices africaines/Forum for
African Women Educationalists/Foro de
Mujeres Africanas Especialistas en
Pedagogía (FAWE)**

Prof. Penina MLAMA

Executive Secretary

Ms. Lorna MURAGE

Observer

Ms. Marema DIOUM

Observer

**Mouvement international ATD Quart
Monde/International Movement ATD
Fourth World/Movimiento Internacional
ATD Cuarto Mundo**

Mlle Hélène RENAULT

**Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement/
International Organization for the Development of Freedom of Education/
Organización Internacional para el Desarrollo de la Libertad de Enseñanza (OIDEL)**

Mr. Alfred FERNANDEZ
Directeur général

M. Jean-David PONCI
Chargé de Mission

Mlle Canaov OZADAM
Chargée de Mission

Mlle Alexandra SCHUH
Chargée de Mission

**Société internationale pour le développement/Society for International Development (Open Society Institute)/
Sociedad Internacional para el Desarrollo**

Mrs. Jana HUTTOVA
Progr. Director, Education Support Progr.

**WORLDDIDAC - Association mondiale des éditeurs, fabricants et revendeurs de matériel didactique/World Association of Publishers, Manufacturers and Distributors of Educational Materials/
Asociación Mundial de Editores, Fabricantes y Revendedores de Material Didáctico**

Mr. Beat JOST
Executive Director

Mrs. Madeleine KIHM
Project Manager

Mr. Paul Z. PERJES
Project Manager

Mr. Michael RUF
Project Manager

Fondations/Foundations/Fundaciones

**Centre UNESCO de Catalunya (Espagne)/
UNESCO Centre of Catalonia (Spain)/
Centro UNESCO de Cataluña (España)**

Sr. Miquel MARTÍ
Coordinador Nacional de las Escuelas Asociadas a la UNESCO

Sra. Mireia MONTANÉ
Directora de la Oficina Europea del Ministerio de Educación de Cataluña

Sr. Narcís VIVES

Observateurs divers/Other Observers/Otros Observadores

Action Aid

Mr. David ARCHER
Head of International Education

AGA KHAN Foundation

Mrs. Caroline ARNOLD
Adviser

Ms. Salima ALLIBHAI
Programme Asóciate Health

Altemus

Ms. Christine MEDYCKY
Head of ALTEMUS

APCEIU

Mme Yangsook LEE
Chief, Department of International Cooperation

Arigatou Foundation

Mme Agneta UCKO
Directrice

Mme Marta CASANOVA
Assistante

Choose Life

Ms. Sophie DILMITIS
Fondatrice

CISA

M. Denis SAPIN

Comité NPNS

Mme Malika BEKHTI
Présidente

CONAJECO

Mme Zahra BAZARGAN
Directrice du Département de l'Education,
Commission Nationale de l'UNESCO en Iran

Mr. BOLOLA BOTEYI
Vice président de l'ONG Mouvement
des Amis Solidaires

Mlle Nene BOTENGA ILENGE LENGE
Secrétaire générale de l'ONG AJETEL

Mr. Hendricks KABASELE WA KABASELE
Chargé de formation de l'ONG Action du
peuple

Mr. Joseph KOY BADABI
Chargé des programmes

Mr. Marcel TSHIBOLA BATWAMBAMBA
Secrétaire Exécutif National

Convention "Andrès Bello" - Colombia

Sra. Ana Milena ESCOBAR ARAUJO
Executive Secretary

Culture of Afroindigenous Solidarity

Sra Ana LEURINDA
President

DDC-Suisse

M. Claude BOBILLIER
Consultant

ECOSOC

Mme Genevieve JOURDAN
Regular representative

Femmes, Tourisme et Culture MIVA FED

Mme Mathilde-Chiquita OHIN
Présidente

Fundación FERIS-Ecuador

Sr. Rodrigo MONTALUISA VIVAS
Director

Fondation for the Refugee Education Trust

Mme Marina L. ANSELME
Programme Development Manager

Mrs. Ann AVERY
Education Research and Development
manager

Mrs. Zeynep GÜNDÜZ
Managing Director

FSU

Mme Marylene CAHOUE
Professeur lettres et représentant FSU

GTZ

Mr. Poland BAECKER
GTZ-Perú

Mrs Ruth Maria BUDDE
Exhibition "IMAGINE"

Dr. Gerhard HUCK
GTZ-Sri Lanka

Mrs Alice WOLFGRAMM
Exhibition "IMAGINE"

Humanitas Ubangi

Mme Jeannette BAYOGO
Coordinatrice nationale adjointe chargée
de la jeunesse

M. Willy LALUKU OSANG
Coordinateur national adjoint chargé
de l'éducation

M. Philippe SOBINZI DOMBALE
Administrateur, président de l'ONG Humanitas
Ubangi

International Peace Bureau

Sr. David ARNALDO
Delegado "Hague Appeal for Peace" and IPB

International Teachers'Union - Israël

Mr. Zakaria HARDAN
Israel Union Teachers

Mr. Yossi KOREN
Israel Teachers Union

Living Values Education

Ms. Helen SAYERS
Coordinator

MCDI

Mme Joyce JETT
International Representative

New Humanity

M. Emile BUTOYI
Délégué de New Humanity

Peace Corps for African Renaissance

M. Oluka Kokou AGUIDI
Togo

Komla Akomabou ALOKPETO
Togo

Réseau international des femmes africaines et de Diaspora (RIFAD)

Mme Awa N'DIAYE
Présidente, Espace Afrique international

Mme Elisabeth ESAKI
Vice-Présidente, Espace Afrique international

Rotary International

M. Gilbert COUTAU
Representative

Scottish Secondary Teacher's Association

Mr. David EAGELSMAN
General Secretary

SNES FSU

Mme Dominique GIANNOTTI
Responsable du secteur international

UN/ISRD

Mr. Salvano BRICENO
Director

UN/ICS

Mrs. Doris KLEFFNER

WMO

Mr. Momadou SAHO M
Observateur

World Economic Forum

Ms. Heather CLARK
Project Manager

Mr. Satyadeep RAJAN
Senior Project Manager, Jordan

ANNEXE XXI

Secrétariat

Organisation/Organization/Organización

I. UNESCO

Direction générale

M. K. Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Mme F. Rivière
Sous-Directrice générale, Cabinet du Directeur général

M. M. Richmond
Attaché principal de Cabinet, Cabinet du Directeur général

Secteur de l'éducation

Mme A. Bah Diallo
Sous-Directrice générale pour l'éducation p.i.

Mme Mary Joy Pigozzi,
Directrice de la Division pour la promotion de la qualité de l'éducation

Mme A-T. Ndong-Jatta
Directrice de la Division de l'éducation de base

M. W. Iwamoto
Directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel

M. G. Haddad
Directeur de la Division de l'enseignement supérieur

M. A. Singh
Directeur de la Division de la coordination internationale et du suivi pour l'éducation pour tous

M. A. Husain
Directeur de la Division des politiques et stratégies éducatives

M. A. Sannikov
Chef d'unité, Équipe de coordination : Instituts et extérieur

Secteur des relations extérieures et de la coopération

M. J. Rao
Chef du bureau exécutif, Secteur des relations extérieures et de la coopération

Bureau de liaison de l'UNESCO à Genève

Mme I. Breines
Directrice, Bureau de liaison, Genève

II. Secrétariat général de la Conférence

Mme C. Braslavsky
Directrice du BIE

Assistée de

M. P. Luisoni, spécialiste principal du programme
M. M. Amadio, spécialiste du programme
M. V. Adamets, consultant
M. M. Souto Simão, assistant de recherche

Secrétaires assistantes

Mme C. Caparros
Mme P. Siméant
Mme M-F. Desprin

Assistant du Président de la Conférence

M. F. E. Matoko

Assistant du Rapporteur général

M. A. Akkari

Modérateurs d'ateliers

Mme C. Watson, UNICEF
Mme T. Ndong Jatta, UNESCO
Mme M. J. Pigozzi, UNESCO
M. W. Iwamoto, UNESCO
M. G. Haddad, UNESCO
M. W. Ratteree, OIT

Assistants des modérateurs

Mme. L. Buchert
Mme I. Byron
M. M. Amadio
M. S. Tawil
Mme S. Bahri
Mme C. Panchaud
M. R. Halperin

Liaison avec les rapporteurs

M. A. Sannikov

Assistants des rapporteurs

M. L. Tiburcio
Mme S. Bahri
Mme M-D. Borges-de Almeida
M. Richard Halperin
Mme D. Georgescu
M. S. Tawil
Mme I. Byron

Secrétaires/Liste des intervenants

Mme P. Siméant
Mme M-F. Desprin
Mlle M. Kuwahata
Mme Y. Diallo
M. T. Gakuba

III. Directeurs et représentants des Instituts/Bureaux de l'UNESCO et des bureaux hors Siège

M. G. Hernes, DIR/IPE
M. A. Ouane, DIR/UIE
M. V. Billeh, DIR/UNESCO/Beyrouth
M. S. Schaeffer, DIR/UNESCO/Bangkok
M. M. Tawfik, DIR/UNESCO/New Delhi
M. J. Wertheim, DIR/UNESCO/Brasilia
M. E. Matoko, DIR/UNESCO/Bamako
M. L. Tiburcio, DIR/UNESCO/Guatemala
M. M. Abdurazzak, DIR/UNESCO/Le Caire
Mme B. Macedo, OREALC
Mme F. Caillods, IPE
Mme R. Chahil-Graf, IPE
Mme N. Kelsick, IPE
M. O. F. Summerell, IPE
M. A. Motivans, IUS
M. F. Eon, UNESCO/Brasilia
M. G. Gholam, UNESCO/Le Caire

IV. Cérémonie de remise de la médaille Comenius

M. A. Anne
M. L. Tiburcio

V. Journée internationale de l'alphabétisation

Mme N. Aksornkool
M. S. Aoyaghi

VI. Réunions organisées par le Secteur de l'éducation et les Instituts

Mme M. Ladjali
Mme F. Marega

Mlle M. Patrier
Mme F. Migeon
Mme K. Shaheen
Mlle E. Taylor
Mme D. Georgescu
Mlle A. Ghebray
M. C. Castle
M. M. Hutchinson-Frazier

VII. Médias

Mme S. Williams
M. L. Vazquez Buenfil
Mme A. Müller
Mme C. Ruiz

VIII. Services de soutien

Administration

M. M. Bouassami, Administrateur du BIE

Finances

Mme H. Dekhissi

Logistique, informatique, relations avec le CICG

M. G. Viollet-Bosson

Secrétariat de l'administration

Mme S. Kawakibi

Salles des conférences

M. A. Perry
Mme Y. Diallo
Mlle M. Kuwahata
Mlle S. Bonnet
Mme T. Ayinla
M. E. Ag Muphtah
M. T. Gakuba

Accueil/accréditation

Mme S. Roux
Mlle I. Byron
Mlle B. Deluermoz
Mlle C. Stenborg
Mlle J. Ochienghs
Mlle J. Woodford
Mlle N. Yakavets

Messages des ministres

Mme A. Gorga
M. D. Gorga

Messages de jeunes

Mme E. Khawajkie

Réalisation des vidéos

Mlle M. Zitterbart
Mme N. Truong
Mlle N. Madsen
M. M. Souto Simão

Site Internet de la CIE

M. H. Bao
Mlle K. Attal
Mme R. Creamer
M. C. Strebel

Liste des participants/enregistrement/confection des badges

Mlle M. De Almeida
M. G. Viollet-Bosson

Expositions

M. J. Fox, coordinateur
Mlle P. Toïgo
Mme. N. Kelsick
Mlle S. Berney
Mlle J. Woodford
M. J. Pii

Tableau électronique d'information

M. J. Fox

Reproduction des documents

M. C. Leroy
M. L. Maitret
M. B. Chevassu

Distribution des documents

- *Documents de la conférence*

Mlle B. Deluermoz
Mlle C. Stenborg
Mlle J. Woodford

- Rapports nationaux

M. H. Bao
M. M. Severino
M. J. Dourliach
M. J-P. Emery
M. L. Severino

IX. Services linguistiques

Interprétation

Mme S. Farchakh, chef interprète
Mlle Z. Abdel Magid
M T. Abichaker
M. A. Besspalov
M. D. Boulakovski
Mme P. Bouquet
Mme C. Bret
Ms. K. Cru
Mme L. De Burlet
Ms. K. Deuss
M. A. Doubrovine
Mme M. Ducroux
Mme A. Elborai
Sr. J. Esteves-Ferreira
Mme F. Globa
Mme Y. Hong
Mme M. Julliard Garcia
Mlle D. Karara
Mme F. Le Dantec-Missire
Mme S. Leme
Mrs. V. Martin
Mlle S. Moss
Mr. T.L. Nguyen
Mr. H. Pang
Mme P. Quach-Khoury
Mr. C. Quintana
Mlle K. Reynaud
Mlle M. Roe
Mme E. Romero
Mme C. Roulet
M. M. Samarine
Mrs. M. Sfreddo
Mme M.C. Stefani-Gari
Mlle M. Voronine
M. B. Willaume
Mrs. Y. Zhou

Traduction

- Arabe

M. I. Sabet

- Chinois

M. Z. Wan

- Espagnol

M. E. Garcia Gómez

- Russe

M. Y. Reznikov

Dactylographie

M. A.R. Fahham

Mlle A. Glazova

X. Service de sécurité ONU

Capitaine O. Bruyère

Lieutenant C. Gaillard

Sergent G. Pichon

ASS D. Gelin

ASS W. Thomas

AS M. Juving

AS Mc S. Donough

AS P. Quostali

AS A. Engrand

AS G. Perrier

ASS A. Burgio

AS S. Madelin

AS I. Moluh Issa

AS D. Fortis

AS S. Sabara

AS P. Chapuis

AS R. Vuillat